

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU

30 JANVIER 2023

Le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, s'est réuni à la Mairie de Biarritz, sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Paul RODRIGUES-REIS

PRÉSENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Adrien BOUDOUSSE, Mme Martine VALS, M. Edouard CHAZOUILLERES (question n°1, questions n°3 à 8, questions n°10 à 14), Mme Anne PINATEL, M. Richard TARDITS, Mme Maud CASCINO, M. Fabrice-Sébastien BACH, Mme Patricia POURVAHAB, M. Michel LABORDE, Mme Stéphanie GRAVE (questions n°1 à 9), M. Mathieu KAYSER, Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS (questions n°1 à 3 et questions n°7 à 14) (Adjoints au Maire), M. Gérard COURCELLES, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Eric QUATRE VIEUX (questions n°2 à 14), Mme Valérie SUDAROVICH, Mme Christelle RODET (questions n°1 à 8 et questions n°10 à 14), M. Sébastien MENARD, Mme Elena BIDEgain (questions n°1 à 3), M. Paul RODRIGUES-REIS, M. Didier BARBERTEGUY, M. Guillaume BARUCQ, M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme Corine MARTINEAU, M. Brice MORIN, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS ET ABSENTS REPRÉSENTÉS PAR POUVOIR : M. Edouard CHAZOUILLERES (questions n°2 et 9), Mme Stéphanie GRAVE (questions n°10 à 14 procuration à Mme Martine VALS), Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS (questions n°4 à 6 procuration à M. Michel LABORDE), M. Xavier DELANNE (procuration à Mme Maider AROSTEGUY), Mme Géraldine VERGET (procuration à M. Edouard CHAZOUILLERES), M. Eric QUATRE VIEUX (question n°1 procuration à M. Paul RODRIGUES-REIS), Mme Elena BIDEgain (questions n°4 à 14 procuration à Paul RODRIGUES-REIS), Mme Christelle RODET (question n°9), Mme Morane PINAUD BOSQUE (procuration à M. Fabrice-Sébastien BACH), M. Louis BODIN (procuration à Mme Anne PINATEL), Mme Lysiann BRAO (procuration à M. Brice MORIN), Mme Nathalie MOTSCH (procuration à Mme Corine MARTINEAU), M. Sébastien CARRERE (procuration à Monsieur Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE).

Madame AROSTEGUY

Mes chers collègues, il est 17 heures. Je vous propose que nous commençons ce Conseil Municipal pour lequel nous avons quatorze points à l'ordre du jour, dont des points solides puisque nous avons le vote du budget des associations et autres questions. Je vais commencer par faire l'appel.

Madame le Maire procède à l'appel.

1 – Approbation des procès-verbaux des séances des conseils municipaux du 25 novembre et du 12 décembre 2022

Madame AROSTEGUY

La première question traditionnelle est l'approbation des procès-verbaux des séances des Conseils Municipaux du 25 novembre et du 12 décembre 2022. Que ce soit sur celui du

25 novembre ou du 12 décembre, y a-t-il des remarques ou des observations ?
DUSSAUSOIS-LARRALDE.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Madame le Maire, mes chers collègues, une remarque par rapport au procès-verbal du 12 décembre. À la page 80 où nos échanges ont très bien été retranscrits, donc d'ailleurs merci pour les efforts, on discutait de la mise à disposition de la liste de l'ensemble des établissements publics, donc propriété de la Ville de Biarritz, où étaient hébergées des activités privées au travers d'une DSP ou d'autres activités. Vous m'aviez promis de m'envoyer cette liste que je n'ai toujours pas reçue. Donc je vous renouvelle cette demande.

Madame AROSTEGUY

Je me retourne vers mon Cabinet parce que cela devait normalement être fait. Cela n'a pas été envoyé ? Alors, le mail a dû rester coincé quelque part parce que je l'ai vu passer. Effectivement, c'était prêt et on m'a demandé de valider, donc j'ai validé d'où mon étonnement. Je vous renouvelle mon engagement que cette validation arrive jusqu'à l'ensemble des élus de ce Conseil Municipal.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

C'est un simple rappel, merci beaucoup.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il d'autres observations ou questions ? Michel LABORDE.

Monsieur LABORDE

Sur celui du 25 novembre, j'avais parlé d'un appel à manifestation d'intérêt concernant les bornes électriques. C'est uniquement marqué « manifestation d'intérêt » si on peut ajouter « appel à manifestation d'intérêt ».

Madame AROSTEGUY

C'est bien noté par le secrétaire général. S'il n'y a pas d'autres remarques sur l'un ou l'autre des Conseils Municipaux, je vais vous demander si vous avez des votes contre ou des abstentions ? Donc adoptés à l'unanimité avec les corrections que vous avez apportées.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

2 – Appel à projets en vue de la cession de la Villa Fal : constatation de la désaffectation et décision de déclassement du domaine public

Madame AROSTEGUY

La deuxième question concerne l'appel à projets en vue de la cession de la Villa Fal. Il s'agit de la constatation de la désaffectation et de la décision de déclassement du domaine public.

Je vais faire une longue introduction pour cette délibération. Tout d'abord, je vais vous faire une explication technique. Vous avez vu que cette délibération concerne la question numéro 2 ainsi que la question numéro 9. Pourquoi ? Parce que nous devons d'abord voter ce déclassement. Il doit être contrôlé à la légalité par la préfecture pendant le temps du Conseil.

Une fois que la préfecture aura contrôlé la légalité de ce déclassement, je procéderai à la question de la vente qui est la question numéro 9 d'où ces deux temps.

Je pense que vous voudrez certainement faire vos interventions assez rapidement, donc je vous propose que la question globale de la Villa Fal et pas seulement la question de son déclassement, mais aussi la question de sa vente soit traitée en une seule fois. Si vous souhaitez faire des observations en deuxième partie, vous pourrez le faire. Je pense qu'il est plus logique de traiter ce point en une seule fois.

En guise d'introduction, puis Madame CASCINO complètera mes propos, je souhaiterais quand même faire un propos liminaire assez complet. D'abord, vous partagez la vision de cette majorité puisque nous sommes bien là sur un point de sauvetage et de protection du patrimoine. Un de nos engagements était bien la protection du cadre de vie. Dans le cadre de vie, nous avons bien sûr le patrimoine urbanistique ainsi que le patrimoine environnemental. Donc la sauvegarde du patrimoine fait bien partie des engagements que nous avons vis-à-vis des Biarrots. Le sauvetage du patrimoine en 2023 ne peut pas être le sauvetage du patrimoine en 1970 ou le sauvetage du patrimoine en 1929. De très nombreux sites emblématiques de la Ville de Biarritz sont des villas. Comme vous le savez, Biarritz s'est créée telle que nous la connaissons aujourd'hui. Son point de départ fut l'installation de la monarchie impériale avec NAPOLEON III et Eugénie De MONTIJO qui sélectionnèrent la Ville de Biarritz pour y construire la Villa Eugénie. Ils furent suivis par les cours européennes en particulier, la cour espagnole, la cour anglaise et la cour russe. Toutes ces grandes maisons, tous ces grands noms ont créé, ont construit à Biarritz de magnifiques villas ou de magnifiques ensembles dont beaucoup ont disparu depuis. Ils n'ont pas pu être protégés. On ne va pas se rappeler parce qu'ils ont été détruits bien avant que la plupart d'entre nous ne naissent. Mais si vous faites un tour dans les livres d'histoire de la Ville de Biarritz, vous verrez que la Villa Marbella, dont il ne reste que la plage éponyme, a été une magnifique villa. La villa de la Milady est également un ensemble architectural magnifique. Les Thermes Salins ont définitivement disparu. Il ne reste qu'une école qui porte le nom. Nous avons également le magnifique Hôtel Miramar et l'Hôtel Victoria qui a été remplacé par le bâtiment Victoria Surf. Tout ce patrimoine biarrot a connu des destins extrêmement différents. Les époques ont permis de sauver le patrimoine. D'autres époques, au moment du krach de 1929, ont fait que les propriétaires de ces bâtiments ont quitté la station balnéaire. Les hôtels ne se sont plus remplis. Ils ont fait faillite. Ils n'ont pas pu être sauvés. Ils n'ont pas pu être rachetés.

En 1956, le Député-Maire Guy PETIT a racheté l'Hôtel du Palais, le sauvant ainsi de la destruction. Il a demandé aux Biarrots de le racheter en devenant propriétaire, en devenant actionnaire. Comme j'ai dit, à la même époque, on n'a pas pu sauver l'Hôtel Victoria. C'est le même Député-Maire Guy PETIT qui fut le contemporain de la destruction de l'Hôtel Victoria transformé à l'époque par le Victoria Surf. Dans un mandat, on peut protéger et faire disparaître du patrimoine.

Aujourd'hui, plus personne n'accepterait que des bâtiments de cette nature-là soient détruits. En tout cas, ce n'est pas l'objectif de notre majorité, car il est bien de protéger le patrimoine. Quand on parle de patrimoine, il y a douze sites emblématiques à Biarritz qui sont des sites protégés ou classés monuments historiques. Vous les voyez apparaître sur cette vidéo, sur cette image. Je les cite. Ils sont bien reconnaissables. Il y a :

- La Villa Natacha ;
- L'hôtel Plaza ;

- L'Hôtel du Palais ;
- La Chapelle Impériale ;
- Le Château Boulard ;
- L'Église Saint-Martin ;
- Le Casino Municipal ;
- Le Domaine de Françon ;
- La Pâtisserie Miremont ;
- Le Phare de la pointe Saint-Martin ;
- L'Église orthodoxe russe ;
- Le monument aux morts.

Il n'y a pas la Villa Fal. Il y a donc douze sites, mais en plus de ces douze sites emblématiques, il y a les centaines de villas qui ont été répertoriées dans le travail qui a été fait par la mandature précédente pour créer l'AVAP. Ce travail a permis de répertorier ces villas ou ces monuments dignes d'être protégés.

Dans nos engagements vis-à-vis des Biarrots, il y a celui de ne pas augmenter les impôts. Je pense qu'on en reparlera tout à l'heure dans le vote du budget. Certaines villes, certaines municipalités ont fait le choix d'une augmentation légère, d'autres d'augmentations massives jusqu'à 25 %. Nous avons mis en place un pacte avec les Biarrots qui est celui de ne pas augmenter les taux d'imposition tout en continuant à mettre en place des projets et à investir surtout pour sauver l'emblème du patrimoine biarrot qui est l'Hôtel du Palais.

Je vous rappelle que lorsque nous sommes arrivés, il manquait 20 M€. Sur 20 M€, il y avait à peu près 12 M€ de travaux non financés et un manque à gagner de 6 à 7 M€ pour la non-ouverture de l'Hôtel du Palais à l'été 2020 pour les causes que vous connaissez. À travers la SOCOMIX dont elle est majoritaire, la Ville a investi 12 M€ d'argent public pour faire des travaux afin de sauver ce patrimoine emblématique qu'est l'Hôtel du Palais. Depuis, la Ville a dû emprunter 4 M€ pour sauver et pour protéger le patrimoine biarrot. Je rappelle qu'au final, ces travaux pour sauver l'emblématique Hôtel du Palais auront coûté 80 M€ en argent public et privé avec le partenaire JC DECAUX.

En plus de ces sommes faramineuses, notre majorité s'est engagée et est en train de réaliser la protection du patrimoine, notamment environnemental en rachetant le terrain Grammont. Ce terrain Grammont était destiné à être bétonné. Il constituait une partie du patrimoine historique du quartier Saint-Martin puisqu'il y avait des terrains arboricoles et des zones de maraîchage. Dans les semaines qui arrivent, nous allons dévoiler un appel à projets autour d'un jardin ouvert aux Biarrots de permaculture et de sensibilisation à l'environnement et à la biodiversité dans lequel seront plantés également des arbres fruitiers de façon à retrouver ce patrimoine arboricole dans ce quartier.

Au-delà de la préservation et du sauvetage de ce patrimoine environnemental biarrot, nous sommes en train de rénover la Villa Javalquinto qui, à une époque, fut la Mairie. Aujourd'hui, il y a l'Office du Tourisme. Vous verrez, lorsque les travaux de ravalement seront terminés, que le travail qui a été mené avec l'Architecte des Bâtiments de France nous a imposé de revenir aux origines du bâtiment. De façon très marquée, la teinte sera différente de la teinte saumonée que nous connaissons depuis une vingtaine d'années. Nous reviendrons aux teintes originelles.

Nous avons également la rénovation de l'église orthodoxe pour laquelle la DRAC et aux côtés de l'association propriétaire de l'Église orthodoxe, va mettre de l'argent de façon importante pour rénover ce patrimoine biarrot.

Nous avons également rénové les orgues de l'église Saint-Martin.

Il y a, de façon récurrente, des travaux à l'Église Sainte Eugénie qui est en assez mauvais état.

Il y a également à l'heure actuelle les travaux de rénovation de la Villa Natacha dans laquelle sont abrités les services de la culture, les services du sport, les services de la langue basque. Et bientôt, le service animation sera hébergé à la Villa Natacha.

Enfin, pour sauvegarder le patrimoine biarrot, nous avons réussi à extirper du bail emphytéotique la Villa Rose qui est sur le terrain d'Aguilera et qui menaçait ruine. La Ville a dû batailler de façon juridique pour extraire la Villa Rose pour laquelle l'emphytéote, qui avait la responsabilité et l'obligation d'entretenir la Villa Rose, ne le faisait pas. Dans les semaines qui arrivent, les travaux de sauvegarde de ce patrimoine particulier de la Villa Rose vont pouvoir commencer.

Vous voyez dans cette liste qui est plus ou moins exhaustive qu'il y a un gros effort de la part de cette majorité pour sauvegarder le patrimoine.

Si on revient sur l'historique des Commissions concernant la Villa Fal, on va refaire un petit peu d'histoire. En 2017, ce qui n'est pas si loin que cela, un premier appel à candidatures a été lancé. Il portait sur une cession, mais les candidats pouvaient présenter des variantes comme de proposer un bail emphytéotique en lieu et place de la cession. Une ouverture a bien été faite en juillet 2017 puis un point des dossiers reçus en décembre 2017 avec le Maire et Monsieur Guy LAFITE, mais il n'y a pas eu de Commission collégiale. Cet appel à candidatures a été déclaré sans suite les candidatures disparates ne répondant pas aux attentes de la Ville plusieurs candidats proposant des projets de logements.

J'en profite pour faire un point bien précis. Le site de la Villa Fal et la Villa Fal elle-même, ne sont absolument pas ouverts à une quelconque proposition de logements. Elle n'est pas constructible. Donc il ne peut pas y avoir de programme de logements ou de programme d'hôtel. Le PLU ne le permet pas. Donc pour tout projet qui pourrait concerner une transformation de cette destination, il faudrait faire une MECDU (mise en compatibilité des documents d'urbanisme) qui serait certainement longue et pour laquelle je ne suis pas certaine que l'issue serait positive. Pendant ce temps-là, la villa se dégrade de façon majeure. Certes, elle a abrité en 2019 le G7, mais, à l'hiver 2021, lorsque nous cherchions un lieu pour abriter le centre de vaccination, elle n'était déjà plus en capacité d'accueillir des Biarrots tellement son état s'était dégradé en particulier les planchers. Lorsqu'en mars 2022 nous avons cherché un lieu où entreposer les colis à destination de l'Ukraine, elle s'était encore plus dégradée. Il n'était même plus question d'y stocker les colis pour l'Ukraine. Il y a donc urgence à sauver la Villa Fal. Il est évident qu'une modification du plan local de l'urbanisme en faveur d'une proposition de logements ou en faveur d'une extension pour du logement nous amènerait certainement à des travaux beaucoup plus importants vu la dégradation de l'édifice.

Pour revenir sur l'historique, en décembre 2018, la majorité précédente avait porté une délibération sur des candidatures. Il portait aussi sur une cession avec la possibilité d'une variante bail emphytéotique. Onze candidatures ont été reçues dont celle de Madame Argia DOYHAMBOURE associée au groupe QUARTUS et celle de Serge ISTÈQUE pour l'école de la mode. Ces deux candidats ont été auditionnés par la Commission présidée par Monsieur Michel VEUNAC et composée de Madame Jocelyne CASTAIGNÈDE, Monsieur Patrick DESTIZON, Monsieur Guy LAFITE, Monsieur Michel POUEYTS, Monsieur Alain PUYO et Madame Stéphanie RICORD. Une Commission générale avait été organisée le 21 juin 2017 et le dossier présenté par Argia DOYHAMBOURE était pressenti. Il est vrai que c'était un très beau projet, mais qui nécessitait une modification du Plan Local d'Urbanisme. Le dossier devait passer au Conseil Municipal. Il s'agissait bien d'une cession. À l'époque, nous n'avons entendu aucun cri d'orfraie concernant la cession, mais ce dossier n'a pas pu passer en Conseil Municipal, car les deux associés du dossier pressenti ont renoncé à leur partenariat. De ce fait, l'appel à projets a donc été déclaré sans suite.

Septembre 2021, nous délibérons au Conseil Municipal décidant d'un troisième appel à candidatures qui portait sur une vente qui était plutôt ce que nous privilégions, mais un BEA était éventuellement possible. Neuf offres ont été reçues. Je laisserai Madame CASCINO faire le point sur les offres qui ont été reçues.

Cet historique des Commissions étant fait, je rappelle quand même de quoi nous parlons. Nous parlons de la Villa Fal. Je reprends l'historique qui avait été fait sur un des *Biarritz Magazine* en mars 2011, assez court, mais extrêmement clair sur cette villa qui est quand même assez emblématique. Elle a été construite en 1911 quand François-Serge DE YTURBE a fait édifier ce bâtiment à colonnades d'une grande pureté de style. La façade est animée par l'avancée du portique surmonté d'un fronton lisse, une architecture unique à Biarritz. Grand amateur de musique et admirateur de WAGNER, il dénomme cet édifice la Villa Fal, abréviation de Parsifal, célèbre opéra de Richard WAGNER. La construction devait comprendre des ailes latérales qui ne furent jamais réalisées. Le propriétaire suivant le Baron Frédéric Arthur CHASSÉRIAU est une figure marquante de Biarritz. Ensuite, le Baron avait pensé léguer la villa à la Ville de Biarritz pour qu'elle devienne un musée. Mais à l'époque la Villa semblait trop excentrée pour une telle attribution. Juan DE BEISTEGUI, l'un des trois fils du ministre du Mexique en France et de Madame BEISTEGUI née YTURBE, hérite de Misson et de Fal. Il vend le domaine de Fal à la commune de Biarritz en 1964 qui la transformera ensuite en collège. Voilà pour l'histoire de ce bâtiment emblématique.

Nous allons quand même aborder la question du choix qui a été fait par cette majorité même si Madame CASCINO reviendra sur les neuf propositions que nous avons reçues.

Pourquoi une vente et pas un bail emphytéotique ? L'argument n'est pas seulement financier comme j'ai pu le lire sur différents supports.

Je tiens d'ailleurs à rappeler que les documents qui sont distribués aux élus et à la presse sont des documents destinés à travailler les délibérations ou à travailler les articles. Ils ne sont en aucun cas faits pour révéler avant le débat démocratique les détails et les lauréats des appels à projets.

Pourquoi le bail emphytéotique n'a-t-il pas été privilégié ? Comme je vous l'ai rapporté il y a quelques instants, nous avons quelques expériences assez difficiles concernant les baux emphytéotiques. Aujourd'hui, on voit que même si un emphytéote a la responsabilité de l'entretien d'un bâtiment s'il ne le fait pas, la Ville a assez peu de moyens pour l'obliger à faire

ses travaux. En effet, nous venons de vivre une difficile histoire avec de toutes les difficultés que nous avons eues pour la récupérer de façon juridique. Lorsque l'Architecte des Bâtiments de France a été accompagné des entrepreneurs pour évaluer les travaux nécessaires à sa sauvegarde, elle a été chassée manu militari de la plaine d'Aguilera par le président du club professionnel. L'ensemble des entrepreneurs accompagnés de l'Architecte des Bâtiments de France ont dû revenir sous la protection de la police municipale pour faire leur travail. Je vous rassure, tout est rentré dans l'ordre. Par conséquent, cette expérience de bail emphytéotique ne nous paraît pas forcément la meilleure, surtout lorsqu'elle s'étend sur 70 ou 80 ans. Nous avons préféré une vente qui amène l'avantage de rentrer des liquidités pour la Ville, mais pas que. Il vaut mieux avoir un contrat de vente qui protège la Villa d'une transformation ou d'une revente avec des clauses bien spécifiques dont vous parlera Madame CASCINO et qui permettent de protéger le bâtiment.

Voilà le long et assez complet préambule qui, je pense, était nécessaire pour que le débat démocratique se fasse d'abord dans cette instance puis que chaque citoyen, éclairé par ces éléments, puisse en toute connaissance apporter ses remarques, ses critiques, son désaccord. Ainsi, chaque citoyen peut le faire sur la base d'informations complètes et non tronquées. Je laisse Madame CASCINO compléter mes propos.

Madame CASCINO

Madame le Maire, mes chers collègues. Effectivement, vous avez précisé Madame le Maire que nous avons reçu neuf offres pour cette Villa. Ce sont des projets divers et variés dont vous avez pris connaissance. Comme on vous l'a expliqué, un centre de danse avec des logements étudiants saisonniers nécessite une MECDU pour entrer dans le cadre du PLUI (Plan local d'urbanisme intercommunal) qui actuellement est un peu en stand-by pour pouvoir construire des logements sur ce site. Il faut savoir que le projet d'école de danse qui avait beaucoup d'intérêt nécessitait d'agrandir énormément la Villa. On a préféré un projet beaucoup moins prégnant qui protège ce site et qui laisse la Villa telle qu'elle est dans son état initial. Ensuite, nous avons eu également un projet de studio de cinéma, des projets orientés sur l'environnement, un projet de Villa des Artistes, un projet de coworking jardin pédagogique, un important projet de construction pour accompagner des entreprises avec une résidence étudiante.

Le projet qui a été retenu est un projet privé confessionnel dont la presse s'est fait l'écho.

Madame AROSTEGUY

Maud excuse-moi, j'ai oublié de présenter le projet. J'ai oublié le principal.

Madame CASCINO

J'allais y venir après, mais il n'y a pas de souci. Je vous repasserai la parole Madame le Maire. Il y a un dernier projet qui concernait une salle des ventes. Je vais repasser la parole à Madame le Maire qui va vous présenter ce magnifique projet qui, comme je vous le disais, protège vraiment cette Villa et la laisse telle qu'on la connaît sans ajouter la moindre construction autour. Cela était très important.

Madame AROSTEGUY

Il y aura une conférence de presse qui sera organisée jeudi avec le lauréat.

Quel est le projet qui a été retenu ? C'est un projet qui va permettre l'économie. Il est vrai que notre Ville est assez centrée sur l'économie du tourisme. Vous savez qu'une ville n'a pas la compétence de développement économique. Ce sont les agglomérations et les conseils régionaux. La Communauté d'Agglomération Pays Basque a fait un très gros travail de création de technopoles, notamment à Izarbel, Technocité. C'est la Vice-Présidente, Sylvie DURRUTY, qui fait un remarquable travail de diversification et de création de ces technopôles. Elle est en charge de ces questions-là. Aujourd'hui avec le projet HEMERA, nous avons la possibilité de revenir à une histoire qui s'est arrêtée entre la Ville de Biarritz et la mode. Biarritz a été une des premières villes à accueillir dans les années 20 ou 30 ceux qui ont fait l'histoire mythique de la haute couture en France et dans le monde, en l'occurrence Gabrielle CHANEL qu'on appelait Coco. Gabrielle CHANEL a créé sa deuxième boutique en France à Biarritz après celle de Deauville. Il y a eu également le passage de Jean PATOU. Il y a eu bien sûr l'iconique Cristóbal BALENCIAGA. Aujourd'hui certes, il n'est pas à Biarritz, mais la Côte Basque et Biarritz attirent toujours les créateurs de mode. Aujourd'hui, Jean-Paul GAULTIER est très souvent à Saint-Jean-de-Luz. Également plus proche de nous, il y a un des derniers entrés dans la très sélective Chambre Syndicale de la haute couture française le couturier Stéphane ROLAND. Il fréquente également la Ville de Biarritz. Il s'est installé à Bidart. Cette histoire de la mode entre Biarritz et la couture s'est arrêtée brutalement. Aujourd'hui, ce projet va nous permettre deux choses. Il va nous permettre de renouer cette histoire d'amour entre Biarritz et la mode et il va surtout permettre une diversification de l'économie. Il va permettre de créer un écosystème autour de la mode et du design. Comme vous le savez, j'accueillais il y a une semaine dans le cadre du FIPADOC la ministre de la Culture qui nous disait précisément que les objectifs du ministère de la Culture pour 2023-2024 étaient la mode et le design. Aujourd'hui, il s'agit de créer un écosystème autour de ces deux sujets. Et, la diversification économique est aussi un des objectifs de la Communauté d'Agglomération.

Chère collègue, voulez-vous compléter mes propos de façon plus technique ?

Madame CASCINO

On peut ajouter que l'espace boisé classé n'est pas vendu. Il s'agit de celui qui est derrière. Au bout de la villa, il y a un espace boisé classé qui reste propriété de la Ville. Le jardin sera retravaillé et des végétaux seront ajoutés. Il sera ouvert aux Biarrots pendant toute la journée, mais pas le soir. Les Biarrots auront la possibilité de profiter de ce jardin. Je pense qu'on a tout dit. Y a-t-il des questions ? Une dernière chose, nous sommes sur la délibération numéro 2 qui nous demande de constater avant toute chose la désaffectation et la décision de déclassement du domaine public de cette villa.

Madame AROSTEGUY

Tout à fait. On va écouter les interventions de nos collègues qui seront peut-être sur l'ensemble du projet. Monsieur BARUCQ.

Monsieur BARUCQ

Merci Madame le Maire. Bien sûr, je m'oppose avec la plus grande fermeté et détermination à cette vente de la Villa Fal. Quand on parle de vente, j'aurais presque envie de parler de grande braderie de Biarritz qui commence un peu en avance cette année. J'appelle les Biarrots et les Élus avant tout à se rendre compte de la spoliation de notre patrimoine. Vous annoncez, Madame le Maire, une conférence de presse pour ce projet avant même que le débat et le vote aient eu lieu. C'est quand même assez particulier. Sauver le patrimoine, oui, mais à condition de garder la main dessus. Vous avez évoqué différents bâtiments qui ont disparu

comme les Thermes Salins, mais qui nous dit que demain à partir du plus la main sur cette Villa Fal et son terrain ce qu'elle deviendra.

On va commencer déjà par le prix que vous nous annoncez. Pour ceux qui connaissent a minima les prix de l'immobilier à l'heure actuelle, les 2 M€ représentent ce que peut demander le propriétaire d'une maison avec un terrain largement inférieur. Des maisons à 2 M€, il y en a qui se vendent à Biarritz. On ne parle pas d'une villa aussi prestigieuse avec autant de terrain que la Villa Fal. Je suis vraiment heurté par cette désinvolture avec laquelle vous vous débarrassez de nos bijoux de famille. J'ai un peu l'impression que là où vous passez, l'herbe ne repoussera pas parce que vous obérez les grands projets possibles pour les futures équipes municipales qui vous succéderont.

De grands projets pour cette Villa Fal, il y en a eu. On en a vu autour de la danse, de la mode. Si je réagis de manière aussi véhémente, c'est que nous avons notre plus grand projet sur cette Villa Fal. Nous souhaitons la transformer en Villa des créateurs, une sorte de Villa Médicis qui aurait pu être un écosystème pour tous les créateurs qu'ils soient auteurs, scénaristes, chorégraphes. Il s'agissait de faire cet écosystème qui manque aujourd'hui à Biarritz et qui aurait pu faire le lien avec nos BTS, avec le Connecteur. Finalement ce que vous nous proposez aujourd'hui, enfin ce qui devrait être fait, n'a absolument rien d'original. Des bureaux et des salles de réunion, vous pouvez en faire dans n'importe quel bâtiment. Vous pouvez faire cela à Paris aussi bien qu'à Biarritz. Il aurait pu s'agir de porter un véritable projet culturel dans cette villa qui s'y prête. Il y a la majestuosité du lieu. Il y a l'espace. Effectivement, cela aurait impliqué d'aménager de manière végétalisée les abords. Cela demande du travail. Cela nécessite des autorisations. Cela demande de travailler avec les référents locaux. Cela demande de chercher des partenariats. Cela demande peut-être aussi de parler avec le ministère de la Culture. Vous avez eu l'occasion de parler avec la ministre. Je ne comprends pas très bien l'intérêt de voir la ministre de la Culture si ce n'est pour faire des photos, si ce n'est pas pour avancer ensemble sur des projets sous maîtrise d'ouvrage municipale. Encore une fois, une fois qu'on perd la main, on ne sait pas ce que cela deviendra demain. On ne nous a pas présentés les futurs acheteurs, mais ce qui est sûr c'est que si on leur cède ce bien à une telle valeur, c'est l'affaire du siècle.

Je déplore qu'il n'y ait pas eu de projet municipal travaillé autour de cette Villa et plus que cela. Même si vous arrivez à faire voter ce projet-là, il y a tout un tas d'enjeux autour des environs de la Villa Fal qu'il faudrait aborder. Vous balayez d'un revers de main les logements, mais si vous créez 110 bureaux, vous imaginez bien que cela va faire des personnes en plus qui voudront travailler à Biarritz, qui voudront donc se loger. S'ils n'y arrivent pas, ils devront venir en voiture, stationner, circuler et je n'entends rien sur le nœud de circulation majeur qui est l'axe Kennedy et pour lequel on n'a toujours aucune solution. Vous allez nous ajouter encore des travailleurs sur cet axe à quelques encablures du Connecteur.

Je vous demande, Madame le Maire, où est votre vision de la démocratie participative là-dedans ? Vous nous aviez promis des référendums. Là, c'était l'occasion. C'était l'occasion de demander aux Biarrots : voilà la Villa Fal. Voilà son histoire, qu'est-ce que vous souhaitez ou est-ce que vous validez notre choix ? Là, je crois qu'on aurait pu avoir un beau débat.

C'est un peu facile de se débarrasser de notre patrimoine ainsi même si on peut toujours espérer le meilleur, quel que soit le repreneur. Mais, je déplore cette gestion de la Ville à la petite semaine. Il n'y a pas de vision à long terme. On n'a plus cette volonté de porter des

projets. D'ailleurs, vous nous aviez dit que les grands projets étaient donnés l'exemple encore une fois. On va être incapable de porter un projet culturel dans ce bâtiment qui nous appartenait et qui s'y prêtait.

Cette intervention peut paraître un peu raide, mais j'y tenais parce que cela faisait partie des points de démarcation principaux entre nos deux programmes. Nous avons une ambition culturelle avec Corine MARTINEAU, avec Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE et tous les membres de notre liste « Biarritz nouvelle vague » et ensuite « Biarritz nouvelle vague verte et solidaire ». Cette ambition culturelle n'est pas là. Vous ne souhaitez pas porter de grands projets culturels pour Biarritz sur ce mandat et nous ne pouvons que le déplorer.

Madame AROSTEGUY

Je vais d'abord vous répondre. Non, cette intervention n'est pas raide. Elle est plutôt comique. Elle est comique parce que vous étiez aux affaires au mandat précédent. Vous aviez 6 ans pour vous occuper de la Villa Fal. Quand vous êtes arrivé en 2014, cela faisait déjà 2 ans qu'elle était désaffectée. En 6 ans, vous nous dites que vous n'avez pas réussi à mettre en place votre grand projet culturel.

Monsieur BARUCQ

Je n'ai jamais eu la chance d'occuper votre poste, Madame le Maire.

Madame AROSTEGUY

Vous faisiez partie d'un exécutif. Vous étiez adjoint au Maire. Cela n'est pas rien. Je ne me souviens pas, mais peut-être que ma mémoire me fait défaut, qu'en 2017, 2018 et 2019 vous ayez crié au loup lorsque votre Maire vous a proposé la cession. Je pense également que le projet de Madame DOYHAMBOURE trouvait relativement grâce à vos yeux. Non seulement pendant un mandat, vous n'avez rien fait. Vous avez laissé la Villa dépérir, mais aujourd'hui vous venez nous donner des leçons de morale en disant qu'on brade le patrimoine. Je suis certaine qu'en plus de vos compétences, vous avez certainement des compétences en matière de promotion immobilière ou d'estimation domaniale. Je n'en ai pas. Je fais appel à un expert et cet expert est les Domaines. Dans les documents qui vous ont été remis, nous avons une expertise des Domaines qui situe à 1,40 M€ la valeur de la Villa Fal. Nous avons demandé 2 M€. Si vous pensez que cela n'est pas très cher, vous avez un magnifique ensemble à Arcangues qui s'appelle le Château d'Arcangues qui vaut 8 M€ et qui ne trouve pas preneur depuis à peu près un an et demi. Si vous avez des projets culturels proches de Biarritz, je vous engage à travailler avec des mécènes puisque vous pensez qu'il est facile de trouver des mécènes et que l'argent tombe simplement parce qu'on va chercher l'argent privé. Or, cela n'est pas le cas. Vous nous dites que vous voulez faire un magnifique projet culturel, mais je vous parle aussi de culture. La mode, c'est de la culture. C'est de l'art et le design aussi. Donc finalement ce projet, nous le réalisons là où vous nous reprochez de ne pas le faire. Et quand vous parlez de patrimoine, rappelez-moi, vous êtes quand même la majorité qui a vendu l'école de Larochevoucauld, une école qui nous avait été donnée, l'école d'Alsace. Enfin, je trouve que c'est quand même un peu fort de café, mais je respecte parfaitement votre intervention. Je la comprends. Enfin, c'est quand même assez antinomique alors qu'entre 2014 et 2020 vous avez quand même vendu pas mal de patrimoine dont une école pour nous dire aujourd'hui qu'on vend du patrimoine et pour nous dire qu'on le brade alors que dans les éléments vous aviez une estimation des Domaines. Vous nous dites que vous vouliez en faire un grand projet culturel avec de l'argent privé ainsi que public. Avec à peu près 4 M€ d'augmentation entre l'augmentation du coût de l'énergie, l'augmentation du point d'indice

et le régime indemnitaire sans augmenter les impôts, dites-moi rénovant tout ce qu'on rénove, je veux bien qu'on me donne des leçons d'orthodoxie, mais il me faut le mode d'emploi avec. Je ne sais pas faire.

Monsieur BARUCQ

Des villages voisins y arrivent, donc on pourrait peut-être y arriver aussi.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Madame le Maire, vous nous proposez ici, si j'ai bien compris, de nous exprimer sur les délibérations 2 et 9 bien que nous allions voter uniquement la délibération 2. C'est bien cela ?

Madame AROSTEGUY

Oui.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Est-il possible de se concentrer sur la délibération 2 puisqu'à mon sens il y a quand même deux sujets bien différents qui sont d'un côté le déclassement du domaine public et ensuite le choix du candidat.

Madame AROSTEGUY

Comme vous le souhaitez.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Très bien, merci. Tout d'abord mon collègue, Sébastien CARRERE, ne peut malheureusement pas être parmi nous ce soir pour des raisons personnelles. Il vous demande de bien vouloir l'excuser. Cependant, et compte tenu de la gravité de la délibération, nous avons décidé de nous associer dans cette intervention afin de dénoncer sa portée irréversible amputant d'un bien le patrimoine des Biarrots.

Vous nous proposez de déclasser la parcelle et le bâti dit de la Villa Fal. Ce déclassement étant lié à la délibération 9 relative à la cession de la Villa Fal à une structure privée, nous débattons le moment venu, plus tard.

Quelle brillante idée vous a amené à envisager le déclassement du domaine public de la Villa Fal ? Ce ne sont pourtant pas des idées et des besoins qui manquent pour imaginer l'implantation de service public sur notre territoire pour les Biarrots. Nous l'avions déjà suggéré en septembre 2021 et vous ne nous avez pas écoutés. Depuis des mois, vous nous affirmez être en recherche de terrain pour l'implantation notamment du CCAS. La Villa Fal aurait été une belle proposition, facile d'accès, transports en commun à proximité hors du centre-ville.

Une autre proposition que nous faisons est d'anticiper l'avenir et prévoir l'agrandissement du collège. Les collégiens sont déjà à l'étroit et les Algeco installés en lieu et place de dignes classes auraient pu disparaître. Vous ne pouvez pas ignorer que la population de Biarritz et des communes de rattachement au collège augmente. Il est du rôle d'une municipalité d'anticiper.

Encore une autre idée concernant les logements. Nous manquons cruellement de logements sociaux. Alors, pourquoi ne pas profiter de ce bâtiment dont nous avons la propriété pour y

réaliser quelques logements ? Plusieurs projets présentés lors des candidatures proposaient la réalisation de ces logements, preuve que le bâti pouvait être adapté à cet usage. Alors, vous allez nous répondre que la rénovation coûte très cher et vous avez raison. Alors à quoi bon serviront les 2,10 M€ de la revente de l'auberge de jeunesse, des locaux de l'ancienne police municipale ? Les travaux de la Villa Fal sont estimés par les futurs acquéreurs à 1,90 M€. C'est une somme et elle correspond exactement aux recettes supplémentaires apportées annuellement par l'augmentation de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Où part cet argent ?

Le fait que le Plan Local d'Urbanisme soit contraignant n'est pas non plus un argument. Les documents d'urbanisme peuvent évoluer. Ils sont au service d'un projet et non l'inverse. Encore faut-il avoir un projet. Au vu de cette délibération, les Biarrots pourraient penser que vous ne faites rien pour anticiper leurs besoins et nous craignons qu'ils aient raison.

Dernier élément et non des moindres, le déclassement du domaine public ampute sérieusement la capacité d'engagement de la Ville dans des projets d'avenir. En effet, se désengager de foncières bâties, c'est diminuer sa capacité à emprunter auprès des établissements bancaires. Ce patrimoine immobilier est notre trésor pour les générations à venir et notre capacité à nous engager pleinement à la hauteur des ambitions dont Biarritz a besoin.

Pour finir, vous comprendrez donc bien, chers collègues, la gravité de cette délibération et nous en appelons Madame le Maire à votre sens des responsabilités pour retirer cette délibération de l'ordre du jour. Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

Je crois que vous aviez compris lorsque j'ai répondu à Monsieur BARUCQ au sujet des logements qu'on pourrait effectivement faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme. Mais dans une zone boisée, classée, dans un environnement qui reste un environnement proche de Natura 2000, est-il bon de bétonner ? Nous nous sommes posés la question et notre réponse est non. On a le quartier Aguilera qui est un quartier destiné à faire du logement pour tous, qui est imperméabilisé à 80 %. En même temps que de créer des logements, un de nos objectifs est de faire baisser ce pourcentage d'imperméabilisation. Aujourd'hui bétonner ce quartier de Biarritz qui est un quartier encore vert, qui est un poumon vert, ne nous paraît pas une bonne idée et nous vous l'avons dit. Toutes les rentrées financières que vous avez nommées servent à financer les très ambitieux projets et très coûteux projets que je vous ai cités. Je n'ai pas cité le dernier sur lequel nous travaillons avec la ministre de la Culture avec qui nous ne faisons pas que des photos. Nous avons évoqué avec elle le chantier de la Chapelle Impériale qui là aussi est un joyau du patrimoine biarrot et qui est extrêmement abîmé. Nous allons bien sûr demander à la DRAC et c'est pour cela que nous avons interrogé la ministre sur des fonds qui nous permettraient de rénover la Chapelle Impériale. Nous devons également mettre en place des mécènes puisqu'il est vrai que nous arrivons à trouver des mécènes, mais malheureusement pas à la hauteur des sommes nécessaires. Voilà la réponse que je peux vous faire. Je vous rappelle quand même qu'en termes de démocratie participative, un membre de l'opposition était présent à la Commission. On ne peut pas faire des référendums sur toutes les décisions. Je vous rappelle avoir mentionné un référendum sur deux questions : la transformation de la destination de la Cité de l'Océan et la vente de l'Hôtel du Palais. Je n'ai pas été au-delà de ces deux sujets pour les référendums. Nous avons en démocratie organisée des Commissions dans lesquelles l'opposition est représentée, en l'occurrence c'était

Monsieur DESTIZON. J'entends vos arguments, cher collègue, et ce n'est pas la dernière fois. Voilà les réponses que je peux vous faire en plus des éléments déjà répondus à Monsieur BARUCQ.

Monsieur DUSSAUSSOIS-LARRALDE

J'entends bien, mais pour la construction de logements il faut aussi faire la différence entre bétonner pour bétonner et bétonner pour la réalisation de logements. Il faut savoir qu'on a déjà un bâti sur la Villa Fal qui aurait pu être utilisé pour du logement.

L'argument tendant à dire qu'on est à côté d'une zone Natura 2000, d'un bois classé, cela ne veut pas dire qu'on va aller détruire ce bois classé sinon on ne fait rien à Aguilera parce qu'on a aussi le bois du Mont d'Orient et parce qu'on est à proximité d'une zone boisée on ne va pas construire. C'est un argument qui ne tient pas la route.

Je suis d'accord que la modification du PLU peut demander beaucoup de temps, mais comme on l'a précisé, le PLU doit être au service de projets. Comme c'est un de nos projets de pouvoir loger les Biarrots, il aurait été, à mon avis, plus pertinent de prendre cette option. Mais, vous avez bien entendu nos remarques.

Madame AROSTEGUY

Tout à fait, je les ai entendues et ma réponse est qu'à cet endroit-là je ne souhaite pas que nous bétonnions. Je crains que l'état de la Villa, qui s'abîme d'années en années, ne supporte pas d'attendre 3 ans ou 4 ans une modification substantielle du PLU, donc voilà pour ma réponse. D'autres interventions peut-être ? D'accord.

Je propose que nous passions au vote pour cette partie de déclassement du domaine public. Donc, qui s'abstient ? Qui vote contre ? Donc, l'ensemble de l'opposition moins une voix, c'est ça ? Sept. Donc, sept votes contre. Je vous remercie.

ADOPTÉ AVEC 26 VOIX POUR

7 CONTRE : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Sébastien CARRERE, Nathalie MOTSCH

3 – Budget Primitif 2023 :

Budget principal : examen et vote

Budget annexe du Port des Pêcheurs : examen et vote

Budget annexe Immeubles et Activités soumis à TVA : examen et vote

Budget annexe ZAC KLEBER : examen et vote

Budget annexe Zone d'Aguilera : examen et vote

Madame AROSTEGUY

Nous allons maintenant passer au dossier de ce Conseil Municipal qui est le vote du budget. C'est donc la traduction des orientations budgétaires que nous avons présentées au mois de décembre dernier. Je vais laisser directement Édouard CHAZOILLERES présenter le budget.

Monsieur CHAZOILLERES

Merci beaucoup, Madame le Maire. Il s'agit de la proposition de vote du budget primitif 2023 qu'on étudie ce soir. Vous savez que le budget de la Ville de Biarritz est composé d'un budget principal et des budgets annexes. Le principal étant le budget dit SPIC TVA pour les activités soumises à la TVA. Ensuite, il y a trois budgets qui sont le Port des Pêcheurs et deux ZAC (Aguilera et Kléber).

D'abord un point sur le calendrier. Concernant le calendrier budgétaire, nous avons étudié et débattu des orientations budgétaires le 12 décembre dernier. C'est dans ce cadre budgétaire d'orientation que nous avons travaillé ce budget primitif 2023. Nous aurons un deuxième rendez-vous budgétaire pour l'année 2023 qui sera en juin prochain où là vous savez que nous votons et adoptons le compte administratif de l'année précédente (2022). Nous observons un résultat le plus positif soit-il et nous proposons aussi le vote d'un budget supplémentaire à la même session, donc en juin 2023. Nous utilisons l'excédent de l'année 2022 pour couvrir les dépenses nécessaires d'ici la fin de l'année 2023. Puis, nous repartirons en process budgétaire à partir d'août pour l'année à venir pour pouvoir voter le budget avant Noël. Chaque année, nous gagnons un mois, un mois et demi sur le process précédent pour voter cette année avant Noël le budget 2024. Aujourd'hui, nous étudions le budget primitif.

Dans quel cadre travaillons-nous ce budget ? Nous l'avons travaillé. Le cadre n'est pas si évident. Vous le savez, donc je ne vais pas revenir dessus. On est bien au fait de l'actualité. Le contexte est très singulier (international et national). Je vais revenir rapidement dessus. Notre budget a des contraintes structurelles, car il a une certaine rigidité. Ce n'est pas un budget où on peut avoir des marges de manœuvre très importantes en termes de fonctionnement. En revanche, à travers ce budget, il y a des choix politiques sur lesquels on va revenir et des objectifs de sérieuse gestion pour ne pas obérer l'avenir. En termes de conseils singuliers, ce sont des choses sur lesquelles on n'a pas la main, mais qui impactent certaines de nos recettes sur lesquelles il faut être prudent ainsi que sur certaines de nos dépenses sur lesquelles nous avons un fort impact cette année notamment sur l'énergie. Il y a les données géopolitiques, les données économiques, les décisions du gouvernement et les données budgétaires qui ont été votées très tard en fin d'année à travers la loi de finances.

Les données géopolitiques concernent la guerre russe en Ukraine et quelques incertitudes sur la pandémie du COVID. On a quelques incertitudes sur l'activité économique et touristique à laquelle nous sommes liés en termes de recettes.

Concernant les données économiques qui impactent le budget de la Ville, l'activité économique est plutôt en berne. On va vers une croissance à zéro. Les coûts de l'énergie sont assez délirants cette année. Ils représentent 2 M€ sur le budget principal comme l'indiquait Madame le Maire. L'inflation est élevée. Les taux d'intérêt suivent cette inflation et ils impactent notre remboursement de la dette, 400 000 € cette année. Le marché de l'immobilier est refroidi pour ces mêmes causes, ce qui fait que les dotations que nous touchons suite à la vente de l'immobilier se verront réduites. Pour rappel, nous étions à 7,20 M€ l'an dernier. Nous avons commencé à voir la réduction de cette dotation. Nous misons sur 5 M€ pour l'an prochain.

Les décisions gouvernementales s'imposent sur la partie des frais de personnel avec la revalorisation du point d'indice et avec la revalorisation du SMIC. Ces revalorisations prendront effet en 2023. On le verra tout à l'heure.

Puis, il y a les données budgétaires comme la DGF sur laquelle nous sommes très vigilants. Elle nous est garantie pour 2023. À l'avenir, nous verrons. Les bases fiscales ont été revalorisées pour la partie des locaux d'habitation pour 2023. Cela est plutôt une bonne nouvelle pour le budget. Au sujet des filets de sécurité énergie dont on nous a beaucoup parlé, nous n'avons pas de certitude pour l'instant sur notre éligibilité. Je ne vais pas rentrer dans le détail, mais vous voyez qu'il y a quatre critères d'éligibilité qui sont cumulatifs. On ne pourra le savoir que lors de la finalisation du compte administratif puisque ce sont des critères sur la gestion passée, donc 2022. Par exemple, à savoir si on a une baisse de l'épargne brute supérieure à – 25 %. À savoir si le potentiel financier par habitant est le double du potentiel financier moyen par habitant de communes de même strate, etc. Ces critères viennent d'être établis. Il nous faut avoir le compte administratif 2022 pour savoir si nous serons éligibles à ce filet de sécurité sur l'énergie. Pour l'instant, on verra cela en juin.

Budget principal : examen et vote

Par rapport à ce contexte, il nous a fallu être très prudents sur la partie des recettes. Pourquoi ? Comme je vous le disais, la consommation suit la croissance économique et elle est plutôt en berne. On l'a évaluée à – 2 % sur les redevances locatives. Sur les produits des jeux, on l'a évalué à peu près - 100 000, - 200 000 par rapport à ce que 2022 nous a permis d'avoir. On ne peut pas repartir sur le même niveau de recettes 2022. Ce serait assez inconscient ou imprudent. De la même façon sur le tourisme, on a une taxe de séjour assez importante en 2022 de 2,60 M€. On en a parlé récemment. On vise 2,30 M€ pour l'an prochain. Sur l'immobilier, je vous le disais tout à l'heure avec les droits de mutation, on se fixe à 5,10 M€ et non pas comme dans les grandes années 2021, 2022 qui étaient de 7,60 M€, 6,50 M€. Là, on se met à peu près à 5 M€. Cela fait des recettes espérées par rapport à ce qu'on a réussi à faire en 2022 de – 2 M€.

En revanche, ce dont on est sûr c'est que certaines dépenses vont augmenter nettement. L'énergie représente 2 M€ de plus sur le budget principal. La partie salaire est un bon point pour nos agents et pour le service rendu. Cette partie pèse en termes de budget de l'ordre de 1,30 M€. Les décisions gouvernementales pèsent pour 900 000 € (dégel et revalorisation du SMIC). L'inflation touche tout le monde et elle touche aussi les factures de nos fournisseurs pour 250 000 € de coûts des matériaux et de prestations. À chaque fois, les devis sont plus élevés que par le passé. Les taux d'intérêt sont de 400 000 € pour l'année 2023, rien que pour les intérêts de la dette. En tout, ce sont 3,50 M€ de dépenses, certaines en plus étant donné le contexte économique et international. La structure de notre budget est, comme je vous le disais, rigide. On va revenir dessus, mais on a une dette de 76 M€. On a un patrimoine très important à entretenir comme on l'a indiqué précédemment (225 000 m²). La structure des charges n'est ni différente ni inquiétante par rapport à d'autres collectivités, mais elle est tout de même rigide puisque 50 % du budget de fonctionnement sont des frais de personnel (26,60 M€). On a les pénalités SRU à hauteur de 1,20 M€ par an.

Les choix que nous faisons et que nous continuons à faire depuis le début du mandat sont des choix ambitieux et volontaristes :

- Sur la partie concernant le travail des agents de la Ville, vous avez vu les revalorisations. Nous n'en sommes pas restés à ces décisions gouvernementales. Anne le précisera tout à l'heure. Le régime indemnitaire et le complément indemnitaire d'activité sont des démarches qui ont été menées en 2022 et qui s'appliqueront en 2023. L'impact

sur le budget est de 750 000 €. Ça, c'est un choix vis-à-vis de vis des agents de la Ville.

En termes d'autres choix politiques, ils ont été rappelés par le Maire tout à l'heure :

- Il s'agit de maîtriser l'endettement. Nous avons eu des années où il a fallu s'endetter davantage comme en 2020 pour faire face au COVID et en 2022 pour faire face à la nécessité de sauvegarder notre patrimoine avec l'investissement pour l'Hôtel du Palais. Maîtriser l'endettement, c'est aussi faire face demain à des coups durs. On sait ce qu'on fait puisqu'après ces hausses d'endettement dès cette année 2023, nous entamerons une baisse de l'endettement avec – 400 000 € sur l'encours. Nous rembourserons donc davantage de dettes que nous n'emprunterons.
- Ne pas hausser la fiscalité, je m'arrête sur ce point. Vous avez vu autour de vous que cela n'est pas rien de dire que nous ne haussons pas la fiscalité. Vous avez vu les impacts économiques et financiers sur le budget avec des choses que nous ne maîtrisons pas. Certaines communes voisines ont fait le choix de hausser la fiscalité de 3, 4, 5 % en plus des bases. Nous avons cet engagement vis-à-vis des Biarrots de ne pas hausser la fiscalité au cours du mandat, donc nous continuons. Cela n'est pas si évident que cela. D'autres communes autour de nous n'y sont pas parvenues.
- Optimiser et valoriser le patrimoine, soutenir nos associations, c'est aussi la vitalité de notre Ville que ce tissu associatif très important. On le verra tout à l'heure par rapport à d'autres villes. C'est un soutien de 5 M€ qui est stable voire légèrement en augmentation de 100 000 €. Par rapport à ces associations, nous ne devons pas les laisser tomber parce qu'elles aussi connaissent la hausse de l'énergie, la hausse des salaires de leurs agents qui sont parfois salariés. Il n'y a pas que des bénévoles. C'est être à leur côté. Concernant le tissu associatif, nous pouvons clairement annoncer que nous sommes à leur côté avec ce maintien du soutien aux associations.
- Continuez d'investir, c'est 16,90 M€ de dépenses d'équipements pour l'année 2023. On verra tout à l'heure que ce niveau est important.
- Je parlais de la vie associative, 5 M€ en 2023 représentent presque 10 % des dépenses réelles de fonctionnement et le benchmark est très intéressant par rapport à d'autres villes proches ou moins proches, mais qui peuvent être comparables. On va prendre la plus importante Pau, 5,70 % des dépenses réelles de fonctionnement sont attribuées au soutien des associations. Anglet, c'est 4 %. Arcachon, c'est 1,40 %. Donc avec notre taux de 9,70 %, c'est un soutien massif à la vie associative de notre commune qui fait sa vitalité.

Enfin, les objectifs de gestion par rapport aux différentes hausses :

- Nous sommes tout de même dans une construction de budget de façon à limiter les charges à caractère général qui sont un gros budget d'à peu près 10 M€. Hors énergie, on arrive à maintenir ce poste à + 2 %.
- Les frais de personnels restent contenus. Ils doivent toujours être maîtrisés, à peu près 3 % d'augmentation sur l'année 2022.

Enfin les indicateurs de santé financière, vous les connaissez : le taux d'épargne brute est la capacité de rembourser la dette.

- Concernant le taux d'épargne brute, nous sommes à 14,40 % sur le budget principal, 15 % quand on consolide les budgets. La recommandation est au-dessus de 12 %. Nous avons donc une santé financière sur l'épargne brute. Et quand on la rapporte à une dette que vous avez vue de 50 M€ sur le budget principal et 76 M€ en tout, on est sur

des durées de remboursement de dettes de moins de 6 ans, la recommandation est inférieure à 7 ans. On est donc nettement dans les clous. Quand on ajoute l'annexe et notamment l'ex-PPP Biarritz Océan qui est le plus important (20 M€), on est un peu au-dessus des 7 ans, mais on reste à des indicateurs de santé financière satisfaisants.

Au total, on a un budget qui est, tout confondu, d'un peu plus de 80 M€, 81 M€. Vous voyez pour l'investissement 24 M€ et le fonctionnement 56 M€. Le remboursement de la dette est de 5,90 M€.

En fonctionnement, les recettes sont de 66,70 M€. Ce sont bien sûr les impôts et taxes pour près de 40 M€ qui représentent la majeure partie des recettes. Les produits du domaine d'exploitation, les produits de gestion courante, les dotations et les subventions sont de 6 M€. Pour les droits de mutation, on a misé à 5 M€ et pour la taxe de séjour à 2,30 M€.

Pour ce qui est des dépenses, vous voyez que le plus important (en bas) c'est à peu près 10 M€ pour l'aménagement urbain et les mobilités. Les écoles et la jeunesse, 7,50 M€. Ce sont les dépenses par politique publique. Les 11 M€ sur la partie administration générale et urbanisme (sur la gauche), ce sont surtout les dépenses qui ne peuvent pas être ventilées et les services supports. Nous sommes sur une activité de service et c'est pour cela que cela représente une part importante. Vous voyez que nos politiques publiques sont représentées, que cela soit les écoles, la culture avec 4 M€, le sport à peu près au même niveau 4 M€, les espaces verts le littoral et le cadre de vie 3 M€. Tout cela concerne la partie fonctionnement.

On va venir après sur la partie investissement.

C'est la construction de notre épargne : à peu près 67 M€ de recettes et 55 M€ de dépenses. Vous voyez les évolutions par rapport à 2022. Nous sommes en augmentation de 7,70 % sur les recettes. Il y a aussi une augmentation des dépenses un peu moindre, ce qui fait que nous avons une amélioration de l'épargne totale presque de 12 M€. Quand vous enlevez les intérêts de la dette, vous trouvez 10 M€ en épargne brute. Tous ces indicateurs d'épargne sont en hausse par rapport à l'an dernier. Le capital de la dette est de 5,90 M€ et nous avons une épargne nette à 4 M€. Ce graphique est intéressant. Il vous montre en bleu la courbe des recettes et en orange la courbe des dépenses. Le différentiel étant l'épargne brute que vous voyez en bas. On a souhaité se replonger sur deux mandats en partant de 2014 où la situation à l'époque était de vigilance puisque quand vous faites le rapport recettes sur dépenses on avait moins de 5 M€ d'épargne pour des dépenses de l'ordre de 50 M€. Sous le mandat précédent, vous voyez l'évolution. Ce qui est intéressant c'est le différentiel, l'espace entre les deux courbes qui progressivement augmente. En 2019, elle arrive à un niveau d'épargne relativement intéressant qui montrait la santé financière. En 2020, c'est l'année COVID où, là, on a vu nos marges de manœuvre, nos marges d'épargne fondre puisqu'on a eu plus de dépenses et moins de recettes. Il y a eu un effet ciseaux majeur sur l'année 2020. Vous voyez la très nette dégradation. À partir de 2021, nous avons pu reprendre un cours assez intéressant qui nous permet d'avoir une épargne brute de l'ordre de 10 M€. Cela est vraiment une indication de gestion satisfaisante pour ensuite préparer notamment les investissements.

Concernant la fiscalité, je l'ai dit tout à l'heure et Madame le Maire aussi, la fiscalité est stable, donc il n'y a pas trop de points là-dessus, que cela soit sur les différents fonciers (bâti, non-

bâties, résidences secondaires) ou sur la majoration à 60 %. La fiscalité de l'année prochaine. Un produit de 32,80 M€ en tout.

Le recours à l'endettement : nous allons recourir à l'endettement cette année comme tous les ans, mais dans une mesure tout à fait habituelle. Nous emprunterons 5,50 M€ au cours de 2023, 4,50 M€ sur le budget principal et 1 M€ sur le budget annexe. Par rapport aux années précédentes, vous voyez qu'on est sur des ordres de grandeur assez habituels sachant, je rappelle, que nous rembourserons 5,90 M€ du capital restant dû. Cela veut dire qu'on rembourse 5,90 M€ et on emprunte 5,50 M€. Le différentiel est que nous nous désendettions. Ce n'est pas encore magique, mais nous nous désendettions de 400 000 € pour l'année qui vient. La dette, je l'ai dit tout à l'heure, est de 76 M€ d'encours tous budgets confondus. Là, vous voyez bien que le budget principal est de 51 M€ et le budget annexe hors Biarritz Océan est de 5 M€. Vous avez cette dette ex-PPP de 20 M€ qui court encore pour 14 ans. Le coût de la dette à l'année pour les budgets consolidés dont on parlait tout à l'heure est de 7,70 M€. Dedans, il y a les 5,90 M€ pour le remboursement du capital restant dû et vous avez 1,80 M€ d'intérêts de dettes dont une bonne part de Biarritz Océan. 800 000 € sur le 1,80 M€ sont pour Biarritz Océan ex-PPP. L'an dernier, l'intérêt de la dette là-dessus était de 1,40 M€. L'augmentation des taux d'intérêt nous a coûté 400 000 €. Cela va nous coûter 400 000 € en 2023. Ça, c'est la constitution de la dette. En bleu, c'est le budget principal. Vous voyez la légère augmentation ici sur la fin de l'année 2020 et 2022. Il s'agit des appels à la dette par rapport au COVID et au Palais. La dette ex-PPP reste à peu près identique. Vous avez la partie orange qui représente l'EPFL. C'est le portage de la dette EPFL sur les opérations. Vous voyez qu'elle est en augmentation de 2,30 M€. On a différents programmes qui sont préemptés, acquis pour lesquels la Ville porte l'endettement. Les durées d'endettement sont différentes suivant le programme, suivant l'espérance de débouclage du programme. Cela peut être 3 ans, 5 ans, 10 ans. En revanche, c'est la commune qui porte cet endettement. Plus il est court et mieux cela nous va. C'est pour cela qu'il faut se presser de déboucler ces opérations de logements sociaux quand elles sont nées pour libérer ce portage financier de la part de la Ville.

Tout à l'heure, on parlait des indicateurs de santé financière, je rappelle très vite puisqu'on en a parlé tout à l'heure que la recommandation du taux d'épargne brute est au-dessus de 12 %. Vous vous rappelez, quand Monsieur KLOPFER était venu nous présenter l'audit, que cet indicateur reste une recommandation supérieure à 12 %. On flirte avec les 15 %. Sur 2021, 2022 et 2023, vous voyez le rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles : 14,40 %. C'est un taux tout à fait satisfaisant. Sur la partie de la capacité de désendettement, vous prenez tout votre encours de dette et vous le divisez par votre épargne brute comme si nous utilisions tous les ans toute l'épargne brute pour rembourser le capital restant dû de votre dette. Hélas, cela ne peut pas arriver, mais c'est un indicateur virtuel. C'est moins de 6 ans, donc on pourrait rembourser la totalité de notre dette en moins de 6 ans. C'est un indicateur qui est intéressant et satisfaisant puisque c'est en dessous de la recommandation des 7 ans. Comme on l'a dit tout à l'heure, quand vous rajoutez les 20 M€ de la dette PPP, on est un petit peu au-dessus des 7 ans, mais cela reste quand même tout à fait satisfaisant. Pour rappel en 2014, on avait 11,50 années de capacité de remboursement de la dette. Vous voyez l'amélioration de cet indicateur qui est très intéressant. Sur le budget principal, cela s'est amélioré aussi nettement au fil des ans. Vous voyez ici en bleu l'encours de la dette 2023. C'est à la fois l'EPFL et l'endettement pour le Palais dont parlait Madame le Maire. Ici, vous avez l'endettement 2020 lié au COVID.

Pour l'investissement, on distingue toujours l'investissement pour qui sont les autres programmes d'équipement récurrents (l'entretien de nos installations et de notre voirie) des opérations spécifiques qui sont des programmes d'équipements souvent nouveaux, généralement importants en montant, en durée parfois sur deux exercices. Ce sont les opérations spécifiques. Le total d'investissement pour l'année qui vient est de 16,90 M€ répartis en 11,10 M€ pour le courant et 5,70 M€ pour les spécifiques. Si je rentre dans le détail par politique publique soit les 16,90 M€ :

- Les plus gros sont pour l'aménagement urbain, voirie, mobilité : 4,10 M€ ;
- Les familles, le social et le logement : 2,40 M€ ;
- Le sport : 2,20 M€ ;
- Ensuite à égalité, environnement, espaces verts : 1,70 M€ ;
- Falaises et littoral : 1,70 M€ ;
- Administration générale, urbanisme : 1,10 M€ ;

On reviendra sur les détails après.

Je commence par le plan écoles : 10 M€ sur le mandat. C'est l'engagement pour le mandat et il sera tenu. Nous sommes exactement sur ce montant avec, tous les ans, 500 000 € pour entretenir nos différentes écoles. Il ne s'agit pas simplement de rénover ou de créer une nouvelle école. Il s'agit aussi de les entretenir. Ce sont 500 000 € tous les ans jusqu'à la fin du mandat qui sont consacrés à l'entretien des écoles. Puis, il y a de nouveaux programmes de rénovation. Ça, c'est du spécifique : la fin de Victor Duruy, le Braou qu'on entamera cette année 2023 puis le Reptou. Ce sont 820 000 € en 2023.

Le plan trottoirs et voiries, c'est quand même 36 M€ sur le mandat. Je m'amusais parce que sur les réseaux, j'ai vu passer un citoyen biarrot qui disait qu'un article d'Arcachon indiquait qu'ils allaient faire 10 M€ de travaux de voiries et de trottoirs à Arcachon sur le mandat. Le citoyen biarrot nous demandait pour Biarritz. Ce n'est pas 10 M€, mais 36 M€ sur le mandat. Pour 2023, c'est 3,60 M€ en voies cyclables, en piétonnisation, en plan trottoirs, en éclairage public et en voiries.

La protection du littoral, 15 M€ sur le mandat dont un dixième sur l'année 2023 avec la relance du programme « Côte des Basques » et la préservation du littoral. Il y a du budget courant sur la préservation du littoral aussi.

Le plan sport représente presque 10 M€ aussi sur le mandat à égalité avec l'école dont 2,20 M€ en 2023. Cette année, le programme majeur est sur le sport avec le Parc Saint-Martin qui est ce nouveau terrain pour le football en synthétique (1,40 M€ cette année). Les vestiaires de la piscine municipale seront commencés cette année. Ils avaient été repoussés depuis longtemps. Puis, il y a d'autres équipements sportifs sans parler de la suite d'Aguilera sur laquelle on reviendra après.

La protection du patrimoine représente 10 M€ sur le mandat dont 1,50 M€ pour l'année qui vient avec la Villa Natacha. Là, on parle de protection du patrimoine ainsi que de rénovation thermique puisque ce sont les fenêtres et les différentes couches pour protéger la déperdition thermique. On met aussi dedans Javalquinto (1,10 M€). Je l'ai mis entre parenthèses parce qu'il est dans le budget économie, mais c'est aussi du patrimoine.

Le logement représente 5,60 M€ sur le mandat dont 2,40 M€ pour l'année qui vient. Cela couvre la subvention au programme des logements sociaux et Notre Maison.

Enfin, la Ville inclusive et l'accessibilité représentent 2,60 M€ sur pour l'année qui vient. Cela couvre l'accessibilité et l'ADAP.

En développement durable, il y a toute la partie lanternes à led, les parcs et les aires de jeux pour 1,30 M€ sur l'année qui vient.

En culture, il y a les travaux à la médiathèque cette année. Ce sont principalement les travaux autour de la culture. Ils représentent 400 000 € sur l'année 2023.

Je les ai à peu près indiqués, donc je vais passer rapidement :

- Reptou et l'École du Braou, c'est la première année du lancement du programme. À l'inverse, c'est la fin pour le programme de l'École Victor Duruy.
- Sur le logement, c'est 1,99 M€ de subvention d'équipement pour les logements sociaux pour Marne Europe et Avenue d'Étienne.
- Le parc Saint-Martin, j'en ai parlé tout à l'heure, pour 1,40 M€.
- Les voies cyclables 320 000 €.
- 200 000 € pour l'espace piétonnier en centre-ville. La voirie Gambetta, c'est le début. C'est le lancement des études pour le programme de réaménagement de la voirie Gambetta et les parcs en stationnement en enclos de Beaurivage et de Floquet.
- Les aires de jeux et les travaux de la Côte des Basques représentent plus 800 000 € cette année.
- L'ADAP, on en a parlé tout à l'heure : 300 000 €.

En courant majeur, vous avez :

- Les travaux à l'école maternelle et primaire : 400 000 €. Les crèches : 150 000 €.
- Notre Maison : près de 300 000 € ;
- La médiathèque : 325 000 € aussi.
- Les autres dépenses d'investissement culturel sont sur la culture et le patrimoine culturel : 560 000 € pour cette année.
- Javalquinto, on en a parlé : 1,10 M€ ;
- Le sport en dehors du Parc Saint-Martin, la piscine municipale (les vestiaires) : 455 000 €.

Sur partie voirie, mobilité et les espaces urbains :

- L'éclairage public : 400 000 € ;
- Plan trottoirs : 400 000 €. Michel LABORDE en a parlé récemment. Le plan trottoirs, c'est un effort sur lequel nous nous étions engagés.
- Les travaux de voiries sont près de 1,90 M€.

Sur cette partie-là, il y a aussi :

- Le renouvellement du parc de voitures et autres véhicules qui vont devenir un peu plus verts que par le passé pour près de 600 000 €.
- Les espaces verts urbains ;
- Les leds, on en a parlé tout à l'heure : 300 000 €.
- Les aires de jeux, on les a identifiées parce que jusqu'ici elles étaient mêlées au reste du budget. On a bien identifié 300 000 €.
- Le littoral : près de 900 000 € pour les falaises et le littoral.
- Il y a les travaux à la Mairie pour toute la partie clos couverts et déperditions thermiques : 400 000 € ;
- Les services WC publics et le système d'information Smart City et plan numérique : 440 000 €.

Au global, on sort le budget de la Côte des Basques parce que, sinon, on ne peut pas comparer, notamment quand il y a eu la pause en 2022 du budget de la Côte des Basques. Vous avez en dessous le programme pour la Côte des Basques 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023. Donc, si on sort le budget de la Côte des Basques et qu'on compare les budgets d'investissement pour les dépenses d'équipements depuis 2019, vous voyez qu'avec 16,10 M€ en 2023, nous serons déjà en croissance par rapport aux dernières années. L'effort est encore plus soutenu en 2024. Il est tout à fait comparable à 500 000 € près à la dernière année du mandat précédent où il était de 16,60 M€. C'est un niveau d'équipements qui est important, qui ne néglige pas le courant. C'est aussi important à dire. Peut-être que, par le passé, le budget courant a été un peu négligé au profit du spécifique pour de nouveaux équipements et le patrimoine et les équipements pouvaient se détériorer. Ensuite, cela coûtait beaucoup plus cher : 16,10 M€, c'est important en termes de budget d'investissement.

Sur l'annexe, ce sont les activités et les bâtiments qui sont soumis à la TVA. On va parler de la Gare du Midi, du Casino, de Bellevue, etc. Ça, c'est le budget annexe SPIC TVA. Là-dessus, il y a deux choses à dire principalement. L'un est positif et l'autre est négatif. Celui qui est positif est sur les recettes. Vous voyez ici le produit de gestion courante. On passe de 3,40 M€ à 4,50 M€. C'est la première année que le budget annexe de la Ville pourra toucher la redevance du bail emphytéotique de la SOCOMIX du Palais pour 1 M€. C'est la différence entre le budget de l'an dernier et celui de cette année. La différence est donc de 1 M€. En revanche, la mauvaise nouvelle est comme sur le budget principal. Ce sont les fluides qui sont dans les charges à caractère général, 800 000 € d'augmentation du coût de l'énergie qui vient plomber un peu ce budget. Mais l'un dans l'autre, entre l'augmentation des recettes liées à la redevance du Palais et l'augmentation des dépenses, on est sur des niveaux d'épargne qu'on a vu tout à l'heure, qui sont tout à fait satisfaisants aussi pour le budget annexe. En équipement et en investissement, on a 1,40 M€ d'investissements pour l'année 2023. Vous les avez eus dans le rapport :

- 400 000 € pour le Casino ;
- 260 000 € pour la Gare du Midi ;
- 214 000 € pour le Bellevue
- 125 000 € pour la subvention d'équipement. C'est pour le Salon impérial et le Jardin d'hiver. Il reste 2 ans là-dessus, il me semble.
- Halle d'Iraty : 120 000 € ;
- Musée de la mer : 100 000 € ;
- Cité de l'Océan : 80 000 € ;
- Les halles centrales, on en parlait avec les commerçants la semaine dernière ;
- L'Atabal : 21 000 € ;
- Ensuite, deux petits montants.

Donc 1 374 000 € pour le budget annexe.

Budget annexe du Port des Pêcheurs : examen et vote

En fonctionnement, on a :

- 57 000 € pour l'entretien, l'aménagement, les ouvrages et la défense ;
- 3 000 € pour des dépenses éventuellement imprévues.

En investissement, il y a :

- 11 000 € de provisions pour travaux ouvrages de défense.

Budget annexe ZAC Kleber : examen et vote

On est sur une fin de programme. On le clôturera en 2024. On ne pouvait pas en 2023, mais on le clôturera à coup sûr en 2024 : 25 000 € pour les derniers aménagements d'équipements publics.

Budget annexe Zone d'Aguilera : examen et vote

Il y a à peu près 100 000 € pour la partie programiste, assistance juridique et financière. Puis comme le disait Madame le Maire, à peu près 600 000 € pour les travaux de la Villa Rose qui seront réalisés sur l'année 2023 en sachant que nous n'avons pas chiffré ici l'aménagement du Bois du Mont d'Orient parce que nous ne l'avons pas inscrit pour l'instant au budget primitif. Cela sera le cas dans le budget supplémentaire en juin. L'aménagement est pour qu'il soit accessible et praticable pour les balades et le sport. Un parcours sportif sera intégré au Bois du Mont d'Orient. Le chiffrage est en cours et nous l'inscrirons au prochain budget. Ce sera la première action à Aguilera qui sera réalisée dès 2023.

En conclusion, je voulais vous dire que le budget est en phase avec notre vision du mandat. Madame le Maire rappelait qu'il faut :

- Protéger Biarritz (son passé et son avenir) : Entretenir la Ville, rénover l'existant, le patrimoine. Puis, ne pas augmenter l'endettement. Ça aussi, c'est préserver l'avenir.
- Protéger et soutenir les Biarrots : ça, c'est le deuxième axe dont on a parlé depuis le début du mandat (la proximité, la sécurité, les subventions aux associations, le soutien culturel, social et sportif). Puis préserver et protéger aussi les Biarrots, ce n'est pas augmenter leurs impôts. Cela va dans le même ordre. C'est aussi maintenir la santé financière. On en a parlé tout à l'heure. On voit quelques communes, et par le passé on l'a connu à Biarritz, où les indicateurs de santé financière étaient dégradés. C'était le cas en 2014 à l'arrivée du dernier Maire. L'épargne brute était faible. Ça, ce sont des capacités à rembourser la dette qui se dégradent et c'est surtout, pour demain, des marges de manœuvre qui s'érodent. Quand vous avez des coups durs comme le COVID, le Palais ou autre, vous n'avez plus de marge de manœuvre. C'est la difficulté. Bien que notre niveau d'investissement soit ambitieux, il faut donc toujours avoir un œil là-dessus.
- Enfin troisième axe, c'était investir, innover et renforcer l'image de Biarritz pour 16,90 M€ d'investissement. Investir, c'est important pour la Ville de Biarritz. Il y a de nouveaux équipements (le terrain synthétique de football à Saint-Martin, les falaises, les écoles Victor Duruy, Braou, Reptou). En plus de soutenir les existants, il y a de nouveaux événements. Ce sont les grands rendez-vous culturels de la Ville de Biarritz (les festivals latinos, FIPADOC, le Temps d'aimer, Casetas, Halloween, Noël). Puis, il y a les nouveaux festivals (du film et du rire). Ce sont de nouveaux événements, de nouvelles manifestations qui permettent de faire rayonner la Ville.

Voilà les quelques éléments.

Madame AROSTEGUY

Si vous avez des interventions, je vais les prendre. Monsieur DESTIZON.

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, je ne vais pas reprendre tout ce que notre collègue a développé. Je vais justement me concentrer sur quelques points qui me semblent intéressants parce qu'ils montrent la logique financière qui sous-tend ce budget, ce qui nous intéresse ici.

Comme vous l'avez dit, le budget principal s'équilibre en recettes et en dépenses à un peu plus de 82 M€ et tous budgets consolidés à plus de 90 M€, tous budgets confondus.

En fonctionnement, comme vous l'avez rappelé, on a des recettes réelles de fonctionnement qui s'établissent à un peu plus de 60 M€ en croissance de 7 % avec des dépenses réelles de fonctionnement qui, elles, ne croissent que de 6 % à un peu moins de 52 M€.

D'où une épargne brute qui continue de croître à 8,70 M€ en croissance de plus de 12 %. L'épargne nette est en croissance de plus de 30 % à un peu plus de 3,80 M€.

Les ratios financiers sont bons, je ne le cacherai pas, mais enfin comment pourrait-il en être autrement quand on ne porte aucun grand projet d'investissement et que la conjoncture financière, et même si vous les avez prudemment baissées, les recettes issues des droits de mutation continuent à être conséquentes à plus de 5 M€ ? Je crois qu'il y a beaucoup de villes qui aimeraient avoir 5 M€ de droits de mutation.

En investissement, quelques points. Vous avez parlé du pôle petite enfance qui est budgété cette année à 590 000 € dont 230 000 € d'opérations spécifiques sur le Reptou, le Braou et Duruy. Vous l'avez rappelé, donc je n'y reviens pas. 590 000 €, c'est un budget, vous l'avez rappelé, d'entretien, ni plus ni moins, pas beaucoup plus. C'est tout de même relativement faible pour ce que vous présentez comme une de vos priorités. C'est très loin des 9 M€ que la précédente équipe avait engagés pour la construction des Thermes Salins. Cela faisait quand même plus de 50 ans qu'on n'avait pas construit une école à Biarritz et je pense qu'on ne va pas en construire une de sitôt. Vous avez rappelé que nous avons vendu Laroche foucauld et que nous nous apprêtons à vendre Alsace. Certes, mais ce que vous avez oublié de dire, Madame le Maire parce que vous rappelez toujours ce qui vous intéresse et jamais ce qui vous déplaît, c'était pour construire les Thermes Salins (9 M€). Encore une fois, cela faisait 50 ans qu'on n'avait pas construit une école à Biarritz avec une crèche, un pôle petite enfance et un groupe primaire. Nous sommes donc très loin des ambitions affichées pour la petite enfance.

Les falaises de la Côte des Basques sont budgétées à 810 000 €. C'est tout de même faible et je me demande ce que vous allez faire avec 810 000 € sachant que la moindre tranche nécessite 3 M€, que le mètre linéaire pour refaire les falaises est entre 30 000 et 40 000 €. Avec 800 000 €, vous ferez quoi ? Vingt mètres. Encore une fois 800 000 €, ça ou rien, c'est à peu près la même chose. C'est triste à dire, mais on sait très bien que les budgets pour le confortement des falaises sont très conséquents. J'espère que vous vous êtes mis en quête pour aller chercher les subventions FEDER via la Région, car sans cela je crains que le dossier n'avance pas beaucoup.

Le budget voirie et trottoirs passe cette année à 1,50 M€. Je ne parle ici que de la voirie et des trottoirs. Je ne parle pas de l'éclairage, etc. C'est un réel effort. Je ne le nie pas. Contrairement à ce que j'ai pu lire dans la presse, il y avait eu quand même des réalisations dans le passé. On

a l'impression qu'on avait tout laissé partir à vau-l'eau. Il y a quand même des Basques, les Halles, des aménagements aux Docks, etc. Enfin, on ne va pas jouer à ce petit jeu des comparaisons entre nous. Ce serait stérile. L'effort est réel, je le reconnais. Mais pourquoi avoir attendu le mi-mandat pour mettre l'accélérateur sur, là aussi, un dossier que vous jugiez absolument prioritaire ? Enfin, la rénovation de la voirie et des trottoirs, c'est très bien, mais enfin cela ne peut pas constituer l'ambition majeure d'un mandat municipal ou alors c'est triste.

Depuis qu'on sait que, selon vous, les grands projets relèvent d'une vision ringarde, comme l'a rappelé Guillaume BARUCQ tout à l'heure, on comprend mieux la finalité de ce budget primitif qui reste un budget à minima, sans ambition et sans souffle. Je crains que vous ne restiez dans les annales biarrottes comme une Maire comptable. Il y en a déjà eu dans le passé, mais pas une Maire bâtisseuse qui aura fait rentrer la Ville dans son siècle.

Un petit mot sur le budget annexe SPIC TVA. Là aussi, les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 4,80 M€ en croissance de 23 % avec des recettes réelles de fonctionnement à un peu plus de 6 M€ en hausse de 17 %. Cela traduit d'ailleurs un retour progressif à un fonctionnement normal après la crise sanitaire.

Rien de très important pour le budget annexe Kléber qui est d'ailleurs en voie d'extinction et qui devrait d'ailleurs s'arrêter prochainement puisque maintenant le programme Kléber est bouclé. 2024, nous a-t-on dit probablement.

Sur celui du Port des Pêcheurs...

Quant au budget annexe Aguilera, c'est hélas l'encéphalogramme plat. Seule la Villa Rose est concernée par une mise hors d'eau et hors d'air pour un peu moins de 600 000 €, mais rien pour le plateau sportif. L'USB attend toujours son bâtiment alors que l'architecte avait été choisi et que le jury était quasiment convoqué, mais il ne se réunit toujours pas. Les tennis couverts ne seront pas rénovés ou ne sont pas rénovés. Alors des promesses, c'est certain que vous en faites, mais rien ne vient. La modernisation de notre stade, malgré les promesses qui avaient été faites, reste au point mort. Enfin comme disait Charles PASQUA : « *les promesses n'engagent que ceux qui les croient.* »

Pour ce qui est de la dette, on a un encours de la dette qui pour le budget principal est à 50 M€ et à 24,50 M€ pour le budget SPIC TVA soit un peu plus de 75 M€ pour la dette tous budgets confondus. C'est un étal à 400 000 € près.

Si on prend les ratios, le ratio numéro 2 qui traduit l'effort d'équipement de la Ville ne retrouve pas en euro courant en 2023 son niveau de 2020 qui était déjà très faible, crise COVID oblige. Il reste très loin de celui de 2019. Cela prouve que, malgré ce que vous dites, l'effort d'équipement de la Ville est insuffisant par rapport aux moyennes des villes comparables. D'ailleurs, si on en doutait, le taux d'épargne brute est passé de moins de 9 % en 2020 à plus de 15 % en 2023. C'est le ratio numéro 13. Quant à la capacité de remboursement dynamique de la dette, c'est-à-dire le temps que nous mettrions à rembourser notre dette si on y consacrait notre épargne brute, elle poursuit son amélioration. Tous budgets confondus atteignent désormais 7,54 ans en 2023.

Nous devrions nous en réjouir si cela ne se faisait pas au détriment de nos équipements publics, de notre politique culturelle et plus généralement de la qualité de vie des Biarrots et de l'attractivité touristique de notre Ville. C'est donc un budget comptable avec des ratios financiers qui sont bons, mais un budget vide.

Madame AROSTEGUY

Merci, mon cher collègue. Y a-t-il une autre intervention ? Monsieur BARUCQ a levé la main en premier. Ce sera Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE juste après.

Monsieur BARUCQ

Merci pour cette présentation. Je m'abstiendrai sur les budgets qui témoignent d'une gestion prudente, comme on l'a dit, voire plus, pusillanime.

J'aimerais juste revenir sur le budget du Port des Pêcheurs qu'on vote traditionnellement. Je le voterai donc aussi, mais il me paraît quand même assez indigent, c'est-à-dire que le Port des Pêcheurs c'est un de nos sites emblématiques. J'ai l'impression qu'on y investit vraiment le minimum. Je vais me faire le relais d'un citoyen que vous connaissez bien, Madame le Maire, qui m'a posé une question à propos du curage du Port des Pêcheurs dont on n'entend plus parler. J'aimerais bien savoir pourquoi ce curage n'a plus lieu ? Et pourquoi on entretient plus ce Port des Pêcheurs à la hauteur de ce qu'on devrait faire ?

Madame AROSTEGUY

Avant que Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE n'intervienne et parce qu'on est sur une question technique très spécifique, je vais laisser Michel LABORDE répondre à cette question précise.

Monsieur LABORDE

Mon cher collègue, le curage du Port des Pêcheurs est quand même une action qui pose question. Depuis que nous sommes arrivés, nous avons essayé de regarder cela d'un peu plus près. Il faut savoir que c'est quand même assez fort de café de prendre des sédiments et de les amener dans des déchetteries très loin alors qu'ils sont considérés comme étant inertes. Quand c'était encore possible, on les emmenait à la Côte des Basques qui n'est pas trop loin. C'est quand même un problème. En parallèle, un certain nombre de gens nous disaient qu'il existait autrefois des systèmes de batardeaux ou de chose comme celles-là pour lesquels les gens du Port des Pêcheurs sont partagés. Mais, la chasse naturelle qui se fait avec les marées fait que vous avez des accumulations puis tout d'un coup vous n'avez plus rien ou pratiquement plus rien. Depuis que nous sommes arrivés, nous avons décidé de le faire une année sur deux. Pour l'instant, cela a bien fonctionné. Nous ne l'avons pas fait en 2021. Nous l'avons fait en 2022. Nous pensons passer cette année sans le faire, mais on attend quand même un certain nombre d'autres éléments en sachant qu'il faut le faire à peu près au mois de mars à l'occasion des grands coefficients.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Merci. Je m'associe aux propos de mon collègue, Patrick DESTIZON, donc je ne vais pas répéter ce qui a été très bien dit. Je trouve que ce budget est timide, prudent, comptable comme on l'a dit.

Je voudrais quand même appuyer sur un point qui me paraît important. C'est l'effort qui est mis sur la rénovation des écoles. Cela me paraît important, donc il faut souligner ce point. En

revanche, je trouve que ce n'est pas en adéquation avec les investissements de la jeunesse que ce soit au niveau du sport, que ce soit au niveau des activités culturelles. Finalement, cela ne me semble pas très équilibré entre l'investissement qui est mis pour les jeunes générations et la destruction programmée d'un plateau sportif qui est celui d'Aguilera. On n'a rien vu sur le surf et sur des activités. Évidemment, j'imagine que des actions sont prévues, mais elles ne sont pas ressorties comme un axe majeur dans le budget de cette année. Voilà mon commentaire de manière globale.

J'ai trois questions très précises. Par rapport au budget, il est précisé 1,40 M€ pour les terrains synthétiques de Grammont. Comment est-ce qu'on arrive à 1,40 M€ alors qu'à Aguilera on a construit des terrains synthétiques pour à peu près moitié moins du budget ? Ça, c'est le premier point.

Le deuxième, on parle d'une immobilisation en cours de 12 M€. À quoi correspond-elle ?

Enfin, une cession d'immobilier est prévue sur 2023 à hauteur de 4,50 M€. J'ai bien compris qu'on risque de céder pour 2 M€ la Villa Fal, donc il reste 2,50 M€. À quoi correspondent-ils ?

Madame AROSTEGUY

On continue avec les interventions si vous en avez avant de répondre de façon globale. Il n'y a pas d'autres interventions. Je te laisse répondre.

Monsieur LABORDE

Pour la partie terrain synthétique, il ne faut pas compter que le terrain synthétique. Il faut compter aussi tout l'éclairage. C'est pour cela que les montants sont de cet ordre-là en sachant qu'il faut aussi agrandir le terrain qui n'est pas aux normes.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

On a un terrain pour à peu près 600 000, 700 000 € et avec les aménagements autour pour le même montant à peu près.

Madame AROSTEGUY

J'en ai discuté avec Xavier DELANNE qui ne peut pas être avec nous ce soir puisqu'il a la grippe. Il me disait que les matériaux qu'on va utiliser pour le terrain synthétique vont être de nouvelle génération.

Monsieur LABORDE

Ils seront avec des matériaux naturels, mais cela demande que la structure soit très bien faite. Par-dessus, on a même des matériaux naturels. Ce sont des techniques qui sont plus coûteuses que ce qui existait aussi par le passé parce que cela évolue beaucoup dans ce domaine.

Madame AROSTEGUY

Il faut dire aussi qu'entre le moment où on a décidé de faire le terrain Saint-Martin, on était à un budget de 1,20 M€. Avec l'augmentation du prix des matériaux, on est passé de 1,20 à 1,40 M€ en l'espace d'un an. Il y a aussi cet aspect-là. En effet, nous attendions de signer la convention d'occupation avec la Communauté Saint-Martin. Entre-temps, Don Maurice est parti et a été remplacé par Don Dominique. Il a donc fallu recommencer les négociations. On a perdu un an, un an et demi. Entre-temps, le coût de l'inflation a impacté de pratiquement

200 000 € le coût de ce terrain synthétique qui va être de qualité très fait à Aguilera.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALE

C'est donc un semi synthétique et pas un synthétique puisqu'il sera avec des matériaux naturels et il y aura une pousse.

Monsieur LABORDE

La dénomination synthétique est quand même à tempérer, enfin à tempérer ou à bien comprendre ce dont il s'agit.

Monsieur CHAZOILLERES

Concernant les 4,50 M€ de produits de cession, 2 M€ sont pour la Villa Fal. Ensuite, il y a Jaulerry et l'auberge de jeunesse qui sont sur 2023. Cela fait donc 4,50 M€.

Monsieur DESTIZON

Il y a donc une cession à Jaulerry ? Excusez-moi, je rebondis sur ce que vous venez de dire parce que j'avais cru comprendre que finalement ça bougeait à Jaulerry. Qu'est-ce qui se passe à Jaulerry ?

Madame AROSTEGUY

Cela bougeait parce qu'on était parti sur du logement. Après, ce n'était pas forcément sur du logement. Maintenant, on relance l'appel à projets, Maud.

Madame CASCINO

Il y a un appel à projets qui a été relancé, je pense, ces jours-ci. Madame la DGS me le confirme. Effectivement, cet appel à projets sera peut-être plus axé sur du médical. On va essayer de rapprocher le médical en cœur de Ville parce qu'il y a beaucoup de soucis de médecins et de proximité. On voudrait donc l'axer sur quelque chose en relation avec le service à la population médicale avec une possibilité de logements, mais en lien avec l'activité qui sera proposée.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Excusez-moi d'insister. Il y a un point qui vous a peut-être échappé. Il était sur l'immobilisation en cours de 12 M€. Est-ce que vous pouvez me donner plus d'explications pour savoir à quoi elle correspond ?

Monsieur CHAZOILLERES

Ce sont plutôt des notions comptables. On est sur la somme des virements prévisionnels, c'est-à-dire l'autofinancement et les dotations aux amortissements des investissements. C'est la somme des deux.

Madame AROSTEGUY

Quelques remarques sur vos interventions qui, finalement, se regroupent.

Nous faisons ce que nous avons promis aux Biarrots, c'est-à-dire que nous avons un plan écoles de 10 M€, donc nous ferons 10 M€. C'est peut-être moins que ce que vous avez fait, mais notre engagement était de 10 M€ plus de l'entretien courant qui est assez solide et qui a l'air de répondre aux demandes des différentes écoles.

Vous trouvez que le budget est comptable et sans trop d'ambition bâtisseur, soit. Je n'ai aucune ambition d'être un Maire bâtisseur. Je suis un Maire au service des Biarrots. Je suis une Biarrotte engagée au service des Biarrots. Cela me suffit largement. Mon engagement est de faire ce que j'ai promis aux Biarrots. Donc si on y arrive dans cette succession de crises depuis que nous sommes élus, je serai extrêmement satisfaite. Il faut de la prudence parce que nous ne savons pas où nous allons. Comme nous l'avions dit lors des orientations budgétaires, après la pandémie nous avons maintenant une crise financière et une crise climatique. Tout cela nous demande effectivement d'avoir une vision à long terme et la vision à long terme est d'être prudent. C'est aussi d'avoir ce côté comptable, protecteur, peut-être mère de famille. Mais, les cordons de la bourse sont importants en prévision d'éventuels jours plus difficiles.

Quant aux grands projets, je dirais que nos grands projets sont aussi de permettre aux anciens grands projets de ne pas sombrer parce qu'on a quand même deux Titanic qui flottent autour de nous. On a l'Hôtel du Palais qui est quand même un grand paquebot qui coûte très cher. Nous travaillons d'arrache-pied pour le maintenir à flot, mais ce n'est pas gagné. C'est compliqué, donc il faut être extrêmement prudent par rapport à ce qui pourrait s'y passer.

On a quand même la construction d'un quartier. Le quartier Aguilera dans lequel, cela n'est pas simple. C'est assez long. Nous nous y sommes pris depuis le départ puisque la délibération devait passer en décembre 2020. Elle a été retardée jusqu'en mars 2021, mais depuis 2021 la MECDU est lancée. Elle se veut la plus large possible, donc nous allons créer un quartier avec du logement et nous allons rénover un certain nombre d'infrastructures sportives. Ce temps est long. C'est le temps des allers-retours entre les urbanistes, les associations. Vous avez cité l'USB, donc le travail va continuer avec l'USB. Aujourd'hui, il nous faut trancher et concerter avec eux sur les endroits dans lesquels l'USB va se construire. Est-ce que les tennis vont rester au même endroit ou pas ? Il y a les travaux sur le Jaï-Alaï. Le centre de formation et de performance est tout de même un grand projet, car c'est aussi l'avenir de nos enfants et du rugby professionnel par le centre de formation. Ce sont donc de grands projets. Il est vrai qu'ils sont pour l'instant en état de préparation. Cela n'est pas visible. Aujourd'hui, on a fini la phase de sourcing pour le centre de performance. D'ici peu de temps, l'appel à projets sera lancé. Nous espérons la pose d'une première pierre en 2024 pour fin 2025 afin d'inaugurer ce bel outil de travail à destination de nos jeunes sportifs début 2026. En fonction de ce qui aura été définitivement choisi, nous le présenterons aux Biarrots le 9 février lors de la prochaine réunion et lors de la dernière réunion publique d'Aguilera. Vous verrez que nous maintenons à la demande des Biarrots la plupart des infrastructures sportives. Quant au stade, il sera rénové lorsque nous aurons en face de nous un partenaire en capacité lui aussi de financer une partie de son outil de travail.

Nous sommes donc à la tâche, à la fois en regardant loin en prévision de ce qui pourrait arriver en étant prudent et à la fois en ayant de l'ambition.

Vous avez parlé de la culture, mais quand on voit les pourcentages et vous allez le voir dans les associations, nous ajoutons un festival international. Nous avons musclé les festivals déjà existants. Nous avons rendu gratuit un certain nombre de manifestations. Donc la culture est traditionnellement un grand sujet, une grande zone d'investissement à Biarritz. Nous la maintenons. Nous la gonflons et nous la développons. Voilà les réponses que je pouvais faire à vos remarques. Madame MARTINEAU.

Madame MARTINEAU

Une remarque à Monsieur LABORDE sur les leds. Je vous avais déjà interpellé là-dessus. Je ne comprends pas pourquoi on ne passe pas aux lampadaires solaires avec des détecteurs de mouvements. Cela se fait de plus en plus. C'est beaucoup plus économique que les leds. Je ne comprends pas pourquoi on ne passe pas à cela qui est plus l'avenir.

Monsieur LABORDE

Je crois que l'un n'empêche pas l'autre. On a quand même équipé certains endroits dans la Ville, par exemple, au square Hirigoyen et aux anciens lacets de la Côte des Basques avec des lampadaires solaires là où il y a des difficultés pour tirer des câbles. Les capteurs de présence ne sont pas obligatoirement liés aux installations solaires. En revanche, il y a la possibilité de développer les leds beaucoup plus rapidement et pour moins cher que le solaire sur l'ensemble de la Ville. S'il fallait équiper l'ensemble de la Ville de capteurs solaires, je crois que cela prendrait beaucoup plus de budget.

Madame MARTINEAU

Non, mais petit à petit. Les détecteurs de mouvement permettent que la lumière s'allume que quand quelqu'un passe.

Monsieur LABORDE

Cela n'est pas lié aux éclairages solaires. Cela peut être aussi fait avec des éclairages leds.

Madame MARTINEAU

D'accord.

Monsieur CHAZOILLERES

Je voulais préciser aussi deux points par rapport aux remarques de Monsieur DESTIZON. Je ne partage pas du tout votre jugement sur une vision comptable du budget. Cela vous aurait étonné.

Monsieur DESTIZON

Oui, le contraire m'aurait étonné.

Monsieur CHAZOILLERES

Oui, quand on est un comptable de l'argent public et de l'argent des Biarrots, il faut quand même être un petit peu attentif à la façon de piloter les finances de la Ville. C'est certain que les indicateurs de santé financière (l'endettement, notre épargne, notre capacité à investir) sont essentiels. Si c'est votre vision comptable, OK. En revanche, une vision comptable serait de ne pas rester à ce niveau. Quand je vois les niveaux d'équipements, il y a une maxime que j'aime bien qui est : « *Quand je me regarde, je me désole ; quand je me compare, je me console.* » À chercher le benchmark avec les autres, notre dépense d'équipement pour l'année 2021 à Biarritz est de 31 %. À Bayonne, ce sont deux points de moins. À Anglet, c'est quatre points de plus. On est vraiment à des niveaux d'équipements importants.

Puis sur les écoles, vous nous dites souvent que ce n'est pas assez ambitieux et que vous avez fait les Thermes Salins. Il est vrai que vous avez eu un plan écoles sur le mandat passé qui était important (10 M€) et sur toute la campagne nous nous sommes dit que s'il y a un domaine sur lequel on veut maintenir l'effort, c'est sur les écoles. Ces 10 M€ d'investissement proposés aux Biarrots sur le mandat étaient de les tenir sur les écoles. Alors là-dessus, l'engagement

sera tenu. Vous avez fait une grande école, les Thermes Salins d'investissement. C'est un grand groupe scolaire. Nous ferons deux écoles peut-être plus petites, mais deux écoles seront tout de même rénovées totalement (Victor Duruy et Braou) plus l'effort sur le courant. Donc ne venez pas dire qu'on ne fait pas assez d'efforts sur les écoles. Vous l'avez dit, Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE, sur le plan écoles, on est au rendez-vous et on sera au rendez-vous des 10 M€ d'investissement pour les jeunes Biarrots.

Sur le sport, on est aussi au même niveau, à peu près 10 M€ sur le mandat. Pour les équipements de la Ville, c'est sans compter sur les équipements d'Aguilera qui vont venir. Ces 10 M€ pour les équipements sportifs de la Ville sont hors Aguilera. Si on ajoute Aguilera, le montant sera bien supérieur puisqu'il y aura des équipements sportifs rénovés d'ici la fin du mandat à Aguilera.

Enfin, concernant les trottoirs et les voiries, vous dites que cet effort est bien, mais pourquoi ne l'avons-nous pas commencé avant ? On l'a commencé avant. On a commencé cet effort dès la première année sur la voirie et sur les trottoirs. À l'inverse, dans le passé, c'était souvent une variable d'ajustement. En effet, à la fin des arbitrages, on se disait : tiens, il manque 500 000 € ou 1 M€, donc les trottoirs et la voirie attendront. Et, on rognait souvent ce budget. Non, comme pour les écoles, on en a fait vraiment quelque chose à sécuriser. Tous les ans, on reporte ce budget de 2,40 M€ et on le tient.

Je voulais préciser ces points-là parce qu'on n'a pas le même jugement là-dessus.

Monsieur DESTIZON

Une question, mon cher collègue. Je ne veux pas polémiquer. Ce n'est pas mon intérêt. Ce n'est pas ce que je souhaite. Au ratio numéro 10 taux d'investissement, il était de 32,70 % en 2020 et il est de 27,40 % en 2023. C'est vraiment un taux d'investissement qui progresse.

Monsieur CHAZOILLERES

Tout à l'heure, vous parliez des écoles avec 820 000 € sur l'année qui vient. On ne peut pas rénover ou créer des écoles tous les ans. Braou sera réalisé en 2024. Là, on commence le programme avec les études et le début du programme. On ne peut pas tous les ans mettre 3 M€. Ce sera le cas à Braou et 3,30 M€ pour Duruy.

Madame GRAVÉ

J'ajouterai le préau pour cette année qui est attendu depuis de nombreuses années au Braou puisque c'est la seule école qui n'a pas de préau aujourd'hui.

Madame AROSTEGUY

Je voudrais saluer le travail de Madame GRAVÉ. Il n'y a pas qu'elle. Vous parlez des écoles. Dès que nous sommes arrivés, le travail de cette majorité a été d'empêcher la fermeture des classes. C'est vrai qu'on fait de belles écoles, mais d'un autre côté on a l'Éducation Nationale qui, avec ses règles comptables, nous ferme des écoles. Ce sont des efforts que peut-être les Biarrots ne voient pas, mais qui sont des efforts énormes de travail, de négociations avec l'Inspecteur de l'Académie, avec le DASEN qui sont très importantes.

Je voudrais ajouter une chose qui est quand même importante. Comme beaucoup de maires, vous savez que je reçois des Biarrots. J'ai des permanences. Au cours des permanences,

personne ne me parle des grands projets ou de la problématique peut-être parce qu'ils y sont allés et qu'à une époque le service n'était peut-être pas le bon. En revanche, on me parle tout le temps des trous dans les trottoirs, de la propreté, du bruit et du logement. Effectivement, ce n'est peut-être pas une grande ambition, mais les grandes préoccupations des Biarrots sont le quotidien. Aujourd'hui, ce qu'ils nous ont demandé en plus de rénover la Ville et d'entretenir le patrimoine, c'est véritablement de s'occuper du quotidien des Biarrots. À peu près 90 % des Biarrots que je reçois, et Dieu sait si j'en reçois, abordent la question du quotidien. Madame MARTINEAU.

Madame MARTINEAU

Pour répondre à Monsieur CHAZOUILLERES qui a dit tout à l'heure qu'il subventionnait de nouveaux festivals en parlant du FIPADOC et du festival latino-américain, ce n'est quand même pas nouveau. Cela fait longtemps que cela existe.

Monsieur CHAZOUILLERES

J'ai dit soutenir l'existant.

Madame MARTINEAU

Ensuite, tu as parlé des équipements sportifs d'Aguilera. J'aimerais bien savoir quels sont ces équipements ? Pour répondre à Madame le Maire aussi au niveau du partenaire pour Aguilera, vous l'aviez, mais vous ne vous êtes pas entendus. Maintenant, je ne sais pas ce qu'ils feront, s'ils partent ou s'ils restent. Comme vous aviez dit que vous aviez deux repreneurs, on devrait être tranquille. Je voudrais savoir quels sont les projets sportifs pour Aguilera ?

Madame AROSTEGUY

Le 9 février, vous aurez la dernière réunion publique d'Aguilera durant laquelle sera présenté ce que nous allons proposer aux votes en Conseil Communautaire et qui est issu des remarques, de ce qui a été écrit sur le registre par les Biarrots, les Angloys et autres. Surtout, il y aura le produit des ateliers. Nous allons donc présenter tout cela le 9 février et vous verrez que nous avons écouté les Biarrots.

Je vous propose que nous passions au vote.

Monsieur DESTIZON

J'ai une explication de vote. Nous nous abstiendrons sur tous les sujets sauf celui du Port des Pêcheurs par tradition.

Madame AROSTEGUY

Madame MARTINEAU, vous avez également la procuration de Madame MOTSCH. Cinq. Est-ce que vous êtes calqués sur les mêmes votes ? Abstentions et votes favorables pour le Port des Pêcheurs ? Tout le monde ? Très bien. Le Secrétaire général a bien noté.

Budget principal : examen et vote

ADOPTÉ AVEC 27 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Sébastien CARRERE, Nathalie MOTSCH, Patrick DESTIZON

Budget annexe du Port des Pêcheurs : examen et vote

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Budget annexe Immeubles et Activités soumis à TVA : examen et vote

ADOPTÉ AVEC 27 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Sébastien CARRERE, Nathalie MOTSCH, Patrick DESTIZON

Budget annexe ZAC KLEBER : examen et vote

ADOPTÉ AVEC 27 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Sébastien CARRERE, Nathalie MOTSCH, Patrick DESTIZON

Budget annexe Zone d'Aquilera : examen et vote

ADOPTÉ AVEC 27 VOIX POUR

8 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Sébastien CARRERE, Nathalie MOTSCH, Patrick DESTIZON

4 – Délégation de service public pour l'exploitation des golfs : approbation des nouveaux tarifs

Madame AROSTEGUY

Je vous propose que nous passions au point numéro 4 qui est la délégation de service public pour l'exploitation des golfs avec l'approbation des nouveaux tarifs. Cette question est rapportée par Michel LABORDE.

Monsieur DESTIZON

On ne vote pas le budget chapitre par chapitre comme l'autre fois ?

Madame AROSTEGUY

Non.

Monsieur DESTIZON

Vous êtes sûre. Vérifiez bien.

Madame AROSTEGUY

Vous nous aviez dit que vous vous absteniez.

Monsieur CHAZOILLERES

Cela n'a pas d'intérêt.

Madame AROSTEGUY

Monsieur LABORDE pour les golfs.

Monsieur LABORDE

Merci, Madame le Maire. Mes chers collègues, conformément à son contrat de délégation de service public, la SEM Société des Golfs de Biarritz a transmis une proposition de nouvelle grille tarifaire dont l'ensemble des éléments vous a été communiqué. Comme l'a expliqué pour le budget de la Ville mon collègue Édouard CHAZOILLERES, c'est la même chose pour la SEM. Il y a un certain nombre d'augmentations de charges et des fluides en particulier, et de personnels avec des rattrapages de salaires. Les coûts d'exploitation sont en augmentation, mais ces changements s'accompagnent d'une amélioration substantielle de la qualité de service au travers notamment d'un accroissement de l'amplitude horaire en période estivale comme d'un jour d'ouverture supplémentaire pour la période allant d'avril à novembre. Par ailleurs, des investissements importants sont programmés pour préserver l'environnement remarquable des parcours. Les nouveaux tarifs seront applicables à compter du 1^{er} février 2023 et en conséquence il vous est proposé, mes chers collègues, d'approuver la nouvelle grille tarifaire du Golf du Phare jointe en annexe à la présente délibération.

Madame MARTINEAU

Madame le Maire, mes chers collègues lors de la délibération correspondante au Conseil Municipal du 1^{er} avril 2022, j'avais attiré l'attention sur un certain nombre de points dont la politique tarifaire exprimée par le business model ou le modèle d'affaires qui constituait la pierre angulaire de l'attribution à la Société des Golfs de Biarritz. Il y était en effet prévu une augmentation de la tarification du Phare de l'ordre de 15 % pour les cotisations annuelles et de 33 % pour les cotisations « 10 mois » dans un contexte, à l'époque, de faible inflation. Vous vous en souvenez certainement. J'ai constaté avec satisfaction que vous aviez renoncé à ces chiffres aberrants qui auraient eu pour conséquence d'éradiquer de cette pratique sportive les membres aux revenus les plus modestes au profit de catégories plus aisées. Et, vous avez limité les augmentations à 7 % pour les cotisations annuelles et 9 % pour les cotisations « 10 mois » dans un contexte, répétons-le, d'inflation quasi nulle. Vous avez de même renoncé à diminuer le numerus clausus exprimé dans ce même modèle d'affaires. Le nombre de membres devait diminuer de plus de 10 % toujours pour faire plus de place aux happy few, aux nouveaux arrivants, comme vous voulez. Je n'ai donc pas bataillé pour rien. Vous avez donc fait preuve d'une certaine intelligence situationnelle en renonçant à cette stratégie de gentrification. On ne peut que s'en féliciter au bémol près que le candidat évincé et envoyé dans le bunker l'a été sur des promesses volontairement non tenues même si elles étaient totalement irréalistes, mais ce n'est pas grave. Celui-ci n'ira jamais en justice, son activité étant trop dépendante de la délégation de services émanant de collectivités territoriales.

Vous nous proposez aujourd'hui dans un contexte inflationniste totalement différent d'augmenter ces cotisations de 5 %. Je voterai cette délibération pour saluer ce renoncement, même partiel, à la politique de gentrification que vous menez, et donc comme une première

étape à une meilleure prise en compte de la diversité sociale de important, dans la période où le coût du fonctionnement des golfs va être à la hausse, vous venez de l'expliquer, de trouver un équilibre et une vitesse de croisière, si j'ose dire. Cependant, je reste vigilante afin que la pondération entre l'inflation, les tarifs et nos adhérents de toutes catégories soit respectée.

Madame AROSTEGUY

En effet, nous écoutons notre opposition. Vous voyez qu'on vous écoute souvent et, autant que faire se peut, on prend en considération vos remarques lorsqu'elles sont pertinentes. En l'occurrence, vous nous aviez alertés sur cette question-là. Vous savez que nous menons désormais une cogestion avec la Ville de Bidart et d'Anglet. En ce qui concerne Ilbarritz avec la Ville de Bidart, cela est beaucoup plus développé que par le passé. La semaine dernière, nous avons même évoqué en Conseil d'Administration du SIAZIM la possibilité de pratiquer des tarifs sociaux au golf. Nous allons y réfléchir. C'est à l'étude et cela va dans le sens de ce que vous préconisiez. On ira un petit peu plus loin et nous avons tenu compte de cela. D'ailleurs, nous avons un nouveau directeur qui, je pense, est remarquable. Il est un excellent choix. Cette politique est aussi le fruit de son travail et de sa vision de ce que doit être un golf municipal.

Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. Je vous propose de voter. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Vous levez le doigt pour voter contre ou pour s'abstenir ? Vous avez été rapides. Donc, ce sont des votes contre ? Pardon, trois abstentions et le reste vote favorable. Très bien, je vous remercie.

ADOPTÉ AVEC 32 VOIX POUR

3 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Brice MORIN

5 – Projet de jumelage avec la Ville de Santa Cruz (Californie)

Madame AROSTEGUY

Nous voici maintenant arrivés à la question numéro 5 qui va être présentée par Richard TARDITS. Il s'agit du projet de jumelage avec la Ville californienne de Santa Cruz.

Monsieur TARDITS

Madame le Maire, mes chers collègues comme nous avons déjà eu l'opportunité de l'évoquer lors de notre séance du 30 septembre dernier, les Villes de Biarritz et de Santa Cruz en Californie entretiennent depuis maintenant un peu plus d'un an des relations nourries. Au cours de ces échanges, nous avons officialisé nos relations par le biais d'une convention de jumelage qui portera essentiellement sur les thématiques suivantes :

- Érosion du trait de côte ;
- Qualité des eaux de baignade ;
- Gestion des économies saisonnières et tourisme ;
- Échanges sportifs et culturels. Je me permets de préciser que les équipes de sauvetage côtier que nous avons rencontrées l'année dernière à Santa Cruz viennent au mois d'avril pour rencontrer nos équipes.

Les dépenses en lien avec ce projet de jumelage seront affectées au budget de la Ville de Biarritz. Le montant prévisionnel de 50 000 € pour 2023.

Il vous est donc demandé de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer une convention de jumelage avec Santa Cruz et permettre ainsi à Biarritz de poursuivre ses échanges avec cette Ville de Californie.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Merci. Il me paraît intéressant de lier des relations avec d'autres villes. Il me semble que vous n'avez pas attendu cette délibération pour vous déplacer en délégation l'année dernière à Santa Cruz pour des réunions. À ce sujet, vous n'avez toujours pas communiqué le montant de ces dépenses qui, pourtant, a été approuvé lors du Conseil Municipal a posteriori. Donc, je vous remercie de nous les communiquer.

Sur le principe, je ne vais pas m'opposer à la mise en place de ce jumelage. Je pense que Santa Cruz est une Ville qui nous ressemble. J'y ai moi-même vécu, donc je connais bien.

Cependant, le budget alloué pour le partenaire me semble trop élevé à l'heure où on a des bouleversements climatiques et que le budget de la Ville est quand même un peu contraint. J'ai une proposition à vous faire qui est de rapporter ce budget à 25 000 €. Lors de la validation du budget, je vous avais suggéré de chercher des jumelages avec des villes qui soient plus proches comme au Pays Basque Sud. Ce jumelage nous permettrait de créer des ponts de manière beaucoup plus facile et moins coûteuse pour les Biarrots. On pourrait pratiquer des échanges culturels et linguistiques avec d'autres villes puis renforcer le jumelage qu'on a avec Saint-Sébastien. Finalement, il y a très peu de choses que les Biarrots peuvent voir directement. Bien sûr, la mise en place d'une liaison de bus permet d'aller plus facilement d'un côté et de l'autre. Pour la convention que vous nous proposez actuellement, vous nous avez précisé les thèmes et cela me convient bien. Cependant, elle ne mentionne aucun projet concret. Il n'y a rien de concret. Au final, on n'a que de vagues aspirations. Ma proposition de diminuer le budget, je la fais avec un projet concret derrière pour les Biarrots afin de renforcer les liens qui existent déjà entre Biarritz et San Sébastien puisque le jumelage est déjà mis en place. Je propose notamment de s'adresser aux jeunes biarrots. En effet, avec ce budget d'environ 25 000 € qui pourrait être alloué au jumelage de Biarritz et de Saint-Sébastien, on pourrait proposer aux collégiens et aux lycéens une semaine ou cinq jours d'immersion à Saint-Sébastien. Les coûts de transport ne sont évidemment pas les mêmes que pour aller à Santa Cruz. Cela leur permettrait de découvrir la Ville, la langue avec des stages linguistiques. Cela nous permettrait de renforcer nos liens dans les générations futures. Finalement, c'est un investissement pour l'avenir qu'on va réaliser. En faisant un calcul, ce budget pourrait bénéficier à 50 jeunes. Ces 50 jeunes pourraient avoir l'occasion de vivre cette expérience d'une semaine en immersion pour découvrir la Ville. On aurait aussi le plaisir de pouvoir accueillir de jeunes collégiens ou lycéens du Sud à Biarritz. C'est ma proposition plutôt que d'aller mettre 50 000 € sur des aspirations qui me semblent intéressantes, mais qui ne sont absolument pas appuyées à ce jour sur des projets concrets.

Madame AROSTEGUY

Je vais juste me permettre de faire une remarque. Je pense qu'il y a une confusion. Les 50 000 € sont pour la totalité du budget jumelage pour l'année 2023. Ce n'est pas 50 000 € pour Santa Cruz. C'est peut-être mal écrit, mais il y a une confusion. Les 50 000 € sont pour l'ensemble du budget jumelage.

Concernant le jumelage avec Santa Cruz, les actions qui seront faites seront prises sur ce budget-là.

Concernant vos excellentes idées d'échanges, il n'y a pas de véritable jumelage avec Saint-Sébastien. Il y a une convention sur des actions ponctuelles. Vos suggestions sont très intéressantes. Lors de nos débats passés, nous avons évoqué ces questions. Lorsque j'étais Conseillère Départementale, le Conseil Départemental a déjà des actions d'échanges transfrontaliers de jeunes dans des familles. D'ailleurs, ces actions avaient du plomb dans l'aile. C'était assez compliqué. Il y a quelques années, le Conseil Départemental a relancé ces échanges transfrontaliers qui sont très intéressants notamment pour la langue et en particulier pour l'Euskara. Mais effectivement, il y a beaucoup d'autres choses à faire avec Donostia Saint-Sébastien.

Vous insistez régulièrement sur le fait qu'on ne vous donne pas les chiffres. Je crois que là aussi il y a une confusion. On ne confond pas les élus avec des experts-comptables. C'est juste une obligation légale de vous notifier et de vous avertir qu'il y a une délégation parce qu'on vous demande de voter. On ne nous demande pas de vous donner toutes les lignes pour justifier un déplacement. Je voulais que cela soit clair. Vous avez l'air d'être très à cheval ou très demandeur de cela. Cela n'a pas à être fait. La loi ne nous le demande pas. Il s'agit juste de se mettre en conformité.

On va réfléchir à ces propositions. Il est vrai que cette année est un peu particulière puisqu'il y a des élections en Espagne et à l'heure actuelle le Maire de Saint-Sébastien est plus préoccupé par sa campagne municipale, et on le comprend, plutôt que d'alimenter les échanges avec la ville voisine. Je lui souhaite que tous ses vœux se réalisent et en espérant qu'ensuite nous pourrions reprendre le travail qui a été fait et peut-être le concrétiser aussi sur la jeunesse. On regardera cela avec Madame la Conseillère Départementale, Martine VALS, ce que le département à l'heure actuelle a dans les cartons ou réalise.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Il sera disponible à partir de fin avril, donc cela va aller assez vite si on veut mettre ce genre de choses en place.

Madame AROSTEGUY

J'espère.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Sans polémique, vous avez raison par rapport aux détails des lignes. En revanche, j'ai la possibilité de vous demander cette information. Évidemment, vous pouvez refuser, mais il me semblerait en toute transparence avec les Biarrots de très bon intérêt de communiquer ces données et notamment qu'il n'y avait pas de convention mise en place avec la Ville de Santa Cruz.

Monsieur BARUCQ

Je voterai très favorablement à ce vote parce qu'il correspond à une cohérence des villes avec lesquelles on doit se jumeler vu qu'elles nous ressemblent aussi bien dans les enjeux écologiques que sportifs. Effectivement, il y a le facteur de l'éloignement, mais on ne peut pas se jumeler qu'avec des villes qui sont à côté.

Ceci étant dit, j'aimerais avoir des informations sur votre vision globale des jumelages parce qu'on est déjà jumelé avec cinq autres villes pour lesquelles on ne sait pas si les jumelages sont encore actifs. Il y a déjà deux villes espagnoles comme Saragosse et Jerez. Concernant Augusta aux États-Unis, vous avez entrepris de débaptiser le boulevard d'Augusta, donc est-ce que ce jumelage reste actif ou pas ? Au cours du précédent mandat, on avait eu des propositions que les Biarrots n'avaient pas forcément entendues. La Chine nous avait proposé un jumelage via l'île d'Hainan qui est une île où on fait du surf. Un jumelage avec l'Australie avait été également évoqué, donc est-ce que dans vos cartons vous avez d'autres projets de jumelage ou est-ce qu'à contrario, je ne sais pas si cela se fait, de défaire des jumelages qui ne sont plus actifs ?

Madame AROSTEGUY

Je vais laisser Monsieur TARDITS répondre sur cette partie. Juste avant, on n'a pas débaptisé le boulevard d'Augusta. Il y a une partie du boulevard d'Augusta qui continue à s'appeler Augusta. Il y a juste une partie qui a été rebaptisée. Je pense que pour Augusta, Richard TARDITS pourra répondre.

Concernant les relations avec Saragosse, effectivement ce jumelage ne fonctionne plus depuis longtemps.

Il serait intéressant de réactiver le jumelage avec Cascais au Portugal parce que dans les partenaires possibles qu'on a vus à Santa Cruz, Richard et Mathieu, il y a notamment la Maire de Sausalito, Janelle KELLMAN, qui nous a fait part de ce travail qu'elle fait aussi avec Cascais. Cela pourrait être intéressant de reboucler entre la Californie, le Portugal et Biarritz parce qu'on est sur des problématiques similaires notamment sur les problématiques environnementales.

Je laisse Richard TARDITS répondre pour Augusta et pour les autres jumelages.

Monsieur DESTIZON

... Il n'y a pas Ixelles qui a longtemps été un jumelage très actif. D'ailleurs, je le dis à notre collègue de la culture. Il y a un musée extrêmement bien doté et très riche qui pourrait permettre des échanges.

Monsieur TARDITS

Merci, Madame le Maire. Il est vrai que des jumelages ont été créés depuis maintenant 30 ans. Malheureusement, celui d'Augusta ne survit pas même si officiellement le jumelage est toujours là. Souvent lorsqu'on fait un jumelage, celui-ci est sous la responsabilité et sous la volonté des maires et des acteurs en charge de ces dossiers. Lorsqu'ils disparaissent, le jumelage disparaît un petit peu. Nous avons essayé de recontacter Augusta pour recréer une relation et pour éventuellement avoir un stand représentant notre Ville lors du Master. Nous sommes toujours en négociation même si aujourd'hui c'est difficile d'avoir des contacts là-bas.

Ixelles, la relation est toujours là. Nous avons des échanges. Malheureusement, les locomotives qui étaient là il y a 20 ans pour créer des échanges et faire venir des écoles ont pris leur retraite. Les nouveaux qui les remplacent sont un peu moins motivés. Avec la JAB, on

essaie aujourd'hui de mettre en place des échanges avec les écoles que les jeunes puissent aller là-bas et pour les recevoir. C'est donc une chose.

Ensuite personnellement, nous ne comptons pas créer de nouveaux jumelages. La Ville de Santa CRUZ sera le seul jumelage de notre mandat. En revanche, nous avons créé beaucoup de relations économiques avec Cascais, Saint-Sébastien, Salvador de Bahia et avec la Ville de Sanya dans la province de Hainan en Chine. Le moyen d'échanger est à travers des salons et notamment le salon de Waves of Change qui a lieu ici au mois de juin. Nous proposerons à ces délégations de venir si elles le peuvent. Si elles ne peuvent pas, elles pourront participer à des tables rondes en visioconférence qui débattront des sujets que vous avez cités comme l'érosion du trait de côte, la qualité des eaux de baignade qui sont des sujets d'actualité importants pour notre Ville et pour ces Villes-là aussi puisqu'elles partagent le même ADN que le nôtre. Nous travaillons donc à travers différents salons. L'année dernière, nous sommes allés voir un salon et nous y avons participé. Nous nous sommes bien rendu compte que cela était assez onéreux. Dorénavant, on le fera en visioconférence si on ne peut pas aller en voiture à Saint-Sébastien ou autres. Sachez que Saint-Sébastien sera présent à Waves of Change. Cascais emmène aussi une délégation. Salvador de Bahia le fera en visioconférence, donc nous avons réussi à faire venir à ce salon des représentants de ces Villes qui partagent le même problème que nous l'été notamment en saisonnier.

Voilà le projet de jumelage. Il n'y aura pas d'autre jumelage sur ce mandat-là. Il y aura en revanche des relations économiques qui vont être développées avec d'autres Villes qui ont le même ADN que nous.

Madame AROSTEGUY

Je propose que nous passions au vote. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Deux votes contre et le reste vote favorable. Je vous remercie.

ADOPTÉ AVEC 33 VOIX POUR

2 CONTRE : Lysiann BRAO, Brice MORIN

6 – Décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'événements d'intérêt général pour la période du 4 septembre au 23 décembre 2022

Madame AROSTEGUY

Fabrice-Sébastien BACH pour la question numéro 6 concernant la décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'événements d'intérêt général pour la période allant du 4 septembre au 23 décembre 2022.

Monsieur BACH

Mes chers collègues au cours des mois de septembre à décembre 2022, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge des frais de location facturés par l'EPIC Biarritz Tourisme. Ces associations organisent des manifestations publiques dont la dimension sur le plan social, culturelle, sportive ou touristique contribuent à l'animation locale ou au rayonnement de la Ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

En conséquence après vérification que ces événements ou manifestations répondent bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir approuver la prise en charge par la Ville de Biarritz des frais de location des salles publiques pour les manifestations organisées par des associations locales ou services publics pour la période du 4 septembre au 23 décembre 2022. La liste est jointe à la présente délibération.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Merci. On avait discuté en décembre dernier d'une méthode d'attribution des salles avec 50 % ou 100 % de prise en charge du montant de la location des salles en fonction de critères. On en avait parlé. Cela devrait être mis en place pour 2023. Là encore une fois, on voit qu'il y a des structures qui sont associatives, d'autres qui sont 100 % privées dont pour certaines l'intérêt public général ne semble pas être évident en lisant uniquement le titre des événements. Je voulais savoir si comme vous nous l'aviez promis cette méthode a été mise en place. Je me permets de fusionner ma remarque à la délibération suivante qui est liée aux subventions aux associations. La réponse peut être globale concernant la question qui tend à savoir si cette méthodologie d'attribution des subventions ou de gratuités ou de mises à disposition des salles a été mise en place ?

Madame AROSTEGUY

En effet, je vous demande un petit peu de patience. On va attendre le vote des subventions puisque vous avez vu qu'on a fait un gros travail pour essayer d'identifier au mieux les aides en direct. La location d'une salle est une aide indirecte dont la somme est parfois assez importante. On a commencé à faire ce travail. Pour être totalement honnête avec vous, il n'est pas assez satisfaisant. Il faut qu'on continue à travailler encore plus. Ce travail d'ajustement et de réglages avec Biarritz Tourisme demande à être affiné. Il faut donc qu'on aille plus loin. On a bien avancé et je pense que Paul pourra l'expliquer dans quelques minutes. On n'est pas encore arrivé à quelque chose de suffisamment satisfaisant vis-à-vis des critères de prise en charge.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Auriez-vous une date butoir à nous communiquer où cette méthodologie pourrait être implacable ?

Madame AROSTEGUY

Laissez-nous six mois parce que c'est un travail qu'on doit faire aussi avec Biarritz Tourisme. Ce ne sont pas que de simples critères de prise en charge, il s'agit aussi de faire l'inventaire de tous les travaux que nous avons à faire au sein de nos infrastructures de Biarritz Tourisme. C'est au-delà de ça.

Monsieur MORIN

Pour compléter ce que mon collègue a dit, je ne vois pas de salle mentionnée à Iraty notamment pour Lurrama. Je ne sais pas s'il paie quelque chose ou pas.

J'ai deux questions sur deux événements qui me turlupinent un petit peu. Le cinquantenaire du Club Archiball Côte Basque et le déjeuner des anciens combattants. Pouvez-vous m'expliquer en quoi cela consiste ?

Madame AROSTEGUY

Nous avons très régulièrement des demandes d'associations à l'occasion d'un anniversaire particulier (les 20 ans, les 30 ans). L'Université du Temps Libre va fêter ses 30 ans prochainement. Il était de tradition au sein de la Municipalité d'offrir à ces associations la salle pour leurs 10 ans, leurs 20 ans ou leurs 30 ans.

De plus chaque année, la tradition d'offrir à l'occasion du 11 novembre en particulier aux anciens combattants le Salon des Ambassadeurs est renouvelée.

Concernant Lurrama, on leur a donné comme promis la subvention de 4 000 €. Je ne crois pas que cela soit dedans.

Monsieur MORIN

Ça devrait l'être, non ?

Madame AROSTEGUY

Il n'y a pas eu de demande pour la salle. La salle d'Iraty est une salle extrêmement chère.

Monsieur MORIN

Cela n'apparaît pas dans le tableau. Je pense qu'il ne paye rien, mais cela n'apparaît pas.

Monsieur BACH

Pour l'instant, il n'y a pas eu de demande pour l'année 2023. C'est un accord tacite qui est toujours resté entre la Ville de Biarritz et Lurrama. La seule fois où Lurrama n'a pas eu lieu c'était l'année où il y a eu le COVID.

Monsieur MORIN

Je parle de 2022. Normalement, il devrait y avoir Iraty Lurrama et le montant.

Madame AROSTEGUY

C'est parce qu'il n'y a pas eu de demande. Il y a effectivement quelques trous dans la raquette. Le trou dans la raquette représente les associations qui n'ont pas fait de demande. J'en ai encore deux dans le courrier pour des petites sommes et elles nous demandent une gratuité. Pour pouvoir bien travailler, on ne veut pas passer 6 ou 8 mois de l'année à faire des décisions modificatives. Pour les grands rendez-vous réguliers, on demande à nos associations de se discipliner. On les accompagnera dans la tenue de ces délais. Elles doivent présenter des dossiers avec des projets. Concernant Lurrama, le projet est connu et sérieux. Cela est valable pour toutes les associations. Je pense que Paul aura l'occasion de revenir là-dessus dans un instant.

S'il n'y a pas d'autres interventions, je vous propose qu'on passe au vote sur cette délibération concernant les salles. Y a-t-il des abstentions ? Quatre abstentions. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Le reste vote favorable.

ADOPTÉ AVEC 31 VOIX POUR

4 ABSTENTIONS : Jean-Baptiste DUSSAUSSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE

7 – Subventions de fonctionnement aux associations et organismes divers pour 2023 : décision d’attribution et conventions d’objectifs

Madame AROSTEGUY

Maintenant, ce sont les subventions de fonctionnement aux associations. Elles vont être présentées par Paul RODRIGUES-REIS.

En préambule extrêmement rapide, je voudrais saluer, parce que je ne l’ai pas fait tout à l’heure pour le budget, l’énorme travail des services de la Ville de Biarritz en particulier des services financiers qui ont travaillé dans ce travail de fourmis à essayer d’identifier les aides indirectes. Elles sont assez nombreuses et elles n’étaient pas forcément mises en avant. Enfin, les remercier pour tout le travail qu’ils ont pu faire pour la construction du budget et pour la construction des subventions aux associations. Vous dire également que nous avons fait un gros effort, malgré la crise, pour ne pas baisser ces sommes aux associations même si, à la marge, une association peut voir sa subvention baisser mais d’autres ont vu leur subvention augmenter. Tous les dossiers ont été traités en fonction des projets qui ont été présentés. Comme l’a dit Édouard CHAZOUILLERES, on peut être particulièrement fier lorsqu’on se compare à d’autres villes. Notre budget, notre soutien au monde associatif, au social, au sport, à la jeunesse, à l’éducation, à l’économie et bien sûr à la culture est remarquable et dénote une fidélité à cette façon de travailler de la Ville de Biarritz. Malgré la crise, nous restons fermes. Nous maintenons le cap et nous soutenons nos associations qui, comme vous l’avez rappelé également à de nombreuses reprises, représentent un lien social qui est indispensable. Je laisse Paul RODRIGUES-REIS présenter la délibération.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Merci, Madame le Maire. Mes chers collègues, le détail des subventions a été transmis à la représentation municipale et il traduit l’examen des demandes faites par les associations concernées. Il témoigne du dynamisme, comme cela a été dit par Madame le Maire, du tissu associatif dans notre Ville et du soutien que nous lui apportons. Chacun notera que, conformément à nos engagements, nous avons engagé une démarche de plus grande transparence avec un résumé de ce qui peut motiver les demandes de subvention comme une estimation des aides indirectes prises en charge par la Ville afin que chaque citoyen prenne bien conscience de l’effort collectif qui est consacré à ces activités essentielles pour le maintien du lien social.

Vous noterez par ailleurs que, malgré un contexte budgétaire contraint, Madame le Maire et la majorité ont souhaité que le concours de notre Collectivité au tissu associatif soit sensiblement maintenu. L’année 2023 sera l’année de l’aboutissement de la démarche que nous avons initié au travers des outils informatiques dont la Ville s’est dotée pour toujours mieux accompagner nos associations biarrottes.

Je vous demande mes chers collègues de bien vouloir décider le versement des subventions 2023 aux associations et établissements publics détaillés dans la liste jointe à la présente délibération ainsi que d’autoriser Madame le Maire à signer les conventions d’objectifs avec les associations et avec les organismes bénéficiaires d’une participation financière en 2023. Merci.

Madame AROSTEGUY

Paul, on a quelques tableaux complémentaires qui ont été préparés par les services pour vraiment bien faire le distinguo entre les différents secteurs.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Pour donner quelques grandes masses, vous avez un camembert à l'écran. De mon côté pour les subventions pour les associations et les organismes publics par politique publique, on a essayé avec le service finances, les différents élus et les autres services sport et culture de faire un gros travail d'identification de ces aides indirectes et des subventions directes. Là, vous avez le camembert. Sur mon document qui est celui-ci, nous avons tout ce qui va être les subventions directes. Ne sont pas matérialisées les aides indirectes.

Je vous prends un exemple pour les Biarrots qui nous écoutent ou mes collègues qui sont ici présents. En 2023 pour le sport en subventions directes, nous sommes à environ 1,35 M€. Pour le social, on est quasiment à 2 M€. On parle vraiment du soutien en subventions directes.

Mes collègues l'ont en documents préparatoires, mais ils seront ensuite disponibles sur le site de la Ville de Biarritz. En aides indirectes, c'est le travail qu'on a voulu fournir pour ce Conseil de janvier. J'ai envie de vous dire que ce travail sera encore amélioré pour les prochains. On peut voir quelques lignes dans une colonne qui est apparue. C'est l'aide indirecte prévisionnelle. Cela peut être une gratuité, une présence dans un bâtiment d'une association, des prêts de matériels. Cela peut être tout un tas de choses qui avant n'étaient pas matérialisées. C'est un effort qu'on a souhaité faire, et je remercie infiniment les services pour ce travail, parce qu'il permet vraiment de se rendre compte de la prise en charge de la Ville aux côtés de ces associations. Il y a non seulement une subvention directe, mais aussi un certain nombre d'aides indirectes. Cela représente aussi, par exemple, les salaires de certains employés, des heures de travail un dimanche pour installer du matériel pour la journée des Enfants des Lacs. Cela peut être tout un tas de choses. C'est matérialisé sur les documents et cela aide à la prise de décision et aide à avoir une compréhension beaucoup plus globale. Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

On a un autre slide. Avant vos interventions, je voudrais qu'on vous montre un autre slide qui était à la fin de la présentation d'Édouard CHAZOUILLERES. C'est celui-ci. Ce sont les grands focus pour faire le comparatif entre ce qui était au BP 2022 et au BP 2023 en pourcentage. Vous avez les masses financières en bas. Au BP 2022, les subventions pour les associations entre le sport, l'éducation jeunesse, le social, l'économique et la culture, on arrivait à 5 795 000 € et au BP 2023, on est à 6 123 000 € soit une augmentation de 5,66 %. Pour explication, vous voyez une chute brutale, même si les sommes pour l'économique sont beaucoup moins importantes que sur les autres domaines de - 42 %. Cela s'explique par la diminution que j'ai demandée concernant la subvention que nous donnions à l'aéroport de Biarritz. Je ne sais pas pour quelle raison, Biarritz était la seule Ville à donner une subvention au Syndicat Mixte de l'aéroport de l'ordre de 150 000 €. J'ai averti le Président CHASSERRIAUD que durant 2 ans nous allions réduire à zéro cette subvention pour ne pas déséquilibrer brutalement le budget du Syndicat Mixte qui était quand même en délicatesse. Cette année, nous baissons de 100 000 € d'où le chiffre que vous voyez et la baisse de - 42 %. L'année prochaine, les 50 000 € que nous laissons au Syndicat Mixte, nous les enlèverons pour

recupérer cet argent. D'ailleurs, l'argent que nous prenons du Sy sera fléché vers le Festival international du Film notamment. Voilà l'explication complémentaire que je voulais vous donner avant de vous écouter, mes chers collègues.

Madame MARTINEAU

Madame le Maire, mes chers collègues. Tout à l'heure, vous avez dit : « *nous sommes aux côtés des associations.* » Ce soir, je vais vous proposer un cas d'école concret. Je vais m'adresser à vous en tant qu'élue bien évidemment, mais aussi en tant que Secrétaire de l'Association les Enfants des Lacs et aussi au nom des membres du bureau de Régine GASTELLOU, Présidente.

Depuis maintenant 10 ans, nous avons mis en place, entre autres, une belle animation familiale « la journée des enfants au lac Marion ». Tout le monde connaît l'affiche. Cette journée gratuite pour nos chers petits et leurs familles permet de faire connaître différentes associations qui œuvrent dans notre Ville ou aux alentours. Des associations, depuis 10 ans, y participent dans ce cadre bucolique qu'est le lac Marion. Nous les en remercions. La subvention qui était versée afin d'organiser cette journée (location de matériels, de prestations, petit train, pottoks, sécurité civile, etc.) était de 4 500 € depuis le début.

En 2020 quand vous êtes arrivée, vous avez passé notre subvention à 2 500 €. Il s'avère que cette année-là c'était le COVID. Nous n'avons pas pu produire l'événement comme tout le monde et l'avons mis de côté pour plus tard.

En 2021, nous avons reçu une subvention de 2 500 €. Nous avions une jauge réduite, mais nous avons pu organiser une partie de l'événement, donc on a pioché dans notre réserve.

En 2022, nous avons produit l'événement avec un vif succès : des dizaines d'associations, de nombreuses animations, spectacles, le petit train que nous avons fait partir du parking d'Iraty afin de faciliter le stationnement et afin de ne pas engorger le quartier créant de fait aussi une balade pour les enfants. Avec le budget diminué de 40 % et la réserve qui nous restait, nous avons pu l'organiser.

Aujourd'hui, nous sommes à la fin de la réserve COVID. Vous nous donnez toujours un budget diminué de 2 000 € par rapport au coût et nous ne pourrions pas organiser cette journée.

Afin de vous donner une idée, le coût du petit train était l'année dernière de 1 800 €, la sécurité civile près de 500 € avec certainement cette année une augmentation. C'est ce que vous avez dit tout à l'heure. Il ne reste rien afin de mettre en place cette journée des enfants.

Madame le Maire en nous privant d'une partie de la subvention, ce sont les enfants, les associations que vous privez. Organiser cette journée à un coût et il n'a pas changé depuis 2019. Serait-il possible d'avoir une prise en charge des postes les plus importants que j'ai cités afin de permettre aux Enfants des Lacs de l'organiser pour la Ville ou devons-nous renoncer à produire cet événement ? Vous comprendrez que nous devons avoir une réponse imminente, car nous ne pouvons pas lancer l'organisation sans être certains d'honorer les frais.

Madame AROSTEGUY

Je vais laisser Paul RODRIGUES-REIS répondre, mais d'abord je voudrais vous dire que tout est fait sur dossier. Cette animation est merveilleuse et la Ville est très attachée à cette journée

qui est toujours un franc succès. Dans le cas où des associations pourraient subir ce soit une baisse de subvention ou que ce soit une autre raison, l'élu en charge est à votre disposition. Bien sûr, nous étudierons les difficultés de chaque association que ce soit les Enfants du Lac ou autres.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Merci, Madame le Maire. Mes chers collègues, plusieurs points. Tout d'abord, c'est une association que je connais bien. J'étais présent à votre Assemblée Générale ainsi qu'à toutes les réunions préparatoires au Lac Marion pour cette journée des enfants où on était en place avec les différents agents de la Ville et avec vous, Madame MARTINEAU, qui êtes aussi membre de cette association.

Cependant, je souhaiterais revenir sur deux points à propos de ce que vous avez dit. Le premier point n'est pas vraiment sur l'association et c'est plus personnel, mais je ne suis pas certain que le Conseil Municipal soit le lieu pour faire état des demandes d'une association. Elle peut tout à fait s'adresser à nous, écrire au Maire, contacter les services que ce soit la cheffe de service avec laquelle je travaille qui se tient aussi à la disposition des associations qui en aurait besoin. Elle peut évidemment m'écrire.

Madame MARTINEAU

Comme je suis là, j'en profite.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Vous avez bien raison, mais on aurait pu aussi en parler avant ou après ce que je peux tout à fait comprendre.

Le deuxième point, ça tombe très bien que vous en parliez. J'avais justement coché les Enfants des Lacs parce que c'est la seule association que j'ai cochée sur mon document. Pourquoi ? Je vais vous expliquer pourquoi il est important de prendre en compte ces aides indirectes. Effectivement, l'Association des Enfants des Lacs a touché l'an dernier 2 500 €. Cette année, nous proposons à nouveau 2 500 €. Le Biarrot qui nous écoute se dit : la Ville de Biarritz accompagne ses associations à hauteur de 2 500 €. Eh bien, pas du tout parce qu'en aides indirectes, chose qui n'était pas comptabilisée avant, on est aux alentours de 15 000 € en plus des 2 500 € que la Ville verse à l'Association.

Madame MARTINEAU

Cela l'était avant aussi, Monsieur, quand on en avait 4 500 €. J'ai les chiffres. Je peux vous les donner.

Monsieur RODRIGUES-REIS

J'y arrive, Madame MARTINEAU, je vous en prie. Les aides indirectes représentent tout l'argent que la Ville paye pour accompagner l'événement. J'ai sous les yeux les estimations des avantages en nature qui sont payés par la Ville. Cela peut être des barnums, des estrades. Enfin, c'est aussi un coût important qui est fois cinq supérieur par rapport à l'argent que la Ville verse à l'association et qui est supporté par la Ville. On va avoir des heures supplémentaires, des employés municipaux un dimanche pour quasiment 4 500 €, des barnums, un prêt de salle. Il y a tout un tas de factures et des fournitures. La Ville est tout à fait aux côtés des associations. Quand on fait le total des 15 000 € plus des 2 500 €, on arrive à un montant beaucoup plus important que celui que vous annoncez. Il est vrai que la prise

en compte de ces aides indirectes nous permet d'avoir un regard be situations.

Évidemment si avec ces 2 500 € plus les 15 000 € l'association n'arrive pas à faire face, on peut tout à fait en discuter. On peut voir cela ensuite. S'il y a des problèmes, il n'y a pas de problème. Les aides indirectes et l'aide apportée par la Ville aux associations ou à la création du lien social ont été prises en compte. De là à dire qu'on n'accompagne pas l'association et qu'on ne l'aide pas à faire cet événement, je pense que quand on prend en compte ces aides indirectes on remet les choses en perspective. On voit que la Ville a un soutien très fort vis-à-vis des associations et celle-ci en particulier. Je vous remercie.

Madame MARTINEAU

Monsieur RODRIGUES-REIS, je vous réponds. Quand nous avons créé l'événement, nous recevions 4 500 €. Il y avait les mêmes aides de la Ville. Cela n'a rien changé. Je peux vous donner le bilan de la journée. Il est de 6 126 €. Nous avons le GIP DSU de Bayonne qui nous donne une subvention. Nous avons quelques dons. Donc nous bouclons ce que nous faisons, c'est-à-dire toutes les dépenses en dehors de ce qui est de la Ville avec la subvention qui était au départ de 4 500 € plus les aides. Maintenant, vous nous la diminuez de 2 500 €. Le coût pour la Ville est le même depuis 10 ans. C'est toujours 15 000 €, mais nous ne pouvons plus acter tout ce que nous faisons avant. Je pose la question et la question est nette.

Madame AROSTEGUY

Excusez-moi, Madame MARTINEAU. Je pense effectivement qu'il s'agit d'un cas particulier. La réponse qu'on peut vous donner est que, pour la Ville, il était important de comptabiliser l'ensemble des aides indirectes. Je ne me souviens pas bien, cependant je suis l'événement depuis le début. Au début, il n'y avait pas le petit train. Le petit train est arrivé après et c'est une très bonne chose. Cela a permis de désengorger le quartier. Je pense que l'intérêt de cette intervention est de mettre en avant la disponibilité de l' élu, la disponibilité des services et la recherche conjointe d'une solution qu'elle soit financière ou qu'elle soit autre. Là-dessus, la Ville ne mégotera pas. Elle ne laissera pas tomber les associations, mais je pense que ce n'est pas le lieu.

Madame MARTINEAU

C'est un cas. Je vous le donne. Vous devez l'avoir. C'est incompressible.

Madame AROSTEGUY

Il y en a certainement d'autres.

Madame MARTINEAU

La question est : est-ce qu'on fait la journée ou est-ce qu'on ne la fait pas ? Point.

Madame AROSTEGUY

Je pense qu'on ne va pas vous donner la réponse aujourd'hui, mais l' élu sera ravi de vous recevoir avec les services.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Bien sûr. On peut tout à fait en discuter et reprendre tout cela ensemble, revoir les points. Enfin, la question n'est pas d'être à 2 000 € près et d'empêcher l'association de faire son événement. Ce n'est pas du tout l'objectif. L'objectif est de les accompagner au mieux.

Cependant, il faut quand même que la Ville prenne en compte certains critères. Là, je ne parle pas des Enfants des Lacs, mais des associations au sens large. Pour revenir à cette histoire de critères en particulier concernant la vie associative, on a sorti tout un tas de critères cette année. Ils n'apparaissent pas sur les documents parce que sinon on est obligé de sortir de nombreuses données Excel. Je les tiens à votre disposition si vous voulez les regarder. Par exemple, on a sorti un pourcentage très intéressant : Sur 100 € dépensés par une association, combien sont « financés » par la Ville de Biarritz sur ces 100 € ? Pour un certain nombre d'associations, on est à 60, 80, 90, c'est-à-dire qu'un certain nombre d'associations, je ne parle pas de celle-ci évidemment, fonctionnent quasi exclusivement avec de l'argent public. À titre personnel, je ne pense pas que ce soit la solution à terme.

Pour le cas particulier que vous citez là, on va en rediscuter. Il n'y a aucun problème, Madame MARTINEAU. Je prends un autre exemple. Pour « Biarritz en chamade », il y a une difficulté l'an dernier et on en a discuté ensemble. On a trouvé une solution. Enfin, cela n'a posé aucun souci. On n'était pas obligé de l'étaler en Conseil Municipal. Il n'y a pas de problème. Les associations savent qu'elles peuvent m'appeler quand elles veulent. Elles ont mon adresse mail, mon contact. Il n'y a pas de problème. Elles peuvent aussi se rendre à la Mairie ou peuvent passer un coup de fil. Cela n'est pas du tout une problématique.

Madame AROSTEGUY

Je pense que la Présidente, Régine GASTELLOU, prendra rendez-vous avec vous.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Avec plaisir.

Madame MARTINEAU

Elle nous écoute. Il est aussi important d'avoir des cas concrets parce que les critères ne sont pas très concrets.

Madame AROSTEGUY

C'est aussi un peu à la limite du conflit d'intérêts.

Madame MARTINEAU

J'aime ce qui est concret.

Madame AROSTEGUY

On salue Régine si elle nous regarde. On la recevra avec grand plaisir. Y a-t-il une autre intervention ?

Monsieur MORIN

L'année dernière, nous soulevions le fait que toutes les demandes d'association n'apparaissent pas dans le tableau. Il serait préférable de les avoir même si vous allouez 0 € à l'association. Cette année, toujours rien. Encore mieux, les demandes des associations n'apparaissent même pas. Là, il y a le montant proposé par la Ville, les aides indirectes et le total, donc on ne sait même pas si c'est le montant que l'association a demandé.

J'ai deux ou trois questions particulières. Concernant Culture Surf, est-ce une association ou un événement pour 8 000 € ?

L'Association du Festival du film, 350 000 € pour 2023 pour une première qui arrive à la même hauteur que les grands festivals qui sont là depuis des dizaines d'années. Cela me semble quand même beaucoup pour une première année. Il y avait déjà 130 000 € en 2022. À quoi correspondent-ils ?

Pour finir, Uda Leku passe de 27 800 € à 18 500 €. Pourquoi ? Merci.

Madame AROSTEGUY

Pour Uda Leku, Madame GRAVÉ répondra.

Madame GRAVÉ

Uda Leku, c'est exactement comme l'année dernière, c'est-à-dire qu'on a déduit le bonus territoire qu'Uda Leku touche directement. Cela veut dire que pour les subventions demandées, les bonus territoires sont touchés directement par les associations. C'est pour cela.

Madame AROSTEGUY

Le Festival international du Film, 350 000 €. Cela va être un festival de très grande ampleur. L'association veut faire quelque chose de très ambitieux. Cette somme ne représentera que 25 % du budget total. C'est une association qui va aller chercher des mécènes et de l'argent privé. Elle va dévoiler ces mécènes dans quelques semaines. Vous serez surpris de la qualité et de l'importance des mécénats. Sur le volet culturel et l'éducation à l'image, le jury est composé d'étudiants qui viennent des écoles de cinéma et des écoles d'art du monde entier. Je pense que ce festival contribuera à renforcer l'image de Biarritz comme une Ville de culture et non pas que comme une Ville tournée vers le surf.

Vous avez mentionné la subvention Culture Surf. Paul RODRIGUES-REIS, en l'absence de Géraldine.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Je n'ai pas les documents malheureusement, mais je vous ferai une réponse écrite avec Géraldine VERGET, Xavier DELANNE à propos de Culture Surf et des 8 000 €.

Madame AROSTEGUY

Culture Surf est l'association qui est l'équivalent de la Maison du surf à la Côte des Basques. C'est le budget qui permet à cette association de fonctionner et de présenter des expositions à la Maison du surf à la Côte des Basques.

Monsieur MORIN

OK. Pour revenir sur Uda Leku, je trouve que la réponse est, un petit peu, succincte. Je vais réexpliquer à quoi correspond la demande de subvention d'Uda Leku qui est un centre de loisirs et un accueil de loisirs en langue basque. La subvention correspond à une compensation basée sur les journées enfants. Je ne sais pas si tout le monde sait ce que c'est. C'est le nombre de jours correspondant sur une année au nombre d'enfants qui va au centre de loisirs. C'est le nombre de jours multiplié par le nombre d'enfants qui y vont. À la fin, on comptabilise. Uda Leku demande un montant de 25 € par journée enfant. On arrive à 3 130 journées enfants en 2022, dont 1 394 pour les enfants de Biarritz. La subvention demandée est pour les enfants qui sont de Biarritz. Pour tous les enfants qui viennent d'Anglet par exemple et qui sont la

majorité, une demande de subvention est faite auprès de la Ville pas trop la déduction du bonus territoire vu que cela n'a rien à voir. Pour rappel en 2020, il y avait 1 467 journées enfants. La demande de subvention était de 32 630 € et correspondait à peu près à 20 € la journée enfant. On était déjà en dessous de 25 €, mais on s'en rapprochait. En 2021 avec 1 933 jours enfants, on avait 18 500 € de subvention. On arrive à 12,60 € la journée enfant. En 2022, pour 1 394 journées enfants et 18 500 € de subvention, on arrive à 10,41 € la journée enfant. On diminue et je ne vois pas trop le rapport avec les bonus du territoire.

Madame GRAVÉ

On prend la demande de subvention qu'Uda Leku nous demande. Sachez qu'ils ont déjà été reçus à plusieurs reprises. On leur a expliqué le calcul. Ils seront de nouveau reçus par Paul RODRIGUES-REIS dans très peu de temps. Par rapport à la subvention, il y avait avant un bonus territoire. C'est ce que verse la CAF par rapport aux journées réelles d'occupation des enfants. Avant, le bonus territoire était versé à la Ville d'où une subvention qui était importante. Aujourd'hui et c'était le cas déjà l'année dernière, le bonus territoire est versé directement aux structures. Uda Leku touche donc directement son bonus territoire. Si on donnait la subvention qu'Uda Leku demandait plus le bonus territoire, on arriverait à des subventions qui sont énormes. On déduit donc le bonus territoire et ils le savent très bien. On a également une aide indirecte qui est quand même assez importante puisqu'on a l'occupation de l'école qu'on ne déduit pas en totalité.

Monsieur MORIN

Je vous remercie.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Je me permets de lire rapidement l'article 3 de la Convention d'Uda Leku : « *le montant de la subvention qui sera versé par la Ville de Biarritz à l'association est fixé à 18 500 € et ce montant tient compte du versement des bonus territoire directement versés par la CAF pour chaque structure en 2023.* » C'est exactement ce qui a été dit.

Monsieur MORIN

C'est la convention que vous avez fait signer, merci. Donc en 2019, a été lancé un DLA, Dispositif Local d'Accompagnement, pour Uda Leku. En 2020, un modèle économique a été construit et réajusté par l'OPLB et l'Agglomération, la CAPB. La demande faite aux communes devrait passer à 32 € par journée enfant. De 2020 à 2022 en partenariat avec l'OPLB et l'Agglomération, des rendez-vous ont été pris avec les partenaires principaux d'Uda Leku et un travail de sensibilisation a été fait avec les communes ne finançant pas l'association ou très peu. Vous au contraire, vous diminuez d'année en année et vous mélangez le bonus territoire et les journées enfants. Après avoir enlevé un poste sur le service de l'Euskara, vous allez couler aussi Uda Leku. L'année prochaine, vous allez leur enlever les 7 000 €. Vous allez dire quoi ? Il faut dire merci...

Madame AROSTEGUY

Excusez-moi, je ne peux pas vous laisser dire cela. Je ne peux pas vous laisser dire qu'on a enlevé un poste à la langue basque. Il y a un recrutement qui est en cours. Il y a eu des démissions.

Monsieur MORIN

Je n'ai pas su. Il y a deux postes ?

Madame AROSTEGUY

Oui, on est en recrutement pour avoir le même poste.

Monsieur MORIN

D'accord.

Madame AROSTEGUY

Pareil.

Monsieur MORIN

C'est nouveau, car en décembre on était à un poste. On revient à trois postes dans le service ?

Madame AROSTEGUY

Anne, on va être à ? Deux.

Monsieur MORIN

Vous ne savez même pas. C'est incroyable.

Madame AROSTEGUY

Je ne sais même pas...

Monsieur MORIN

Stop, c'est bon, merci.

Madame AROSTEGUY

La seule chose que je sais, c'est qu'on a perdu un agent de grande qualité. On a le souhait et on est en train de recruter un autre. C'est un recrutement à temps plein. Cela ne veut pas dire que dans la politique de la langue basque on n'ait pas un recrutement de 0,5 agent ou 0,8 agent. Il n'y avait pas trois agents. Quand on est arrivé, on a pérennisé les postes qui étaient des postes temporaires. Je ne vous dis pas qu'on ne va pas revenir au poste qui était avant. Aujourd'hui, on essaye d'abord de recruter. Ensuite, on va regarder les besoins par rapport au nombre d'agents.

Madame PINATEL

Nous avons le jury de recrutement demain matin.

Monsieur MORIN

Si on avait perdu un si grand, enfin un directeur de service, cela fait longtemps qu'il serait remplacé dans un autre service. Vous ne savez même pas si on est à deux ou trois postes pour le service de la langue basque.

Madame AROSTEGUY

Aujourd'hui, je sais que nous avons des difficultés de recrutement Monsieur MORIN. Peut-être que vous n'êtes pas au courant, mais à l'heure actuelle c'est très difficile de recruter du personnel.

Monsieur MORIN

Il me semblait qu'il y avait eu une vingtaine de candidatures, mais je me trompe peut-être.

Madame AROSTEGUY

On a des candidats, mais souvent j'ai des comptables qui postulent pour de la plomberie et des plombiers qui postulent pour de la comptabilité. Les changements de vie, c'est bien, mais on a aussi besoin de compétences.

Monsieur MORIN

Je trouve que cela fait quand même beaucoup. Excusez-moi mais voilà. On s'arrêtera là. On voit un peu l'importance que vous donnez à la langue basque entre le troisième poste du service de la langue et Uda Leku que vous n'allez bientôt ne plus soutenir.

Madame AROSTEGUY

Monsieur MORIN, leur départ est leur choix. Ce n'est pas de notre fait.

Monsieur MORIN

Arrêtez, je ne parle pas du départ. Je vous parle du recrutement. Il y en a deux qui partent et vous n'en recrutez qu'un. Arrêtez de me prendre pour un, je ne sais pas quoi, s'il vous plaît.

Madame AROSTEGUY

Votre agressivité est parfaitement gratuite. Je ne vois pas où est le problème. Quel est votre problème ?

Monsieur MORIN

« *Inaudible de 02.52.06 à 02.52.12* » Franchement, ils ne vous méritent pas « *Inaudible 02.52.13* » enlevez-le.

Madame AROSTEGUY

Ne dites pas que je ne sais pas si on a deux ou trois postes, on est en recrutement Monsieur. Je suis en train de vous dire qu'on est en train de regarder le nombre d'agents.

Monsieur MORIN

Pour un poste, pas deux postes. C'est ce que je vous reproche.

Madame AROSTEGUY

On est en train de regarder le nombre d'agents. Pour début 2023, c'est deux. Ce sera peut-être trois à la fin de l'année. On est en train de le regarder.

Monsieur MORIN

Mais peut-être, mais peut-être quatre.

Madame AROSTEGUY

Oui, peut-être. C'est cela la politique de recrutement.

Monsieur MORIN

Allez début 2024, quatre et peut-être qu'en 2025, on finit avec six postes.

Madame AROSTEGUY

Oui, peut-être. Et peut-être que pour des missions, on sera à plus voilà tout simplement ou zéro. On ne sera pas à zéro. Pardon.

Monsieur KAYSER

Excusez-moi. Pourriez-vous aussi dire à Madame BRAO qu'accessoirement l'Eusko est en place à la médiathèque. Elle me posait la question la dernière fois. Je répondais. On m'avait posé une question au dernier Conseil Municipal. Vous êtes partis entre-temps. L'Eusko est en place à la médiathèque, donc vous pourrez lui en faire part. Cela montre peut-être notre désintérêt pour la langue basque et de sa culture.

Monsieur MORIN

Quel est le rapport avec l'Eusko et la langue basque ? Vous parlez économie circulaire.

Monsieur KAYSER

Je pense que l'Eusko fait partie de la culture basque.

Monsieur MORIN

C'est une monnaie. Ce n'est pas la langue, donc déjà il faut savoir ce que c'est. Ne mélangez pas la culture et la langue basque, d'accord ?

Monsieur KAYSER

Je crois que je sais ce que c'est, Monsieur MORIN. Il n'y a pas de problème.

Monsieur MORIN

Vous mélangez trop souvent la culture et la langue basque.

Monsieur KAYSER

Oui, bien sûr.

Madame GRAVÉ

([Coupure de 02.53.31 à 02.53.36](#)) pas la langue basque dans nos structures éducatives. On a quand même la crèche Ohakoa qui a eu des soucis. Ils sont venus nous voir. On les accompagne. On a une subvention qui n'a pas baissé. Elle a même un petit peu augmenté, alors qu'on sait tous qu'on a des augmentations sur tout et notamment sur les fluides pour essayer de les accompagner au mieux. Concernant l'Ikastola, vous savez très bien qu'ils sont intégrés à chaque nouveau projet pédagogique. Uda Leku, on les accompagne aussi. On les reçoit quand ils en ont besoin et vous savez très bien qu'on essaie de pallier les difficultés qu'ils peuvent avoir aussi. Je ne peux pas vous laisser dire qu'au niveau de l'éducatif on n'accompagne pas les structures. Ce n'est pas vrai.

Monsieur MORIN

Je n'ai pas dit l'éducatif. Je parlais de la langue basque en général. J'ai donné des exemples concrets. Je ne vais pas vous dire merci de nous intégrer à l'Ikastola pour de la pelote ou pour de la natation. J'espère qu'on ne va pas en arriver là.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il d'autres questions ?

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, il s'agit plus d'une question, d'une remarque de fond. Sur la question, j'ai vu que le BAC qui s'occupe de Pelote Basque comme vous le savez, voit sa subvention passer de 41 800 € à 12 000 €. Y a-t-il une explication ? Est-ce que cela correspondait à un événement ? C'est une question. Je vous laisse me répondre.

Malgré mes demandes répétées, cela fait 3 ans que je la fais, donc je commence à répéter, mais enfin c'est comme ça vu que rien ne change. Je note également que sur le théâtre vous continuez de rogner des subventions. Je vous l'ai dit en 2020, en 2021 et en 2022. Je vous le redis en 2023. Par exemple, le théâtre du Versant voit sa subvention passer de 51 000 à 49 000 €. Vous me direz que ce n'est que 2 000 €. Mais d'année en année on rogne toujours. Cette subvention était de 70 000 € en 2014. Il faudrait peut-être arrêter l'hémorragie parce que vous allez finir par tuer des associations. Le Rideau Rouge également puisqu'il n'y a pas que le Versant. On voit sa subvention passer de 22 000 à 17 000 €. Les Chimères restent à 30 000 €. Ils sont mieux traités.

Il faudrait quand même arrêter cette hémorragie. J'espère que ce ne sont pas mes interventions qui pénalisent ces associations. J'en serai extrêmement chagriné. Pensez tout de même à ces associations. Le Versant joue un rôle important dans la Ville notamment vis-à-vis de la jeunesse. Donc si on pouvait arrêter l'hémorragie ce serait bien.

Madame AROSTEGUY

Je vous rassure. Vos interventions n'influent en rien. Je vais laisser Valérie SUDAROVICH répondre sur cela. Le montant des subventions est lié au projet pédagogique et à l'implication de chaque association.

Madame SUDAROVICH

En effet, le Versant a une subvention de 2 000 € de moins. Leurs projets sont un peu en berne également. Nous avons régulièrement reçu le directeur du Versant avec sa fille qui est normalement sur une transmission. Nous accompagnons. Nous observons actuellement. Les projets ont été bien moindres au niveau création. Il n'y a eu qu'une seule création sur 24 mois, 20 mois. C'est peu pour une subvention qui était à cette hauteur-là. Nous continuons. Nous sommes là. Nous les accompagnons alors qu'ils sont arrivés à la fin de leur convention d'occupation du lieu. Nous avons prorogé cette convention et nous allons la continuer cette année. Je ne peux pas dire que nous soyons en train de leur mettre la tête sous l'eau.

En revanche, il y a aussi une nouvelle association qui est venue nous demander une subvention. Nous essayons donc d'équilibrer.

Les Chimères restent à niveau. Il n'y a pas une préférence et nous ne sommes pas là pour faire cela. Visiblement, il y avait peut-être des préférences auparavant. Je ne sais pas. En tout cas, il n'y a aucune préférence, aucun choix. C'est par rapport aux projets qui nous sont proposés.

Quant au Rideau Rouge écoutez, ils étaient à 15 000 € auparavant. La période COVID les a mis en difficulté financière. Nous les avons accompagnés et nous revenons à 15 000 €. Concernant les projets présentés en Mairie, il n'y avait qu'une représentation et demie. C'est peu pour le territoire. Cependant, nous sommes là. Nous sommes présents. Nous les accueillons. Nous les recevons. Nous les écoutons et nous sommes toujours là.

Monsieur CHAZOILLERES

Je donne une précision sur le BAC à Monsieur DESTIZON. La comparaison ne doit pas être entre 40 000 l'an dernier et 12 000 cette année, mais entre 10 000 et 12 000. On est donc en augmentation. Pourquoi l'année 2022 était spéciale ? Nous avons voté en DM une subvention de 30 000 € pour le BAC l'an dernier, donc 10 000 plus 30 000 égalent 40 000. Il s'agit de la compensation pour le G7. La vraie lecture est 10 000 et on passe à 12 000, donc c'est un soutien un peu plus important.

Monsieur DESTIZON

J'ai ma réponse au moins pour celle-là.

Monsieur CHAZOILLERES

C'est très spécifique sur l'année passée.

Madame MARTINEAU

C'est juste pour dire que je suis très contente que le FAR ait obtenu sa subvention de 20 000. Pour ceux qui ne le savent pas, le FAR est le rugby féminin. Elles ont de super résultats et franchement elles le méritent. Il faut vraiment les aider à fond.

Madame AROSTEGUY

Justement, je tiens à vous rassurer. Xavier DELANNE me disait qu'elles sont accueillies au Polo. Elles utilisent les infrastructures du Polo. Pour l'instant, le chapiteau qui doit être mis en place par la JAB n'est pas encore opérationnel. Donc elles sont parties à Bidart parce qu'il y a une salle d'après match conviviale. Dès que la JAB aura monté ce chapiteau et quand nous aurons le centre de formation, il y aura des espaces de convivialité. Donc toutes ces associations, qu'elles soient masculines ou féminines, et on accompagne de plus en plus les associations féminines, elles auront vocation à être à temps plein sur leur territoire à Biarritz. On est effectivement très fier de nos féminines.

Monsieur DUSSAUSSOIS-LARRALDE

Rapidement, ce que vient de dire ma collègue est peut-être une variable d'ajustement voire une optimisation. Si on reprend l'historique, l'Association du FAR, le rugby féminin, était initialement intégrée dans l'Association du Biarritz Olympique Rugby. Le Biarritz Olympique Rugby bénéficiait de 300 000 € de subvention au titre de son fonctionnement et il bénéficie aussi cette année de 300 000 € de subvention, donc c'est le même montant. En revanche, la section féminine a été exclue de l'association. Je vous avais expliqué mon point de vue. En effet, à mon avis, cela n'était absolument pas justifiable et on devait le condamner ce qui n'a pas été le cas. On leur donne le même montant et on ajoute 20 000 € aux féminines ce qui est très bien, mais la logique aurait été d'amputer le budget du rugby masculin de 20 000 € puisqu'ils n'ont plus la charge des féminines vu qu'elles ont été exclues de l'association et qu'elles ont créé leur association à part.

Madame AROSTEGUY

C'est noté. D'autres interventions ? Je n'en vois pas, donc je propose de passer au vote. Qui s'abstient sur le vote ?

Madame MARTINEAU

Je ne vais pas voter parce que je fais partie d'une association. Je ne vote que pour Madame MOTSCH.

Madame AROSTEGUY

Très bien. Abstention ? Quatre abstentions. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas, donc le reste, vote favorable. Je vous remercie.

ADOPTÉ AVEC 30 VOIX POUR

4 ABSTENTIONS : Guillaume BARUCQ, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE

Madame Corine MARTINEAU ne participe pas au vote.

8 – Occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des équipements publics de la Ville de Biarritz — autorisation de signature d'un avenant à la promesse de conventions d'occupation multiples constitutives de droits réels

Madame AROSTEGUY

Michel LABORDE prend la délibération numéro 8. Il s'agit de l'occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des équipements publics de la Ville de Biarritz.

Monsieur LABORDE

Merci Madame le Maire. Mes chers collègues. Le 21 janvier 2020, la Ville de Biarritz signait une promesse de conventions d'occupation multiples constitutives de droits réels pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des équipements publics appartenant à la Ville. La promesse restait valable pour une durée de deux années à compter de sa signature. Par avenant signé le 23 décembre 2021, la promesse a été prolongée pour une année soit jusqu'au 21 janvier 2023 inclus.

Il convient à nouveau aujourd'hui de prolonger la durée de validité de la promesse pour certains de ces sites pour les raisons identifiées après. Un projet d'avenant à la promesse a donc été mis au point et joint en annexe. Cet avenant permet de prolonger de 18 mois la validité de la promesse soit jusqu'au 21 juillet 2024.

Les sites en question et les raisons de la prorogation de la promesse pour chacun de ces sites sont les suivants :

- Gymnase Larochevoucauld : le projet de réaménagement du gymnase n'est pas encore achevé.
- Salle Dagorette : l'acte relatif à l'autorisation d'occupation temporaire est en cours de finalisation.
- Auberge de jeunesse : la vente de l'auberge de jeunesse à VILOGIA est en cours suite au conseil municipal du 23 juin 2022, les obligations tirées de la promesse seront donc transférées à l'acheteur.
- Parking de l'hippodrome : le développement du projet est reséquenté temporellement, en lien avec le centre de performance.

Je vous demande donc, mes chers collègues, d'autoriser la signature de l'avenant dont le projet est joint à la présente délibération.

Monsieur BARUCQ

Madame le Maire, je vous remercie pour une fois de poursuivre un des projets initiés sous la précédente mandature. D'ailleurs, vous pourriez de temps en temps y faire référence parce que ce projet, qui n'est pas né d'un claquement de doigts, est parti d'une volonté, peut-être même d'une vision qu'à un moment il fallait que la Ville se dote de moyens de production d'électricité. Il faut savoir qu'il y a 5 ans, on n'imaginait absolument pas qu'une crise énergétique pouvait survenir. Quand j'ai voulu porter ce projet, on me regardait avec de grands yeux, l'air de dire : ils sont bizarres ces écolos. Pourquoi veulent-ils produire de l'énergie alors qu'il suffit de souscrire un abonnement à EDF sans imaginer ce qui allait se produire ultérieurement ? Comme l'a rappelé Édouard CHAZOUILLERES, ce qui se passe aujourd'hui c'est 2 M€ de plus en charge d'électricité, de carburant et autres. Aujourd'hui, on voit que produire notre propre électricité nous protège à minima des aléas des coûts. On avait calculé qu'en production potentielle par rapport à notre gisement, on pouvait couvrir 75 % des besoins de la Ville. On a un potentiel, un gisement photovoltaïque énorme. On l'a utilisé dans les écoles, les gymnases, les parkings avec les ombrières et il y aurait encore plus de potentiel. Ce n'est pas forcément de l'argent qui va revenir dans nos caisses directement parce que c'est un montage financier plus complexe que cela. J'ai envie de rappeler tout ça parce qu'il faut que tout cela s'intègre dans un plan photovoltaïque et il faut également soutenir les particuliers qui veulent s'équiper pourquoi pas pour autoconsommer au même titre que les entreprises. Il faut savoir que ces solutions qui, à l'époque, étaient un parcours du combattant étaient peu encouragées. Or, ces installations peuvent diminuer les coûts de l'énergie à leur échelle. Il y a encore des contraintes qu'on doit lever notamment des contraintes urbanistiques. Je vous invite à poursuivre dans cette direction du développement du photovoltaïque dans notre Ville.

Monsieur DESTIZON

Je partage totalement ce que vient de dire mon collègue Guillaume BARUCQ d'autant que c'est moi qui ai signé la promesse le 21 janvier. Donc je ne vais pas dire du mal du projet. Cependant, il y aurait d'autres choses, d'autres sources à rechercher. On avait identifié un certain nombre de lieux, mais il y a peut-être encore des gisements qui sont à explorer.

Madame CASCINO

Je réponds à Monsieur BARUCQ. En ce qui concerne les contraintes urbanistiques, le service urbanisme regarde de façon détaillée tous les dossiers qui sont présentés. D'ailleurs, on en a de plus en plus pour l'installation de panneaux photovoltaïques. Comme vous le savez, on est une Ville qui a un patrimoine protégé et beaucoup de maisons sont classées dans les différentes catégories au titre de l'AVAP. Donc c'est plus compliqué pour mettre du photovoltaïque. Cependant, on regarde. D'ailleurs, les services de l'État ont dernièrement demandé à l'ABF de faire preuve d'un peu plus de souplesse en la matière. Il y a effectivement des contraintes sur ces patrimoines. L'installation des panneaux photovoltaïques ne se fait pas en saillie. Ils doivent être à ras du toit. Ils doivent être dans le toit. Il est vrai que cela pose peut-être plus de problématiques aux particuliers. Autant que faire se peut, on essaie toujours de satisfaire les demandes d'installation de panneaux photovoltaïques au service de l'urbanisme.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Je me permets deux commentaires sur cette délibération qui me satisfait compte tenu du contexte dans lequel on est actuellement.

Le premier commentaire est sur le parking de l'hippodrome. Il faut bien faire attention aux difficultés d'occupation du site notamment au mois de juillet puisque vous savez qu'il y a les fameuses courses de trot, avec évidemment, des camions, des vans de grande hauteur qui ont des rayons de giration qui sont assez importants. Donc il faut s'assurer qu'en fonction des panneaux solaires mis en place, c'est-à-dire sur ombrière ou pas, ils puissent circuler et pourront utiliser l'hippodrome durant la saison des courses. Cela est mon premier commentaire.

Le deuxième est relatif au parking d'Iraty. On a tous bien identifié que le parking d'Iraty est un parking de délestage, un parking relais. Pour désengorger le centre-ville, c'est une des solutions. Il en existe d'autres. Peut-être que d'autres naîtront par la suite. Cependant si cela reste à ce jour, le seul parking majeur de délestage en centre-ville de 290 places à peu près, ce n'est pas avec 290 places qu'on va réussir à délester. N'y aurait-il pas intérêt avant l'installation des panneaux solaires dans cette zone de réfléchir à un agrandissement, à une élévation ? Parce qu'une élévation ne coûte pas très cher pour les places gagnées. Une fois qu'on aura mis des panneaux solaires sur un parking en ombrière, ce sera fini. On a les panneaux, c'est très bien. On a la même surface, mais on n'aura plus de possibilité d'agrandissement pour délester le centre-ville de véhicules.

Madame AROSTEGUY

Judicieuse remarque que j'ai faite juste avant de signer le contrat. Les services peuvent en attester. Je leur ai dit qu'il ne fallait pas signer parce que, si Iraty à vocation à s'agrandir, cela nous bloque à l'avenir. Je crois que c'était déjà trop tard puisque dans la promesse que vous aviez signée, il y avait Iraty et donc nous dédire nous aurait coûté extrêmement cher. J'ai fait cette remarque, mais c'était trop tard.

Cher Guillaume BARUCQ, je n'ai pas manqué de saluer le travail que vous aviez fait lors de la mandature précédente avec notamment la création de l'AVAP et de la protection du patrimoine. Si vous vous souvenez bien lors des débats sur cette délibération, j'avais voté favorablement et je vous avais demandé pourquoi vous n'aviez pas choisi un fournisseur local qui était ENARGIA. Depuis, ENARGIA est devenu un grand qui travaille en particulier pour la Ville d'Hasparren. D'après ce que j'ai cru comprendre concernant le contrat qui a été choisi avec la Ville de Biarritz, c'est que l'électricité n'est pas pour la Ville, c'est-à-dire qu'elle repart dans le circuit. Elle n'est pas pour nous.

Monsieur BARUCQ

Oui, elle repart dans le réseau.

Madame AROSTEGUY

Elle repart dans le réseau.

Monsieur BARUCQ

Elle repart dans le réseau, mais elle est consommée au plus près, donc ce sont des locaux qui la consommeront au final.

Monsieur DESTIZON

Sauf pour les panneaux du CTM qui est en autoconsommation.

Monsieur LABORDE

C'est le seul en autoconsommation.

Madame AROSTEGUY

Effectivement, c'est un bon début. Il est vrai qu'il y a 5 ans on ne l'aurait peut-être pas imaginé. L'intérêt est de faire du photovoltaïque pour sa production locale, pour du circuit court. On va donc dans le sens et si on est d'accord sur ce genre de choses c'est très bien. Quand on a voté les mêmes choses il y a quelques années et qu'on ne change pas d'avis, c'est bien.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Je me permets parce que cela me vient comme ça. Sur le parking de l'hippodrome, on partirait sur des ombrières ou on les mettrait sur les boxes ?

Madame AROSTEGUY

On partira certainement sur un parking silo, sur des ombrières. Là, on travaille sur le cahier des charges pour l'appel à projets pour le centre de formation et on s'oriente vers un agrandissement du parking qui serait vraisemblablement un parking silo. Il faudrait qu'on fasse attention parce que les professionnels des courses de trot nous avaient alertés sur la nécessité d'avoir un premier étage extrêmement haut parce qu'ils mettent leurs vans.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Merci. Sans vouloir être trop technique, le circuit court de l'électricité reste tout de même une vision de l'esprit puisqu'une fois que c'est mis sur le réseau, le réseau est internationalisé. Ainsi, si on n'autoconsomme pas, cela part sur le réseau. Donc consommé à côté ou à 10 000 km, c'est la même chose, cela part sur un réseau.

Madame AROSTEGUY

Très bien. On passe au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

9 – Appel à projets en vue de la cession de la Villa Fal : choix du candidat et décision de cession

Madame AROSTEGUY

La question numéro 9 est la suite de la question numéro 2. La délibération de déclassement du domaine public en vue de la vente a bien été rendue légale par la préfecture qui nous l'a annoncé. Je laisse Madame CASCINO évoquer l'appel à projets en vue de la cession de la Villa Fal, choix du candidat et décision de cession.

Madame CASCINO

Madame le Maire, mes chers collègues, par délibération du 24 septembre 2021 le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'un nouvel appel à projets en vue de la cession ou de la conclusion d'un bail emphytéotique administratif portant sur la Villa Fal et sur la parcelle non grevée d'une servitude d'espace boisé classé. La vocation du projet qui était précisée au cahier des charges était culturelle, artistique, patrimoniale, économique, sportive et éducative

pédagogique. L'appel à candidatures a été lancé sur différents jugement des projets, vous les avez sur la délibération.

Comme on vous l'a dit tout à l'heure, neuf offres ont été reçues sur cet appel à projets. Une Commission ad hoc de l'analyse des offres s'est réunie à trois dates. La Commission du 11 mars 2022 a établi une première sélection en privilégiant des projets à connotation culturelle ou artistique et en écartant les projets ne correspondant pas au cahier des charges ou faisant concurrence à une activité existante dans la Ville ou dont le prix d'achat ou de location est apparu trop faible.

Par Commission du 15 avril, on a procédé à l'audition des quatre candidats qui avaient été retenus, qui nous paraissaient les plus intéressants. Vous avez également les noms sur la délibération :

- Michael PRIEM, Franck MILCENT, Franck PRIOT (Iduski studio) ;
- Pierre CHEVALIER (villa des artistes),
- SAS PARROU DUBOSQ, HEMERA (espace startup de la mode et du design),
- Argia DOYHAMBOURE, NAME immobilier (centre d'art OYHAMBURU).

La Commission du 13 mai 2022 a donné un avis sur les quatre offres auditionnées et propose de retenir l'offre de la SAS PARROU DUBOSQ foncière du groupe HEMERA.

La société HEMERA exploitera le site. Cette société a réhabilité un certain nombre de lieux emblématiques comme l'Hôtel Fenwick à Bordeaux, l'ancienne Halle Marie Brizard également à Bordeaux, l'ancien siège de la société Clairsienne à Bordeaux et l'ancien siège dans l'état-major des armées à Limoges. Le projet envisagé dans la villa porte sur l'accueil et l'accompagnement des entreprises des secteurs de la mode et du design, et prévoit 110 postes en bureaux partagés, six salles de réunion, un hall central de coworking libre en journée, café, événements et réceptions.

Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, le parc sera ouvert aux Biarrots en journée.

Le budget pour les travaux prévus par le candidat est de 1,90 M€ hors taxes.

Le projet ne suppose ni construction ni extension. Il est juste prévu deux cours anglaises en décaissé sur les deux ailes latérales sous réserve, bien évidemment, de l'accord de l'ABF.

Les travaux porteront principalement sur la rénovation de l'intérieur du bâtiment, la réfection des façades ainsi que le traitement paysager du jardin. Le bâtiment qui est à l'intérieur était extrêmement dégradé. Pour l'avoir visité plusieurs fois, je peux vous dire que cette pauvre villa est dans un état lamentable et le mot est faible. Le candidat a présenté une offre d'achat à la Ville de 1,80 M€ qu'on a négocié à 2 M€.

L'offre de BEA a été demandée également pour tous les candidats pressentis. La durée du BEA envisagée par la SAS PARROU DUBOSQ paraissait trop importante et le loyer annuel trop bas, donc nous partons sur une vente.

Les motifs qui nous ont conduits à retenir ce projet sont :

- La vocation du projet est intéressante.
- Le projet présente des garanties très solides. Comme je vous l'ai dit, HEMERA est déjà engagé sur un certain nombre de rénovations qui fonctionnent. Ces rénovations ont

été faites avec beaucoup de qualité. Je ne sais pas si on a fait quelques-unes. Je les mets à l'écran. De très jolies choses ont été faites.

- Le projet n'est pas impactant sur le site. Il était très important pour nous que cette villa reste telle qu'elle est actuellement et qu'on lui redonne toute sa splendeur et son lustre.

Le parc sera végétalisé un peu plus.

La vente ne comprend aucune condition suspensive.

Le bien faisant l'objet de la présente vente affectée précédemment à l'enseignement a fait l'objet d'une procédure de désaffectation par le Département des Pyrénées-Atlantiques et un arrêté de désaffectation a été signé par le Préfet.

Suite à la précédente délibération du jour, nous avons pris acte de la désaffectation de toute activité de service public ou d'usage du public, et prononcé le déclassement du domaine public.

En conséquence, il vous sera proposé, mes chers collègues :

- De céder la partie de la parcelle située à Biarritz, 1 bis rue Francis Jammes, cadastrée section CB 190p à la SAS PARROU DUBOSCQ, Bordeaux.
- D'autoriser Madame le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation de la présente cession.

Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

Madame MARTINEAU, vous souhaitez faire une intervention à ce moment-là et Monsieur MORIN.

Madame MARTINEAU

On peut dire que la mode ne te passionne pas parce qu'on n'a pas compris la moitié de ce que tu as dit.

Madame CASCINO

J'essaie de faire court vu la longueur des débats.

Madame MARTINEAU

Oui, mais mets-y du cœur.

Madame CASCINO

Je pense que vous avez lu les délibérations.

Madame AROSTEGUY

Allez, on y va Mesdames.

Madame CASCINO

Il y a eu suffisamment de détails dans la presse pour que je n'ai pas d'autres choses à ajouter sur le projet, Madame.

Madame AROSTEGUY

On vous écoute.

Madame MARTINEAU

Je ne répète pas ce que vous aviez dit avant sur la Villa Fal, l'historique de la Villa Fal.

Madame le Maire, mes chers collègues, plusieurs projets culturels structurés ont été présentés ces dernières années pour cette Villa Fal. On peut regretter que le traînage des pieds de politique à les défendre n'ait pas permis de faire émerger une vraie vision. On peut, entre autres, se rappeler du projet sur l'école de mode avec une vraie formation qualifiante et qualitative, pas ce que vous nous proposez qui n'a aucun but formateur. D'ailleurs, le projet qui avait été présenté, je m'en souviens, était soutenu par Monsieur le Sénateur, Max BRISSON, et par Fabrice-Sébastien BACH. Nous voilà donc de nouveau dans la grande braderie ou les plans à deux balles.

Après la vente de l'auberge de jeunesse plutôt qu'une DSP qui aurait coûté zéro centime à la Ville tout en préservant le patrimoine ;
après le plan à deux balles du Salon Diane pour lequel vous avez choisi parmi les trois candidats les moins professionnels ;
après le plan étoilé du Cinéma Le Royal où les travaux qui devaient être livrés en décembre 2022 n'ont toujours pas commencé ;
après la vente d'un bout de terrain d'un monument classé historique ;
après la destruction du projet de rénovation du Stade Aguilera où vous avez transformé un fédérateur de la Ville en diviseur laissant un boulevard à l'Aviron Bayonnais ;
nous voici donc devant la vente d'un patrimoine biarrot de 1 200 m², la Villa Fal, pour un prix de 2 M€ soit 1 666 € le mètre carré. La belle aubaine !

Comme d'habitude je me suis rendue à la Mairie étudier les appels d'offres et fais quelques recherches. Il y a deux sujets.

Commençons par le fond. Il y avait quatre candidats finalistes :

- CHEVALIER KARABATIC voulant racheter l'édifice pour 1,50 M €. En étudiant le projet, je me demande encore quel était leur plan sinon de récupérer des murs pour voir après.
- En second, il y avait le projet actuel, c'est-à-dire un nouveau coworking, encore des locations d'espace de bureaux, alors que le Connecteur à 500 mètres n'est rempli qu'à 70 %, pour un rachat de 2 M€.
- Le troisième projet était sur le cinéma avec des studios de montage et de travail sur le septième art. Il restait un projet culturel qui aurait pu avoir une cohérence avec l'école de montage audiovisuel de notre Ville, mais il manquait de cadrage. Il proposait le rachat de la villa pour 2,50 M€.
- Le quatrième projet est le plus structuré avec une vraie vision et une complémentarité avec ce qui existe comme offre dans notre Ville, un centre international de danse contemporaine avec des structures d'accueil des étudiants, des stages, des projets artistiques divers. Et, j'ai envie de dire avec les Ballets de Biarritz, l'école Kléber, le conservatoire, et les ballets Oldarra et les autres écoles, la boucle était bouclée et Biarritz devenait un pôle international artistique. Il proposait leur achat pour 2,70 M€.

Choisir le projet de danse OYHAMBURU aurait amené de l'ambition et de la vision pour la Ville. Alors oui, sa mise en place aurait pris un peu de temps, car il fallait déclasser les terrains, mais le résultat aurait été digne d'une Ville culturelle comme Biarritz.

Tous ont aussi proposé la possibilité d'une DSP avec un bail emphytéotique, la Ville reste propriétaire des murs en assurant les travaux et l'exploitation. Cette possibilité était demandée dans le cahier des charges.

Sur la forme, vous choisissez donc de vendre la Villa Fal à un marchand de biens déguisé puisque pour son activité il est écrit : « *achat de biens immobiliers en vue de leur revente* ». En fait, il achète des bâtiments anciens qu'il exploite en coworking, pour parler français, en espaces de travail qu'il loue afin de rentabiliser son acquisition. Il en possède à Bordeaux, Limoges et ailleurs. On ajoute « secteur mode et design » pour donner l'illusion d'un projet culturel, mais cela reste des espaces à louer pour qui paiera.

J'ai envie de vous dire que s'il investit 1,90 M€ pour la restauration du bâtiment et qu'il en tire un bénéfice, pourquoi la Ville ne le fait pas ? Pourquoi la Ville ne fait pas à ce moment-là les 2 M€ de travaux, transforme des espaces à louer, des espaces pour des associations qui en manquent et une salle dédiée aux événements (expositions ou autres) ? D'autres villes l'ont fait. On n'a franchement besoin de personne pour faire cela. On créera de l'emploi et on gardera notre patrimoine tout en le rentabilisant. Rappelons que le patrimoine est aussi une garantie bancaire pour la Ville, encore plus dans ces temps de crise avec l'augmentation des taux d'emprunt. Le calcul est simple, il rachète 2 M€ soit 1 666 € le mètre carré. Il fait 2 M€ de travaux soit au final il aura acheté et transformé un outil d'exploitation pour 3 333 € le mètre carré. Pour votre gouverne, il suffit de se renseigner un peu sur le prix d'achat à Biarritz des locaux commerciaux et bureaux. En moyenne, il est de 4 300 € le mètre carré. Il fait une excellente opération financière et nous une très mauvaise opération de délestage.

Je sais très bien qu'autour de cette assemblée vous êtes des prophètes « Arostéguiens », mais je vous demande de réfléchir un peu au moins une fois pendant ce Conseil. On n'a pas besoin de spéculateur extérieur si c'est pour créer des espaces partagés. On peut le faire nous-même en préservant notre patrimoine et en le rentabilisant. Il ne faut pas chercher à rentrer à tout prix de l'argent dans la caisse afin de faire croire qu'on désendette la Ville qui n'est pas très endettée, pour la prochaine campagne municipale alors que l'on peut créer des outils d'enrichissement. Si d'autres le font, nous aussi on en est capable. Je pense qu'il faut réfléchir différemment et si vous n'avez pas l'ambition pour la Ville de créer un outil artistique qui aurait permis d'ajouter un phare international supplémentaire à l'existant, au moins ne vendez pas les murs pour une poignée de cacahuètes alors qu'on peut faire autrement. Et d'ailleurs à ce moment-là, pourquoi n'avez-vous pas soumis la villa aux enchères ? On aurait eu un prix de départ de 2 M€ et on aurait certainement gagné beaucoup plus.

Madame le Maire, la Ville se meurt de votre peu de vision et des passions que vous lui enlevez.

Madame AROSTEGUY

Quelques remarques, le projet mode auquel vous faites allusion ne s'est pas représenté. Il n'a pas fait partie des lauréats, donc nous ne l'avons pas rejeté.

Madame MARTINEAU

Je sais.

Madame AROSTEGUY

En revanche, l'idée de la mode est extrêmement intéressante. Et sachez pour votre gouverne, Madame MARTINEAU, que ce projet auquel vous faites allusion, j'en ai parlé, avait quand même un gros inconvénient. C'est qu'on aurait dû patienter au moins 3 ans, si ce n'est plus,

pour que les terrains soient rendus constructibles et il fallait voir même une grosse bétonisation du site parce que ce projet était porté par un investisseur qui était également un promoteur ainsi qu'un banquier comme tous les projets solides qui s'adossent à des promoteurs, des experts immobiliers et des financiers. Figurez-vous que le projet sur la danse qui vous plaît tant, qui effectivement est un projet intéressant et qui nous a beaucoup plu, malgré l'incertitude sur la durée, ce projet n'aurait pas pu se faire parce qu'une fois que le choix a été fait, nous avons reçu un courrier d'un des associés financiers qui se rétractait. En effet, une fois de plus, nous aurions sélectionné ce projet et le projet n'aurait pas pu se faire puisqu'un des associés s'est rétracté. Nous ne le savions pas et heureusement que cela ne s'est pas fait avant le choix parce que nous serions retombés dans la même situation que précédemment, à savoir que l'ensemble de l'appel à projets tombait à l'eau.

Quant au manque de visions, excusez-moi mais faire renouer Biarritz avec la mode est quand même une immense ambition. Vous verrez que ce projet n'est que la première pierre d'un édifice qui va se monter petit à petit et qui va redonner une activité tout à fait différente qui n'existait pas. Aujourd'hui, la mode et le design à Biarritz ne sont pas représentés, donc nous sommes particulièrement fiers de ce choix qui est adossé comme les autres projets ambitieux à des financiers et à des immobiliers.

Quant au prix, nous l'avons expliqué. Ce sont les Domaines. On ne fait pas de la spéculation. Comme je vous l'ai expliqué, ce n'est pas parce que vous vendez à 3 ou 4 M€ que vous aurez des investisseurs. Aujourd'hui, l'investisseur prend un risque qui est celui que son projet ne fonctionne pas. Nous pensons et nous souhaitons qu'il fonctionne. C'est pratiquement plus de 4 M€ pour un investisseur. Je trouve qu'on devrait être fier de voir le patrimoine réhabilité, sauvegardé avec une belle activité, une belle diversification économique et que Biarritz renoue avec la mode. Écoutez, je trouve que c'est un projet qui coche à peu près toutes les cases.

Madame MARTINEAU

Ce sont juste des projets de location de salles. Ce n'est pas une école de mode ou quoi que ce soit.

Madame AROSTEGUY

Personne n'a dit que c'est une école de mode. C'est un écosystème économique.

Madame MARTINEAU

Ce qu'il fait, on peut le faire puisqu'on a les bâtiments.

Madame AROSTEGUY

C'est un écosystème. On est déjà des hôteliers de luxe. Je passe mon temps à entendre de tout le monde qu'on n'est pas là pour être des gestionnaires de l'hôtellerie. Vous oubliez que l'intégralité de notre patrimoine financier est fléchée sur l'Hôtel du Palais. Pendant toute la semaine, Michel LABORDE et Édouard CHAZOILLERES surveillent les travaux, les budgets. On va en être au troisième budget pour l'Hôtel du Palais. Est-ce que vous croyez vraiment qu'une Ville a les moyens de faire cela ? Maintenant, vous voulez qu'on s'occupe de gérer, de bâtir, de financer et d'entretenir un écosystème.

Madame MARTINEAU

Il va rentabiliser. On peut le faire aussi puisqu'il va le rentabiliser.

Madame AROSTEGUY

Non, on n'a pas les moyens, Madame. Aujourd'hui, il faut qu'on revienne sur nos compétences cœurs. Il faut qu'on s'occupe des Biarrots et qu'on arrête de se mettre dans des secteurs qui ne sont pas les nôtres.

Madame MARTINEAU

Mais ne pas vider le patrimoine, c'est aussi s'occuper des Biarrots.

Madame AROSTEGUY

L'idée concernant le patrimoine est de le sauvegarder.

Madame MARTINEAU

Là, vous ne le sauvegardez pas.

Madame AROSTEGUY

Là, à moindres frais, non seulement on rentre de l'argent, mais en plus le patrimoine est réhabilité, sauvegardé et reconstruit. Vous pouvez voir sur ces images l'ancien siège de l'État-major de Limoges et il est magnifique.

Madame MARTINEAU

Ce sont les mêmes à Bordeaux, à Limoges. C'est pareil.

Madame AROSTEGUY

Ce sont les mêmes parce qu'ils sont magnifiques.

Madame MARTINEAU

Ce qu'il fait, on peut le faire sans vendre.

Madame AROSTEGUY

C'est juste magnifique. Non, on ne peut pas le faire. On n'est pas là pour ça. Les Biarrots ne nous ont pas élus ni pour faire de l'immobilier ni pour faire des estimations.

Madame MARTINEAU

Ils ne vous ont pas élue pour dilapider le patrimoine.

Madame AROSTEGUY

Ils nous ont élus pour qu'il y ait un projet qui n'a pas pu aboutir à la mandature précédente. Ils nous ont élus pour aussi sauvegarder le patrimoine et c'est ce que nous faisons.

Y a-t-il une autre intervention ? Monsieur MORIN.

Madame CASCINO

J'ajoute une précision. Comme le dit Madame MARTINEAU, je n'ai peut-être pas fait preuve de suffisamment de passion, mais je voulais ne pas prendre beaucoup de temps. En revanche, je n'annonce jamais de contre-vérité, Madame MARTINEAU. Alors quand vous me parlez du projet de Monsieur Pierre CHEVALIER et Nicolas KARABATIC, c'est une contre-vérité. Monsieur Pierre CHEVALIER a candidaté, mais pas Monsieur Nicolas KARABATIC. Je ne sais pas ce que

vous avez contre Nicolas KARABATIC, mais il n'était pas du tout da rétablir ce point.

Madame MARTINEAU

Il a envoyé CHEVALIER, c'est mieux.

Madame CASCINO

Je ne suis pas là pour juger les candidats. Le choix a été fait.

Madame MARTINEAU

Le choix a été fait, c'est bien, mais on n'est pas d'accord. Ce n'est pas très grave.

Madame CASCINO

Ne faites pas croire aux Biarrots des choses qui ne sont pas vraies, Madame MARTINEAU. Quand vous confondez une DSP et un BEA, écoutez il y a encore du chemin à faire.

Madame AROSTEGUY

Monsieur MORIN, vous avez la parole.

Monsieur MORIN

Je crois que tout est dit ou presque, mais nous allons nous répéter. Ce qui se passe actuellement est tellement triste. Nous sommes en train de perdre tous nos acquis, notre patrimoine, notre langue, notre identité. Comme on l'a dit, la braderie continue en vendant la Villa Fal à 2 M€ même s'il y a environ 1,90 M€ de travaux estimés surtout quand on sait qu'une villa classée non loin de là coûte le même prix. Ce ne sont pas tant les projets privés mis en œuvre, même si celui-ci pose question, mais c'est la forme contractuelle entre la Ville et le porteur de projet qui est inacceptable. On cède, pour ne pas dire on se débarrasse, du foncier public à des organismes privés alors qu'on pourrait leur mettre à disposition pour développer leur projet tout en gardant la maîtrise du patrimoine foncier collectif pour les futures générations.

On voit ce que cela produit pour le foncier privé avec la spéculation et ses conséquences notamment pour le logement ainsi que sur les activités économiques. Il en sera de même pour ce nouveau futur foncier privé si les Biarrots vous laissent faire.

Pourquoi d'un côté avoir créé des Établissements Publics Fonciers si, de l'autre, on détricote les acquis pour les remettre dans le domaine privé ?

Concernant l'appel à projets, pourquoi faire semblant d'ouvrir la possibilité d'un bail emphytéotique alors que visiblement cette solution n'intéresse pas l'actuelle municipalité ? On demande à tous les concurrents de faire une offre dans le cadre d'un bail emphytéotique. Connaissant bien le contexte et eux-mêmes n'étant pas vraiment intéressés, ils font une offre si ridiculement basse avec un nombre d'années record, 80 ans, pour pouvoir justifier d'écarter des débats cette alternative. Devant ces offres, il serait possible de déclarer l'appel à projets infructueux et de le relancer sur de nouvelles bases excluant la vente du foncier, ce qui ne sera pas le cas aujourd'hui et sera irrémédiable.

Souvenons-nous de ceux qui voteront pour la vente de la Villa Fal.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Merci. Je me permets de préciser comme lors de mon intervention sur la délibération numéro 2 concernant le déclassement que Sébastien CARRERE s'associe à moi pour cette intervention. Encore une fois, il vous prie de bien vouloir l'excuser pour son absence.

En plus de nous séparer d'un bien immobilier, nous allons céder, il nous semble, à un prix très intéressant pour un projet rendant peu ou pas service aux Biarrots et qui, fort probablement, sera abandonné d'ici quelques années. 2 M€ auraient pu s'entendre pour un projet d'intérêt général, mais de l'intérêt général nous en sommes bien loin. Nous craignons que la création d'un espace de coworking autour de la mode et du design ne puisse être pérenne, entraînant irrémédiablement le changement d'usage du bâtiment, bâtiment qui petit à petit se transformera en restaurant, en espace événementiel qui inévitablement sera revendu puisqu'il s'agit de la vocation de la société à qui nous la cédon. Cela a été précisé auparavant puisque la société a pour objet social l'acquisition de biens immobiliers en vue de leur revente. Tout est dit. C'est donc pour l'équivalent de 80 € par Biarrots que nous cédon le bien à une société qui, après 1,90 M€ de travaux, possédera plus de 1 000 m² rénovés sur un hectare soit 3 500 € le mètre carré. Vous connaissez les prix moyens au mètre carré, environ 9 000 € à Biarritz. Comme précisé, ce 1,90 M€ de travaux correspond à la somme annuellement perçue grâce à la surtaxe d'habitation des résidences secondaires. C'est une information.

Nous ne voyons dans cette décision qu'une énième liquidation du patrimoine biarrot pour une somme dérisoire. Une décision que nous regrettons quand viendra le temps de chercher une emprise foncière pour implanter un nouvel équipement public ou d'intérêt collectif. C'est donc naturellement et plein de bon sens que nous voterons défavorablement à cette délibération et nous appelons l'ensemble des élus à en faire de même. Je vous remercie.

Monsieur DESTIZON

Mes chers collègues, la Villa Fal a plus de 1 000 m² de bâti (595 m² en sous-sol, 450 m² en étage noble, en rez-de-chaussée un peu surélevé) sur une parcelle de plus de 9 000 m² dont une partie est classée.

Le déclassement du domaine public était nécessaire puisqu'il s'agissait d'un collège qui ne sera plus sa destination à l'avenir. L'appel à projets nécessitait donc ce déclassement que ce soit d'ailleurs pour une vente ou pour un bail emphytéotique administratif puisque dans ces deux cas il y aurait eu aliénation du domaine public. Et donc on ne peut pas aliéner le domaine public. C'est un principe de droit. Donc quoi que nous fassions, le déclassement était nécessaire.

Maintenant, la Ville avait-elle un intérêt à conserver un tel bâtiment ? La Ville n'a pas de projet depuis son retour en 2013. Dans le domaine communal, elle ne fait rien de ce bâtiment qui se dégrade. Dans ce cas, l'appel à projets voté le 24 septembre 2021 se justifiait. Un premier appel à projets, vous l'avez rappelé, avait été lancé en 2018 et était resté infructueux, le projet retenu n'ayant pu voir le jour. Jusque-là rien de très normal dans le déroulement de la procédure administrative.

Venons-en maintenant au choix lui-même du projet. Quatre projets, cela a été rappelé, ont été retenus par le jury qui s'est tenu le 13 mai 2022 pour choisir le projet lauréat :

- Le projet porté par Michael PRIEM, Franck MILCENT et F... créer un espace de production cinématographique et audiovisuelle, le projet est resté extrêmement hypothétique, car reposant sur deux lieux, la Villa Fal à Biarritz et l'Hôtel Beaulieu à Cambo, ce qui rendait le montage de l'opération extrêmement complexe. De plus, le projet était assez peu réaliste et il avait relativement peu de chance d'aller au bout.
- Le projet CHEVALIER qui souhaitait créer une villa d'artistes, est resté très vague nageant dans un flou total sur les intentions réelles de ces promoteurs. De plus l'offre financière à 1,50 M€ était très basse.

Ne restaient donc plus que deux projets en lice :

- Le projet porté, vous l'avez rappelé, par la SAS PAROU DUBOSQ via la SAS HEMERA qui souhaite créer un espace de coworking dédié à la mode et au design. L'avantage de ce projet est qu'il ne nécessite pas de modifications d'urbanisme puisqu'il n'y a aucune construction nouvelle ni de conditions suspensives à l'achat, et qu'il peut donc être mis en œuvre rapidement. En revanche sur le fond, il s'agit d'un énième projet de coworking qui en ce moment, il faut le reconnaître, fleurit un peu partout sur le territoire et dont la vocation centrée sur la mode ne peut pas être absolument garantie dans le temps. Donc voilà un projet simple, facile à mettre en œuvre, mais sans originalité ni grande ambition et qui n'apportera que peu de chose au rayonnement biarrot.
- Puis le projet porté par Argia DOYHAMBOURE et NAME Immobilier consistait à créer un centre d'art avec expositions, spectacles et un cursus de danse contemporaine post-baccalauréat, avec des logements pour des jeunes biarrots et des saisonniers. C'était un joli projet qui était susceptible d'avoir des retombées économiques et en termes de rayonnement pour notre Ville. De plus, l'offre financière à 2,70 M€ était plus intéressante et les promoteurs du projet s'engageaient pour 10 M€ de travaux. Certes, ce projet nécessitait une modification des documents d'urbanisme qui rendait sa réalisation un peu plus longue, mais après tout rien ne pressait sur ce dossier. La Ville dispose de la Villa depuis 10 ans et n'en a rien fait pendant 10 ans. Étions-nous vraiment à 2 ans près ?

Vous avez dit que la MECDU était difficile à obtenir. Les contacts que nous avons eus à l'époque laissaient entendre qu'il n'y avait pas de grandes difficultés pour obtenir cette MECDU sauf le temps bien entendu. Celui-là est incompressible, je vous l'accorde. Dans la mesure où on ne touchait pas à l'espace boisé classé et dans la mesure où les constructions étaient enterrées et jouaient avec le relief du terrain, elle n'était pas en émergence par rapport au bâti actuel.

En conclusion, pour ma part, entre un projet banal de coworking sans grande ambition et un projet réellement intéressant et porteur de centre d'art qui permettait d'apporter une solution de logements à de jeunes Biarrots et à des saisonniers, mon choix est vite fait. Je regrette que ce soit, une fois de plus, la solution de facilité qui l'ait emporté au détriment d'une vision stratégique de plus long terme.

Ce soir, vous nous apprenez, et cela est un petit coup de tonnerre, qu'il y a eu un courrier du partenaire immobilier, je présume, NAME Immobilier. Là, je suis très ennuyé parce que cet élément n'est nullement fait état dans la délibération. Il est tout de même de nature à considérablement fragiliser la décision que nous prendrons ce soir. Cet élément aurait dû être porté à la connaissance des élus, ce qui n'a pas été fait. Je vous demanderai de me donner la

copie parce que c'est un élément qui modifie vraiment structurellement la délibération. Vous ne pouvez pas modifier la délibération sur le moment, mais je vous incite par prudence à surseoir au minimum à la décision que nous allons prendre ce soir parce que cet élément est de nature à fragiliser la délibération que nous allons prendre ce soir. À mon avis, il serait extrêmement prudent de surseoir à la décision. Je ne vous dis pas de renoncer à votre projet si vous voulez le faire. Ce n'est pas mon projet. C'est vous qui décidez, vous avez la majorité. Je vous invite à être prudent parce que cet élément vient fragiliser la délibération. Je vous invite à ne pas décider ce soir sur ce projet.

Madame AROSTEGUY

Cher collègue, j'entends votre remarque. Effectivement, on aurait pu le mettre. C'est sous forme de mail. Comme je vous l'ai dit, cela ne fragilise pas la délibération parce que c'est bien après le choix qui a été le nôtre et de fait cela n'invalide pas notre décision. Votre choix a été celui du projet de danse qui était un projet magnifique. Bien nous en a pris finalement de ne pas le choisir. Dans le courrier pour lequel on vous transmettra une copie, l'investisseur mentionne que l'équilibre du projet financier ne pouvait pas être trouvé. Ce n'est pas moi qui le dis. C'est dans le courrier. Vous le lirez. Ce projet paraissait être un projet magnifique et j'aurais souhaité qu'on puisse avoir ce projet parce qu'il est très complémentaire de ce que nous faisons dans la danse. C'est l'étape après des écoles de danse. Je pense que nous pourrions peut-être accompagner Madame DOYHAMBOURE dans une réflexion ou dans un lieu parce que son projet est intéressant. Cependant, l'équilibre économique ne pouvait pas être trouvé parce que c'était très ambitieux. Cet investisseur s'est donc retiré. On vous transférera le courrier bien évidemment.

Je pense que chacun s'est clairement exprimé, donc on va passer au vote qui sera sans surprise. Y a-t-il des élus qui s'abstiennent sur cette délibération ? Qui vote contre ? Donc l'ensemble des Conseillers municipaux de l'opposition vote contre cette délibération. Je vous remercie.

ADOPTÉ AVEC 24 VOIX POUR

8 CONTRE : Guillaume BARUCQ, Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

10 – Bourses de l'enseignement supérieur : décision d'attribution pour l'année universitaire 2022-2023

Madame AROSTEGUY

Nous passons maintenant sans transition aux bourses de l'enseignement supérieur, délibération numéro 10. Elle va nous être présentée par Paul RODRIGUES-REIS.

Monsieur RODRIGUES-REIS

Les demandes d'attribution de bourses communales de l'Enseignement Supérieur sont parvenues au service de l'enseignement.

58 dossiers ont été retenus sur les critères des bourses nationales qui tiennent compte des revenus, de la situation familiale et du lieu des études.

C'est ainsi qu'a été établie la liste des bénéficiaires d'une bourse d'universitaire 2022-2023.

La liste des attributaires et le montant des bourses affectées vous ayant été précédemment communiqués, je vous demande, mes chers collègues, de décider d'attribuer une bourse aux étudiants bénéficiaires inscrits sur la liste ci-jointe à la présente délibération pour un montant global de 20 536,80 €, et que les crédits soient prélevés au chapitre 67 articles 67-14 fonctions 23 du budget. Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

Je propose que nous passions au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Adoptée à l'unanimité.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

11 – Convention de financement avec le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour pour la mise en œuvre du dispositif Car-à-pattes de l'école des Thermes Salins à Biarritz

Madame AROSTEGUY

La question suivante est portée par Anne-Cécile DURAND-PURVIS. Il s'agit de la convention de financement que nous allons passer avec le Syndicat des mobilités pour la mise en œuvre du dispositif Car-à-pattes de l'École des Thermes Salins.

Madame DURAND-PURVIS

Dans le cadre du plan mobilité 2020-2030 du Syndicat des Mobilités, on entend à favoriser l'écomobilité scolaire en utilisant des modes de déplacement actifs et partagés pour des trajets domicile-scolaire. À ce titre, le Syndicat accompagne financièrement les communes jusqu'à hauteur de 75 % avec un plafond de 3 500 €.

Le Pédibus est un mode de ramassage scolaire pédestre accompagné par les parents et des bénévoles. Chaque matin, les enfants des quartiers attendent l'accompagnateur devant des panneaux spécifiques mis en place. Le trajet comportera plusieurs arrêts où chaque fois d'autres enfants peuvent s'ajouter.

Il y a plusieurs avantages à ce mode :

- Favoriser les liens sociaux ;
- Réduire l'empreinte carbone ;
- Permettre aux enfants d'acquérir des réflexes d'écomobilité ainsi que de s'aguerrir ;
- Réduire la circulation automobile aux abords des écoles ;
- Responsabiliser les enfants qui apprennent les bons réflexes des piétons ;
- Effectuer de l'activité physique quotidienne (la marche) ;

L'École des Thermes Salins s'est portée volontaire pour expérimenter ce dispositif.

Le coût de la prestation qui sera effectuée par une association est de 6 840 € pour l'ensemble de l'école maternelle et élémentaire. Le montant de la subvention sollicitée au Syndicat des Mobilités est de 3 500 €. Le Comité syndical doit approuver cela pendant les Conseils d'Agglomération.

Par conséquent, nous devons le proposer au vote tout d'abord ici à Biarritz.

Est-ce qu'il y a des questions ou des commentaires sur ce petit sujet de mobilité douce qui va faire marcher nos enfants ?

Madame AROSTEGUY

C'est un petit sujet qui plaît bien aussi à d'autres Villes de l'Agglomération qui l'ont mis en place.

Madame DURAND-PURVIS

Tout à fait. Mouguerre l'a fait, Saint-Pierre-d'Irube, Boucau.

Madame AROSTEGUY

Et, cela fonctionne plutôt bien.

Madame DURAND-PURVIS

Oui, cela avance bien. C'est un beau projet du Syndicat des Mobilités et il fonctionne bien.

Madame MARTINEAU

C'est bien pour la santé.

Madame DURAND-PURVIS

Tout à fait.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas. Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

12 – Régime indemnitaire des agents de la Ville de Biarritz

Madame AROSTEGUY

Toujours sans transition, nous passons au régime indemnitaire des agents de la Ville de Biarritz. Cette question sera portée par Madame PINATEL.

Quelques mots en préambule. Tout d'abord, remercier l'énorme travail des services : la DRH, Madame la DGS, les services, les élus, les représentants du personnel qui ont travaillé sur ce gros dossier. Là aussi, il y avait un petit retard à l'allumage. J'ai moi-même découvert ce qu'était le calcul du régime indemnitaire des agents de la Ville et je pense que ce sont des esprits féconds qui ont dû être Bac + 14 ou Bac + 22, d'une énorme complexité, je dois le dire. Pardon pour ce trait d'humour, mais il fallait le dire quand même. Quand on arrive d'une entreprise privée, il est vrai que la compréhension de ce que peut être le régime indemnitaire des agents d'une collectivité est une plongée dans un univers particulier. Je remercie en particulier Madame la DRH et je salue la confiance des agents.

En effet, lorsque nous sommes arrivés, nous avons vraiment à cœur de les accompagner dans une qualité de vie au travail et surtout dans une meilleure reconnaissance de leur travail qui

soit une reconnaissance au quotidien, une reconnaissance n... reconnaissance financière. Ce travail a mis des mois à voir son aboutissement. Bien sûr, il ne vient pas forcément au meilleur moment pour la collectivité puisqu'il s'ajoute à la hausse du coût de l'énergie et à la hausse du point d'indice. Cependant, il était important pour nous, le plus rapidement possible, de mettre en place ce régime indemnitaire. Je laisse donc Madame PINATEL le présenter.

Madame PINATEL

Pour essayer de rendre plus compréhensible ce sujet, je voulais vous livrer quelques clés de compréhension du mode de rémunération des agents de la fonction publique territoriale.

Le statut de la fonction publique précise que les agents ont droit après service fait à une rémunération composée de deux parts distinctes et cumulatives. Vous avez d'une part ce qui s'appelle le traitement de base qui est cadré par des textes législatifs et réglementaires et sur lesquels la collectivité n'a absolument pas la main. Il s'agit des grilles indiciaires et c'est le traitement de base qui a fait récemment l'objet d'une réévaluation par l'État. On a parlé de l'augmentation du point d'indice.

Puis, vous avez la part indemnitaire, le RIFSEEP, qui veut dire Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Suggestions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel. Sur cette part indemnitaire, la collectivité a la main pour le réformer. Cette part indemnitaire se compose elle-même de deux sous-parties qui sont l'IFSE et le CIA. L'IFSE est l'Indemnité de Fonction, de Suggestion et d'Expertise et le CIA, le Complément Indemnitaire Annuel qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent.

Par une délibération du 21 novembre 2016, la Ville avait mis en place un RIFSEEP qu'il nous est apparu nécessaire de faire évoluer parce qu'il était peu conforme aux textes. Par exemple, il n'y avait pas de Complément Indemnitaire Annuel alors que la loi l'imposait. Il était peu lisible et peu transparent.

Le projet qui est soumis à votre validation ce soir est le fruit, comme le disait Madame le Maire, d'un long travail qui a été participatif. Ce travail a été engagé en juin 2022. Il a associé la Direction Générale des Services, le service RH, les directeurs, deux groupes d'agents volontaires représentatifs des effectifs en termes de catégorie (catégories A, B, C), de filières et bien entendu les organisations syndicales avec lesquelles le dialogue social a été mené à toutes les étapes de la démarche.

Le nouveau régime indemnitaire que nous vous proposons vise trois objectifs :

- D'abord, mettre en place une politique indemnitaire équitable, transparente et lisible ;
- Ensuite, renforcer l'attractivité de Biarritz et du CCAS comme employeur public. Vous savez que les collectivités ont du mal à recruter comme dans le privé. On en parlait tout à l'heure. Il faut rendre la collectivité attractive, et donc rendre le régime indemnitaire plus attractif.
- Enfin, mettre en œuvre une politique de rémunération dynamique notamment grâce au Complément indemnitaire Annuel.

À compter du 1^{er} février 2023, 62 % des agents, majoritairement ceux des catégories C et B, bénéficieront d'une augmentation de leur régime indemnitaire. En d'autres termes, tous ceux dont l'IFSE était située en deçà du nouveau plancher du groupe de fonctions auquel ils

appartiennent, verront cette IFSE revalorisée. Ceux qui avaient gardé leur IFSE continueront de bénéficier de cette revalorisation.

Ensuite, 100 % des agents connaîtront une augmentation grâce au Complément Indemnitare Annuel. Je précise par ailleurs que le Complément Indemnitare Annuel sera le même pour tous, c'est-à-dire qu'on n'a pas souhaité qu'il soit différencié en fonction des catégories d'emplois.

La prime de fin d'année sera maintenue. Un récent rapport de la Chambre Régionale des Comptes avait conclu qu'elle ne pouvait pas être conservée dans l'état. Alors, deux options s'offraient à nous, soit on la supprimait et on utilisait l'enveloppe pour financer le nouveau CIA, ce que d'autres collectivités ont fait, soit on la conservait en la lissant sur les 12 mois de l'année ce qui permet d'harmoniser les règles de gestion entre la Ville et le CCAS. C'est un plus pour les agents du CCAS puisque sous l'ancien régime, la prime de fin d'année était impactée par l'absentéisme.

Enfin, nous avons choisi de procéder à des revalorisations ciblées sur certains postes, sur les postes en tension, c'est-à-dire sur les postes difficiles à recruter, quelle que soit la catégorie. Il y a par exemple les gestionnaires RH, les ATSEM, les instructeurs en urbanisme, les techniciens ainsi que les postes en concurrence avec le privé. Cela s'observe dans toute la France. Il y a, par exemple, les postes à forte expertise pour lesquels on a du mal à recruter à cause du salaire demandé. Enfin, il y a les postes en décrochage par rapport aux autres collectivités, c'est-à-dire les postes qui présentaient un régime indemnitaire inférieur alors que dans d'autres collectivités il était supérieur.

Ce projet de nouveau régime indemnitaire a été présenté au CST du 20 janvier dernier et il a été approuvé à l'unanimité par les deux collèges le composant.

Concernant les bénéficiaires, vous avez la liste des catégories d'agents concernées ou non par le RIFSEEP dans la délibération, donc je n'y reviens pas.

Le principe pour les agents bénéficiaires du RIFSEEP, le Régime Indemnitare est constitué de deux parts. Comme je l'ai dit, l'IFSE est la part majoritaire du RIFSEEP et elle est déterminée à partir de critères liés aux caractéristiques et aux spécificités des métiers. En principe, lorsqu'un agent occupe un poste coté avec des critères, ce sont ces critères qui vont déterminer le groupe de fonctions auquel appartient ce poste. Ces critères de cotation sont importants. Ils ont été proposés et travaillés avec des groupes d'agents et ils tiennent compte des trois aspects du poste :

- Les fonctions ;
- Les suggestions ;
- Et l'expertise.

Le montant de l'IFSE est donc fixé selon le niveau de fonction, de suggestion et d'expertise requis dans l'exercice du poste occupé par les agents. Chaque poste va être réparti au sein du groupe de fonctions par catégorie d'emplois (A, B, C). Vous avez des postes C1, C2, C3, B1, B2, B3, A1, A2, A3, A4. Cela est pour la part la plus importante du RIFSEEP qui est l'IFSE.

La part variable dénommée Complément Indemnitare Annuel est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir des agents qui sont appréciés annuellement lors de l'entretien professionnel. Ce CIA est composé d'une part évaluant la qualité professionnelle

de l'agent, d'une part appréciant les capacités de savoir-être de l'investissement de l'agent dans le cadre de ses missions sur la base des critères qui ont été réalisés par la Ville de Biarritz. Le CIA fait l'objet d'un versement annuel. Les modifications du RIFSEEP telles que précisées ci-avant seront applicables à compter du 1^{er} février 2023. Une révision du dispositif pourra être effectuée au bout de 2 ans.

Il vous est donc proposé, mes chers collègues, d'approuver cette réforme du RIFSEEP et d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à prendre et à signer les arrêtés dans les limites sus-énoncées au regard des critères susvisés. Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il des observations ? Je porte cette délibération au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas. Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

13 – Société d'Économie Mixte Société des Golfs de Biarritz : remplacement d'un membre du Conseil Municipal appelé à siéger au Conseil d'Administration de la SEM

Madame AROSTEGUY

On continue et c'est Monsieur LABORDE qui va évoquer la Société d'Économie Mixte, Société des Golfs de Biarritz.

Monsieur LABORDE

Merci, Madame le Maire. Mes chers collègues comme vous le savez, l'exécution de la Délégation de Service Public confiée à la Société des Golfs de Biarritz est portée par le SIAZIM. La SEM a précédemment désigné Monsieur Édouard CHAZOUILLERES comme Président Directeur Général de la SEM. Celui-ci s'est porté candidat pour représenter le SIAZIM en remplacement de Monsieur Mathieu KAYSER démissionnaire.

Le Conseil d'Administration du SIAZIM dans sa séance du 26 janvier 2023 l'a dûment désigné. Monsieur Édouard CHAZOUILLERES a donc démissionné de sa fonction de représentants de la Ville de Biarritz et Monsieur Mathieu KAYSER a présenté sa candidature pour le remplacer en cette qualité. Madame le Maire.

Madame AROSTEGUY

Je vous invite à procéder à l'élection à la majorité absolue au scrutin secret d'un représentant de la Ville de Biarritz appelé à siéger au Conseil d'Administration de la SEM, mais nous pouvons aussi en vertu de ce même article décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret à cette élection.

Quelqu'un s'oppose-t-il à ce que le scrutin ne soit pas secret ? On le fera donc à main levée. Y a-t-il des candidats ?

Monsieur DUSSAUSSOIS-LARRALE

Je n'ai pas de remarque sur le mode de scrutin, mais j'ai une question afin de comprendre pourquoi il y a ces changements et cette démission de Commission ?

Monsieur CHAZOILLERES

Le SIAZIM était le groupement de commandes lors du renouvellement de la DSP pour les deux golfs.

Madame AROSTEGUY

Y a-t-il donc des candidats ? Je n'en vois pas. Je vous demande de procéder au vote. Y a-t-il des abstentions ? Sept. Des votes contre ? Guillaume, tu votes pour ? Très bien. Je vous remercie.

ADOPTÉ AVEC 28 VOIX POUR

7 ABSTENTIONS : Lysiann BRAO, Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Corine MARTINEAU, Brice MORIN, Nathalie MOTSCH, Sébastien CARRERE, Patrick DESTIZON

14 – Application des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Madame AROSTEGUY

Ma chère collègue, le meilleur pour la fin.

Madame CASCINO

Toujours le meilleur pour la fin avec un peu plus d'entrain puisque c'est la fin.

Application des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales. Vous avez pu prendre connaissance des différents marchés passés, donc je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation de ce rapport.

Madame AROSTEGUY

La traditionnelle question de Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Vous l'avez si bien dit, on garde le meilleur pour la fin, donc je me permets. Comme vous l'avez dit, c'est une délibération qui n'appelle pas de vote. C'est un porté à connaissance.

Je voudrais intervenir sur un sujet de la délibération qui est relative au *Biarritz Magazine*. Puisque vous souhaitez réduire les coûts inhérents à la réalisation du magazine, c'est une bonne chose, mais quand on regarde les raisons de ces réductions de coûts on apprend, et je cite : « *la Ville de Biarritz a réalisé sur la première période des numéros du Biarritz magazine comprenant un grand nombre de pages supplémentaires et un grand nombre d'encarts ce qui a conduit à dépasser le montant maximum du marché de la première période. Au vu des contraintes budgétaires, il est prévu de réduire le coût annuel de réalisation du Biarritz Magazine sur la deuxième période en réalisant des numéros doubles (le magazine devenant bimestriel).* » Fin de citation. Ce n'est pas moi qui le dis. C'est vous. C'est écrit dans le document. Évidemment, cela se fait au détriment de l'expression des élus de l'opposition d'où le numéro à double ration pour vous et à demi-ration pour nous. Blague à part, vous allez évidemment et naturellement augmenter votre espace d'expression, pas le doubler, mais ce qui est certain c'est que le nôtre sera divisé par deux puisqu'on ne pourra s'exprimer qu'une fois tous les deux mois. J'en profite pour vous alerter sur le respect des règles de publication

des expressions des élus dit d'opposition puisqu'à ce jour les conditions dans lesquelles vous devez vous soumettre ne sont pas forcément respectées. Les publications des élus d'opposition, de ma collègue Corine MARTINEAU et moi-même, sont situées sur la dernière page. C'est une chose. Et, elles sont partagées sur cette page avec des informations n'étant pas liées à nos droits d'expression, en l'occurrence les informations dites pratiques amputant d'un quart la page nous étant réservée cela amenant à modifier les espaces et la police de nos textes.

Nous vous demandons donc de vous conformer à la réglementation et de laisser libre cette page de toute autre communication qui ne serait pas du fait des élus d'opposition.

Par ailleurs, vous aviez souhaité répondre à une de mes publications dans le *Biarritz Magazine* d'avril 2022 par un texte accolé au mien. Je vous avais interpellée sur l'illégalité de cette action. En effet, après confirmation avec la Préfecture de notre Département, il apparaît qu'une décision du Conseil d'État de 2020, dont je pourrais vous donner la référence, a fait annuler une publication dans des conditions similaires puisque cette délibération précise que : « *L'expression de la majorité municipale dans l'espace dédié aux élus d'opposition a pour effet de porter atteinte à la liberté d'expression des élus d'opposition municipale en méconnaissance des dispositions précitées de l'article 2121-27-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.* » Celui qui s'applique finalement à notre droit d'expression dans des publications municipales.

Nous vous demandons donc de bien vouloir réaliser les actions nécessaires au respect de ces textes législatifs. Je vous remercie.

Madame AROSTEGUY

Je suis assez étonnée par votre demande parce que vous bénéficiez depuis que vous êtes élue d'un espace d'expression qu'aucune autre opposition avant vous n'a eue. C'est-à-dire que normalement c'est une expression par groupe avec un nombre de caractères et vous avez un nombre de caractères par personne et non pas par groupe. Vous avez donc doublé l'expression par rapport aux oppositions précédentes. À l'occasion de ce travail sur les économies puisque le papier a pris 70 %, nous avons été conduits à revoir le *Biarritz Magazine*. 70 %, ce n'est pas rien. Je me suis aperçue qu'un de mes prédécesseurs, en l'occurrence Didier BOROTRA pour ne pas le citer, avait un éditio sur trois pages ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Donc, je ne comprends pas votre demande. Vous avez un espace qui de toute façon ne va pas diminuer puisque vous n'allez pas diminuer en nombre de caractères, donc cela ne change rien pour vous.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Il y a trois sujets. Je ne fais pas une comparaison avec ce qui se passait avant.

Le premier que je déplore est que le magazine n'étant publié que tous les deux mois et comme on n'a qu'une seule expression, on ne s'exprimera qu'une fois tous les deux mois. Ça, c'est le premier point. Il n'y a pas à discuter. Je me permets juste de le faire remarquer.

Madame AROSTEGUY

Mais nous aussi.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Naturellement, le nombre de pages va augmenter puisque ce sont des numéros doubles.

Madame AROSTEGUY

Non. On fait des économies, donc non seulement le nombre de numéros va diminuer, mais le nombre de pages aussi va diminuer.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

On le vérifiera.

Madame AROSTEGUY

Donc, la majorité sera tout aussi impactée que l'opposition.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Très bien. Le deuxième point que je précisais est par rapport à l'expression sur la dernière page. En l'occurrence Corine MARTINEAU et moi-même, nous avons notre page qui était partagée avec des informations municipales, des informations dites pratiques, les numéros de téléphone, les numéros verts, les numéros d'assistance. Ces informations vont réduire et coupent nos textes qui sont dans une police différente et avec des espacements différents, et qui ne respectent pas le principe d'équité avec les autres Conseillers municipaux qui sont sur d'autres pages et où seul leur texte est présenté sur une page en A4. Ce que je vous demande, c'est de respecter ce principe d'équité comme la loi le précise, à savoir qu'il n'y a pas d'informations pratiques mises sur la dernière page et quel que soit le Conseil Municipal qui a cette page pour s'exprimer, en l'occurrence Corine MARTINEAU et moi-même.

Madame AROSTEGUY

Vous vous privez d'une page dont l'attractivité est impressionnante. C'est la page la plus lue, la page en face de vos expressions.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Je ne demande pas de bouger. Je vous demande de déplacer cette partie sur les informations pratiques, qui amènent à couper nos textes alors qu'ils sont sur une seule et même colonne du fait de la contrainte technique. Vous pouvez le voir tous les mois.

Madame AROSTEGUY

Cela a toujours été comme ça.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Peu importe si cela a toujours été comme ça. Je vous demande d'être équitable.

Madame AROSTEGUY

On va regarder ce que disent les textes.

Madame MARTINEAU

On a été coupés plusieurs fois.

Madame AROSTEGUY

On va regarder ce que disent les textes.

Monsieur DUSSAUSOIS-LARRALDE

Je vous remercie.

Monsieur DESTIZON

Votre intervention me fait penser à quelque chose. Il y a un petit moment que je voulais vous le dire puis cela m'est sorti de la tête. Comme vous le savez, l'expression des oppositions s'applique aux documents en papier ainsi qu'aux documents numériques.

Madame AROSTEGUY

Bien sûr.

Monsieur DESTIZON

Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Madame AROSTEGUY

Vous y êtes.

Monsieur DESTIZON

Non. Je veux dire sur le site de Biarritz. Lorsque vous vous exprimez au sujet de la Ville, il serait normal qu'il y ait l'opposition puisque la loi prévoit aussi qu'il y ait un espace réservé pour les oppositions sur les supports numériques.

Madame AROSTEGUY

Non. On regardera, mais pas à ma connaissance.

Monsieur DESTIZON

C'est écrit dans le Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame AROSTEGUY

Ce que vous pouvez faire, c'est créer vos blogs et travailler en faisant vos articles.

Monsieur DESTIZON

Vous comprenez bien qu'ils n'auront jamais la même visibilité que celui de la Ville de Biarritz.

Madame AROSTEGUY

Mettez votre adresse.

Monsieur DESTIZON

Regardez.

Madame AROSTEGUY

On va regarder.

Monsieur DESTIZON

Il est fait clairement mention que c'est sur les supports en papier, ce qui est le cas aujourd'hui, mais aussi sur les supports numériques.

Monsieur BARUCQ

Je rejoins totalement les demandes de mes collègues puisqu'effectivement notre expression va être divisée par deux alors que la vôtre ne va pas être du tout divisée.

Madame AROSTEGUY

Si.

Monsieur BARUCQ

Attendez. Vous n'avez pas que le *Biarritz Magazine* pour vous exprimer. Vous avez tous les réseaux sociaux de la Ville, les sites internet. J'avais proposé quelque chose de très simple dans le projet municipal. C'était que chaque élu ait un blog, mais pas son blog qu'il finance lui-même, un blog municipal sur lequel il pourrait sortir des articles à une fréquence indéterminée. Il y a ce côté expression numérique. On va vous faire une demande. On va vous écrire quelque chose là-dessus.

Je rejoins également mes collègues pour demander un espace plus qualitatif d'autant qu'on est à la fin du magazine. J'aimerais, par exemple, qu'on puisse joindre une image ou un schéma à nos textes. Peut-être que dans le cadre de la refonte de ces numéros bimestriels, il y a une réflexion à mener là-dessus aussi.

On va vous écrire quelque chose pour formaliser ces demandes.

Madame AROSTEGUY

On regardera cela en fonction du règlement intérieur. On fera une réponse à votre demande. Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DU COMPTE RENDU

Madame AROSTEGUY

Je vous remercie pour ce Conseil, pour sa tenue. Cela vous sera confirmé, mais normalement nous nous retrouvons le 3 avril pour le prochain Conseil Municipal. Bonne soirée à tous.

La séance est levée à 21h05.